

SEANCES DU MERCREDI 8 MAI 1985
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 8 MEI 1985ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT:

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: MM. J. Peetermans, Eicher, De Bondt, rapporteur, M. Bertouille, ministre de l'Education nationale, M. le Président, M. Coens, ministre de l'Education nationale, p. 2464.

Discussion et vote d'articles:

A l'article 1^{er}: *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Seeuws, M. Coens, ministre de l'Education nationale, M. le Président, M. De Bondt, rapporteur, p. 2471.

A l'article 3: *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales, p. 2473.

A l'article 8bis (nouveau): *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Coens, ministre de l'Education nationale, p. 2475.

A l'article 16: *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Coens, ministre de l'Education nationale, p. 2477.

A l'article 17: *Orateurs*: M. Mouton, M. Bertouille, ministre de l'Education nationale, p. 2477.

A l'article 17bis (nouveau): *Orateurs*: M. Mouton, M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales, p. 2478.

A l'article 22: *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Coens, ministre de l'Education nationale, M. le Président, p. 2481.

A l'article 26: *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Coens, ministre de l'Education nationale, p. 2482.

A l'article 58: *Orateurs*: M. Mouton, M. Bertouille, ministre de l'Education nationale, p. 2488.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1984-1985
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1983-1984

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET ONDERWIJS:

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers*: de heren J. Peetermans, Eicher, De Bondt, rapporteur, de heer Bertouille, minister van Onderwijs, de Voorzitter, de heer Coens, minister van Onderwijs, blz. 2464.

Beraadslaging en stemming over artikelen:

Bij artikel 1: *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Seeuws, de heer Coens, minister van Onderwijs, de Voorzitter, de heer De Bondt, rapporteur, blz. 2471.

Bij artikel 3: *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Mainil, staatssecretaris voor Pensioenen, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken, blz. 2473.

Bij artikel 8bis (nieuw): *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Coens, minister van Onderwijs, blz. 2475.

Bij artikel 16: *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Coens, minister van Onderwijs, blz. 2477.

Bij artikel 17: *Sprekers*: de heer Mouton, de heer Bertouille, minister van Onderwijs, blz. 2477.

Bij artikel 17bis (nieuw): *Sprekers*: de heer Mouton, de heer Mainil, staatssecretaris voor Pensioenen, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken, blz. 2478.

Bij artikel 22: *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Coens, minister van Onderwijs, de Voorzitter, blz. 2481.

Bij artikel 26: *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Coens, minister van Onderwijs, blz. 2482.

Bij artikel 58: *Sprekers*: de heer Mouton, de heer Bertouille, minister van Onderwijs, blz. 2488.

A l'article 59: *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Coens, ministre de l'Education nationale, M. Mouton, M. Bertouille, ministre de l'Education nationale, M. le Président, M. Vercaigne, p. 2489.

A l'article 61: *Orateurs*: M. Mouton, M. Bertouille, ministre de l'Education nationale, p. 2491.

A l'article 63: *Orateurs*: MM. Mouton, Vercaigne, p. 2491.

A l'article 64: *Orateurs*: M. Seeuws, M. Coens, ministre de l'Education nationale, p. 2492.

Aux articles 65 et 66: *Orateurs*: M. Mouton, M. Bertouille, ministre de l'Education nationale, Mme De Pauw-Deveen, M. Coens, ministre de l'Education nationale, p. 2494.

A l'article 72: *Orateurs*: M. Mouton, M. Bertouille, ministre de l'Education nationale, p. 2495.

ORDRE DES TRAVAUX:

Orateurs: M. le Président, M. Péciaux, p. 2496.

Bij artikel 59: *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Coens, minister van Onderwijs, de heer Mouton, de heer Bertouille, minister van Onderwijs, de Voorzitter, de heer Vercaigne, blz. 2489.

Bij artikel 61: *Sprekers*: de heer Mouton, de heer Bertouille, minister van Onderwijs, blz. 2491.

Bij artikel 63: *Sprekers*: de heren Mouton, Vercaigne, blz. 2491.

Bij artikel 64: *Sprekers*: de heer Seeuws, de heer Coens, minister van Onderwijs, blz. 2492.

Bij de artikelen 65 en 66: *Sprekers*: de heer Mouton, de heer Bertouille, minister van Onderwijs, mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Coens, minister van Onderwijs, blz. 2494.

Bij artikel 72: *Sprekers*: de heer Mouton, de heer Bertouille, minister van Onderwijs, blz. 2495.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Sprekers: de Voorzitter, de heer Péciaux, blz. 2496.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 30 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 30 m.

PROJET DE LOI CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT

Reprise de la discussion générale et vote d'articles

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET ONDERWIJS

Hervatting van de algemene behandeling en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi concernant l'enseignement.

Wij hervatten de algemene behandeling van het ontwerp van wet betreffende het onderwijs.

La parole est à M. Jules Peetermans.

M. J. Peetermans. — Monsieur le Président, chers collègues, ainsi que l'ont fait observer plusieurs intervenants, le projet qui nous est soumis contient des chapitres assez artificiellement rassemblés, qui concernent, pour la plupart, l'enseignement universitaire. Plusieurs d'entre eux vont dans le sens d'un renforcement de l'autonomie des institutions d'enseignement supérieur. Nous ne pouvons qu'applaudir à la volonté qui sous-tend les mesures proposées, surtout si les amendements qui ont été présentés et qui visent à améliorer ces mesures sont adoptés à leur tour.

Le chapitre VII, qui tend à légitimer la perception d'un droit d'inscription spécifique à charge de certains élèves et étudiants étrangers, a soulevé un nombre considérable d'objections de tous ordres. Je ne souhaite pas les répéter, mais je désire faire entendre, à cette tribune, le

témoignage d'un enseignant qui, depuis 1976, s'est vu contraint de veiller à l'imposition du minerval aux enfants immigrés dont les parents n'habitent pas la Belgique.

Lorsque la première circulaire en la matière fut adressée aux pouvoirs organisateurs subordonnés, j'étais inspecteur de l'enseignement primaire et maternel d'une grosse commune de l'agglomération bruxelloise, à forte densité de population immigrée. Dans certains de nos établissements scolaires, on pouvait effectivement compter 100 p.c. d'enfants étrangers. Pour éviter l'obligation de payer le droit d'inscription, les parents devaient fournir une attestation ou, plus précisément, un document donnant la composition du ménage, attestation qu'ils devaient obtenir au service de l'état civil de la commune.

Inutile de dire que les chefs d'école se trouvaient devant de sérieuses difficultés pour faire comprendre à ces parents étrangers, dont la langue maternelle n'était pas le français, et qui n'étaient pas familiarisés avec les subtilités de notre réglementation en la matière, qu'ils devaient fournir ce document sous peine de devoir acquitter le montant du minerval.

Finalement, on parvenait à les convaincre. On assistait alors dans la maison communale du lieu de résidence au spectacle de longues files de personnes qui attendaient leur tour pour recevoir le document en question qui ne leur était d'ailleurs pas délivré immédiatement. Elles devaient revenir pour le retirer et payer les frais administratifs qui en découlaient. Autrement dit, cette mesure a été la cause, pour les parents, d'une considérable perte de temps — le leur est sans doute aussi précieux que le nôtre — pour accomplir cette formalité. C'était un surcroît de travail pour les administrations concernées, sans rendement pratique.

Les chefs d'école se sont aussi trouvés souvent devant des situations qui, humainement, n'étaient pas tolérables. Je me souviens avoir dû intervenir pour certains cas, pas toujours avec succès. D'autres cas, sans doute, me sont restés inconnus ou ont été réglés d'une manière qu'on ne peut humainement approuver.

Voici le cas de la famille d'un mineur des Asturies, père de dix enfants. Il avait perdu sa femme dans un accident et il s'était efforcé de trouver, parmi ses proches, des personnes acceptant de recueillir l'un ou l'autre de ses enfants en bas âge. L'une des sœurs de ce mineur, vivant en Belgique, s'est vu confier la garde d'un enfant. Cette personne a été astreinte à payer la cotisation qui lui a été réclamée et qui était très élevée pour ses moyens.

J'ai connu un autre cas, dans une famille de petite bourgeoisie de l'agglomération bruxelloise qui avait recueilli une jeune Portugaise sans avoir engagé, du moins initialement, les formalités d'adoption. En attendant, ces personnes élevaient un enfant dont les parents n'habitaient pas la Belgique; ils ont été forcés, pendant plusieurs années, de payer le montant qu'on leur réclamait.

J'ai encore connu d'autres cas surprenants. Ainsi, j'ai visité une famille de jeunes Zairois, frères et sœurs, qui vivaient tous ensemble dans un appartement. Le père avait inscrit l'un de ses enfants dans une école belge et avait payé un acompte sur le minerval. Ensuite, il avait disparu et les enfants se débrouillaient, paraît-il, grâce à de l'argent qu'on leur envoyait de temps en temps de l'étranger.

Voilà différentes situations qu'on peut rencontrer. Je pourrais en citer beaucoup, aussi extraordinaires les unes que les autres, qui rendent particulièrement pénible la vie des chefs d'école. N'oubliez pas qu'à Bruxelles, ces derniers ont déjà dû « s'initier » à la législation linguistique, qui n'est pas particulièrement aisée à assimiler. Ils ont une responsabilité, notamment en matière disciplinaire, dans son application. Certes, ils reçoivent des circulaires, qui se modifient d'année en année, concernant l'application des droits d'inscription. Ils vont devoir se muer en juristes, peut-être en femmes d'œuvres ou en hommes de bien, pour essayer de résoudre les cas délicats que je viens d'évoquer. Je crois qu'il convient de réexaminer ce chapitre du projet de loi en tenant compte des répercussions qu'il a réellement dans la vie de tous les jours.

Telles sont les remarques que j'avais à formuler sur le contenu du projet qui nous est soumis.

Toutefois, je voudrais ajouter un mot sur ce que le projet ne contient pas, c'est-à-dire les trois chapitres qui en ont été retirés à la suite des difficultés survenues au sein de la Commission du Pacte scolaire en raison de l'application du système de capital-périodes qui a suscité, vous le savez, bien des remous. Je voudrais à cette occasion préciser la position du FDF qui est représenté à la Commission du Pacte scolaire.

Le FDF a pour vocation de défendre la région de Bruxelles au sens large du terme, la région où il se présente aux élections. Il est bien forcé de constater que l'application du capital-périodes, indépendamment de tous les griefs qu'on peut énoncer contre son contenu, est nettement défavorable aux écoles de langue française de l'agglomération bruxelloise. Pourquoi? Parce que ces écoles se trouvent confrontées à une série de difficultés qui existent certes dans d'autres communes mais qui, à Bruxelles, se conjuguent.

A Bruxelles, dans l'enseignement fondamental, on compte une proportion considérable d'enfants de nationalité étrangère. Il faut savoir que plus de 42 p.c. de naissances enregistrées dans les 19 communes de l'agglomération, sont des naissances d'enfants d'immigrés. Je l'ai dit tout à l'heure, la répartition de ces enfants n'est pas égale selon les quartiers. Il existe des écoles où 100 p.c. de la population scolaire se composent d'immigrés. Dans ces écoles, mais aussi dans les autres bien sûr, l'enseignement de la seconde langue est obligatoire. Ce fait implique des servitudes qui n'existent pas dans les régions unilingues.

Quelles servitudes? Il faut savoir que l'horaire type de l'enseignement primaire est de 28 périodes hebdomadaires de 50 minutes. Lorsque ces 28 périodes sont consacrées aux branches traditionnelles enseignées dans les régions unilingues, elles suffisent certainement à épuiser le programme. Mais lorsqu'il faut, sur ces 28 périodes, prélever 3 périodes par semaine au degré moyen et 5 périodes au degré supérieur, cela se fait nécessairement au détriment de l'enseignement d'autres branches. En conséquence, certains pouvoirs organisateurs ont un horaire supérieur à 28 périodes. Mais dans le système du capital-périodes, s'ils organisent la semaine en 31 ou 32 périodes, par exemple, ils n'ont aucune compensation pour les leçons supplémentaires données qui sont cependant rendues indispensables par la loi-même qui impose l'enseignement d'une seconde langue.

Il serait juste d'adoucir les normes en faveur de ces écoles, d'autant plus qu'il leur faut faire face à une troisième obligation, celle de vérifier si les enseignants sont bien bilingues et s'ils satisfont aux épreuves sur la connaissance approfondie de la seconde langue. Ceci pose de sérieux problèmes à ces écoles.

J'ai déjà évoqué les disparités en matière de durée hebdomadaire des prestations et des leçons, selon qu'il s'agisse d'écoles où l'enseignement de la seconde langue est obligatoire ou non. On me dira que plusieurs écoles en Flandre ou en Wallonie ont instauré également un enseignement de la seconde langue. Peut-être, mais il se situe en dehors des 28 périodes, c'est-à-dire en dehors de l'horaire ordinaire et bien souvent on fait appel, pour maintenir cet enseignement, à la collaboration financière des parents. Par conséquent, il s'agit là d'une situation totalement différente. De plus, la fréquentation de cet enseignement est entièrement facultative et ne découle pas d'une obligation légale.

La solution que nous préconisons est le recours à des maîtres spécialisés pour l'enseignement de la seconde langue. Ce système aurait un double avantage: d'abord, il dispenserait les titulaires de classe de faire la preuve de leur connaissance d'une seconde langue, condition supplémentaire qui leur est imposée et dont sont dispensés leurs collègues de Flandre et de Wallonie. Et cette obligation ne se justifie certainement pas par un avantage financier, puisque leur traitement annuel est le même que celui de leurs collègues des régions unilingues. Deuxième avantage, et c'est essentiel, si l'on décidait de recourir à des maîtres spéciaux, on aurait là des spécialistes, des gens parfaitement motivés qui auraient un horaire bien déterminé à respecter et auraient été formés pour l'enseignement de cette seconde langue.

Or, comme l'a dit Renzo Titone, directeur du Centre expérimental audiovisuel pour l'enseignement des langues à Monza, en Italie — je le cite textuellement —: « Apprendre une deuxième langue aux enfants est une œuvre qui demande des habiletés exceptionnelles. Ceux qui croient trop aveuglément aux capacités innées des petits à assimiler une seconde langue, oublient que cette tâche exige de la part de l'enseignant un très haut degré d'habileté didactique. L'expérience a démontré plus d'une fois que l'enthousiasme et l'improvisation, fût-elle géniale, ne suffisent pas à mener à de bons résultats. »

Le même auteur souligne dans son ouvrage, où il se montre cependant favorable à l'apprentissage précoce d'une seconde langue, que « la complexité et la difficulté de réaliser ou de concilier un programme d'apprentissage précoce... »

M. le Président. — Monsieur Peetermans, je vous signale que vous avez déjà largement dépassé votre temps de parole.

M. J. Peetermans. — Veuillez m'excuser, monsieur le Président. Je me laisse emporter par mon sujet. Je conclus.

Les écoles situées dans des communes où l'enseignement de la seconde langue est obligatoire, devraient avoir la possibilité de recourir à des maîtres de seconde langue, ce qui rendrait cet enseignement plus efficace. Par ailleurs, il serait souhaitable que l'Etat, qui impose l'obligation de cet enseignement en supporte également la charge par une subvention accordée à ces maîtres spéciaux.

On me rétorquera certainement que la charge est importante et qu'elle représente 400 millions par an. En regard des avantages considérables qu'on pourrait en retirer, cette somme n'est pas exagérée.

Je vous remercie de votre attention et vous demande d'excuser la longueur de mon intervention.

M. le Président. — Excusez-moi, monsieur Peetermans, de m'être comporté en inspecteur devant un inspecteur! (Sourires.)

M. J. Peetermans. — Vous vous êtes conduit en président!

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, des voix plus autorisées que la mienne ont fustigé partout, et jusqu'au Parlement européen, la solution critiquable que veut adopter le gouvernement belge en matière de droit d'inscription imposé aux élèves et étudiants de nationalité étrangère.

Avec la France, nous avons dans le monde entier la réputation d'être un pays généreux, une terre d'accueil pour tous, où il était encore permis, surtout aux moins bien nantis du tiers monde, de poursuivre des études dans des conditions financières décentes. C'était peut-être, permettez-moi de vous le rappeler, une des plus nobles formes, un des moyens le plus efficace de réaliser une véritable assistance technique à ces pays que précisément vous prétendez aider.

Non seulement vous nous faites perdre une splendide réputation de terre d'accueil par excellence — il est vrai qu'il y a au gouvernement des ministres qui mènent une politique très restrictive à l'égard des étrangers

tout en refusant l'étiquette de raciste —, mais encore vous transgressez allégrement les principes du droit international. Pis, vous reniez en fait la charte des droits de l'homme qui prévoit notamment le droit à l'instruction.

Je voudrais, du haut de cette tribune, évoquer le cas de ces familles belges, en général de condition très modeste, qui ont accueilli dans leurs foyers des enfants zairois ou d'autres nationalités, et ce dans le cadre d'une action purement caritative.

Ces enfants malheureux font partie intégrante de la famille d'accueil. Comme ils ne connaissent aucun mot de français lors de leur arrivée en Belgique, la plupart d'entre eux ont dû, en toute logique, redoubler une, voire deux années d'études primaires.

Les circulaires du ministère de l'Education nationale et la loi en cours de discussion sont impitoyables à leur égard.

Non seulement les familles ne touchent pas pour eux d'allocations familiales, mais le minerval est dû d'office, et son montant très sensiblement augmenté si l'enfant est amené à doubler une année.

On mesure facilement l'impact financier de ces mesures draconiennes sur le budget d'un ménage ouvrier dont, par ailleurs, vous vous plaignez à chaque occasion à réduire les ressources nettes.

Dans d'autres domaines, Inbel par exemple, imprimé sur les presses des Travaux publics, vous dépensez des dizaines de millions par an pour publier une maigre feuille de louanges au gouvernement. Dans ces circonstances, vous n'êtes plus les champions de la privatisation! Ces seuls millions dépensés surtout au profit de la publicité gouvernementale auraient largement suffi à éviter la mesure discriminatoire que je viens de dénoncer, tout comme mon collègue M. Peetermans.

Je n'ai plus qu'un mot à dire: bravo! messieurs les ministres. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et au ceux du FDF.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, als rapporteur heb ik met een zekere ontroering de loftuigingen over mijn hoofd laten gaan maar ik ben niettemin bescheiden genoeg om er dankbaar voor te zijn.

Ik heb twee opmerkingen met betrekking tot de precieze betekenis van de tekst die aan de Senaat wordt voorgelegd nadat ik meerdere collega's en ook beide ministers aan het woord heb gehoord.

Een eerste opmerking heeft betrekking op de artikelen 8 en 14 van de hoofdstukken I en II — die artikelen zijn identiek — en op de commentaar die in het oorspronkelijk verslag is opgenomen op bladzijde 30.

De Nederlandstalige minister heeft terecht gezegd dat de UIA en het Luc een openbare dienst inzake universitair onderwijs presteren, maar het zijn daarom geen rijksinstellingen, want alle universitaire instellingen, ook de vrije, vervullen een openbare dienst inzake het universitair onderwijs.

Indien de UIA en het Luc geen rijksinstellingen zijn, wat niet kan worden ontkend, en voor zover de tekst van hoofdstuk I, onder artikel 8, en van hoofdstuk II, onder artikel 14, betekenis heeft in samenhang met artikel 41 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, meen ik dat de personeelsleden van de instellingen bedoeld in de hoofdstukken I en II ten opzichte van hun instellingen weliswaar een statutaire band hebben, maar het woord «statuut» is hier niet gebruikt in de betekenis van een publiekrechtelijk orgaan, want in artikel 41 wordt het woord «statuut» één keer gebruikt in de zin van het statuut als een publiekrechtelijke figuur en één keer als een woord uit het courante spraakgebruik. Welnu, de band tussen het personeel en de instellingen is een band met een privaatrechtelijk karakter maar met betrekking tot de personeelsleden die vast benoemd zijn en die het voordeel willen hebben later een pensioen te genieten ten laste van de Schatkist, moet de band met de instelling met betrekking tot deze aangelegenheden identiek zijn met het statuut van het personeel van de rijksuniversitaire instellingen, zoals bepaald in de hoofdstukken I en II. Dat is belangrijk want het tweede lid van artikel 14 geeft een antwoord op de «litige» die is ontstaan door de uitspraken van de rechtbanken die op de hun eigen wijze de bestaande wetgeving op de UIA en het Luc hebben geïnterpreteerd. Daarom zijn wij hier om te «legiferen» en om opnieuw de oorspronkelijke betekenis van die wetgeving veilig te stellen.

Ik hoop, mijnheer de Voorzitter, dat de bespreking in de Kamer van volksvertegenwoordigers, daarom is het tweekamerstelsel zo nuttig, aanleiding zal zijn om dit nog meer te preciseren. Het zijn zo'n belangrijke punten, mijnheer de minister, dat men dat niet improvisatorisch kan

aanpakken vermits de werken van de wet, de instellingen maar ook de rechtbanken zullen moeten binden.

Er is een tweede aangelegenheid waaromtrent ik nog even het woord wil voeren, namelijk de paragrafen 6 en 7 van artikel 22.

Er is in de wet een objectief criterium ingeschreven dat aanduidt van wanneer af een taak aan de universiteit niet als een taak van gewoon hoogleraar kan worden beschouwd indien men buiten de universitaire opdracht een bezoldigde activiteit uitoefent. Daar geldt een objectief criterium van twee halve dagen. Elke andere regeling die niet uitgaat van dit objectief criterium en die door om het even wie zou worden uitgevaardigd kan, gehoord mijn inleidende uiteenzetting over artikel 17, niet genomen zijn in overeenstemming met dit artikel 17 van de Grondwet. Daaruit volgt dat, met betrekking tot het tweede lid van paragraaf 6 en tot paragraaf 7, de lijst van het koninklijk besluit noodzakelijk dit criterium moet inhouden. Hetzelfde moet gelden voor de aanvullingen die door de raden van beheer zouden worden aangebracht. Die kunnen niet afwijken van dit objectief criterium.

Ik laat het aan u over, mijnheer de minister, na te gaan of er ruimte is voor de afwijkingen die in paragraaf 7 worden beschreven. Volgens mij is er geen ruimte voor afwijkingen die minder dan het objectieve criterium dat in de wet staat, beogen. Dat wou ik nog even in het midden brengen. Ik zie voor de ruimte in paragraaf 7 opgenomen, niet veel territorium. De toekomst zal uitwijzen of ik mij vergis. Het is in elk geval mijn stellige overtuiging dat, indien een afwijking door een raad van beheer persoonlijk zou worden toegestaan in de zin van een vermindering van het criterium, die beslissing genomen is in strijd met de wet en dat men het risico loopt dat ze wordt vernietigd ofwel voor de Raad van State als het een personeelslid betreft van een rijksuniversitaire instelling, ofwel voor de burgerlijke rechtbank als het een personeelslid betreft van een vrije instelling of van instellingen zoals de UIA en het Luc. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Degroeve.

M. Degroeve. — Monsieur le président, l'intervention de M. De Bondt m'inquiète, en particulier la première partie. Que signifie cette demande au gouvernement d'introduire son débat à la Chambre par une déclaration qui serait, à juste titre, celle que M. De Bondt vient de faire ici? N'est-il pas plus judicieux de déposer un amendement plutôt que d'obliger le gouvernement à faire une déclaration liminaire qui pourrait être mal interprétée à la Chambre et impliquer le renvoi du projet au Sénat?

M. De Bondt. — Selon moi, le texte est clair et l'interprétation que j'ai donnée est conforme à celui-ci.

M. Degroeve. — D'accord.

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Monsieur le Président, je voudrais remercier tout d'abord M. Degroeve qui a eu des paroles aimables à l'égard du gouvernement parce qu'il a traité toutes les matières relatives à l'enseignement dans une loi séparée.

Je répondrai point par point à ses observations.

M. Degroeve s'est interrogé sur les effets budgétaires de notre projet de loi. Je puis assurer qu'il n'entraînera pas de dépenses supplémentaires pour le Trésor public. Les chapitres I et II constitueront, à court terme, une économie pour l'Etat en matière de pensions; le chapitre VII relatif au minerval pour élèves et étudiants étrangers constitue une recette certaine pour le Trésor; le chapitre VIII protège le budget de l'Etat puisqu'il lui évite de devoir rembourser les minervaux perçus depuis 1976. Quant aux autres chapitres, ils sont sans incidence sur le budget de l'Etat: ils traitent essentiellement de l'organisation des universités.

En ce qui concerne la question des compétences, le Conseil d'Etat, comme la loi le lui impose, a examiné cette question et n'a formulé aucune remarque, ce qui signifie qu'il est entièrement d'accord sur le fait que l'ensemble des matières traitées dans le projet est de la compétence nationale.

Il est exact, ainsi que je l'ai signalé dans mon discours introductif, que trois chapitres initialement prévus ont été retirés du projet de loi parce qu'ils traitaient d'une matière devant être soumise à la Commission nationale du Pacte scolaire. Je réponds ainsi également à l'observation formulée par M. Peetermans.

Je ne crois pas qu'il soit opportun de discuter dans le présent débat du problème du capital-périodes, objet du blocage de la Commission du Pacte scolaire, blocage que vous reconnaissez, monsieur Degroeve, être dû à votre parti.

Je ne pourrais que répéter ce que j'ai dit, à savoir que l'instauration du capital-périodes visait à donner de la souplesse à l'organisation pédagogique des établissements d'enseignement primaire, plus d'autonomie dans le cadre de la consultation des parents, et à assurer l'égalité complète entre les réseaux. Les chiffres le prouvent à suffisance: avant l'instauration du capital-périodes, l'enseignement libre subventionné était, au vu de l'encadrement, le réseau le plus défavorisé. L'instauration du capital-périodes le place maintenant à mi-chemin entre l'encadrement moyen à l'Etat et l'encadrement moyen dans l'enseignement officiel subventionné.

Si votre intention est de maintenir l'enseignement libre subventionné dans une position défavorable par rapport aux deux autres réseaux, alors, mais alors seulement, on peut affirmer que le capital-périodes le favorise.

Par contre, si l'on veut que, dans ce pays, tous les enfants de tous les réseaux soient traités de la même façon, alors, il faut affirmer que l'enseignement subventionné libre a, grâce au capital-périodes, obtenu ce qui lui revenait.

J'ajouterai encore que par l'octroi de stagiaires sur le quota réservé à l'Etat, j'ai, en quelque sorte, compensé le manque d'attractivité dû aux contraintes liées à l'organisation de l'enseignement de l'Etat et à la neutralité affirmée par la déclaration de 1966, mais je recherche toujours des possibilités de mettre vraiment tous les réseaux sur un pied d'égalité. Là où il y a des contraintes et tant que celles-ci existent, il faut essayer de trouver des compensations.

Pour ce qui concerne vos craintes relatives à la sauvegarde des intérêts du Trésor, je puis vous rassurer. La limitation des subventions de fonctionnement, de laquelle doit résulter une économie d'un milliard et demi, figure dans le projet de loi-programme qui a été déposé au Sénat ce lundi 6 mai. Il s'agit donc de la limitation de l'indexation des subventions de fonctionnement.

Mon collègue Coens et moi-même ne manquerons pas de demander l'aval de la Commission nationale du Pacte scolaire sur cette disposition du projet de loi-programme. Nous sommes occupés à préparer ce dossier, de même que celui consacré aux internats de l'enseignement libre.

Je ne puis partager votre point de vue quand vous dites que la suppression de la gratuité totale des transports scolaires constitue une menace pour la paix scolaire. En effet, tous les réseaux sont mis sur un pied d'égalité et le libre choix continue à être assuré. Mais, jusqu'à présent il n'y a pas de chapitre relatif à la suppression de la gratuité totale des transports scolaires dans aucun projet de loi puisque nous devons obtenir aussi l'accord de la Commission du Pacte scolaire.

M. Jules Peetermans avait également soulevé ce problème, de même que celui de l'instauration d'un droit d'inscription en promotion sociale. Le montant initialement prévu est suffisamment élevé pour décourager certains élèves qui s'inscrivent tout simplement pour permettre l'ouverture de certaines sections et éviter aussi les doubles inscriptions. Et il est suffisamment bas pour ne pas constituer un obstacle financier pour ceux qui veulent vraiment poursuivre d'études.

M. Degroeve. — Puis-je ajouter, monsieur le ministre, une admiration nouvelle à celle que j'ai déjà exprimée dans mon exposé liminaire? Vous répondez à des questions que je ne vous ai même pas posées! C'est merveilleux et je vous en remercie.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Vous avez eu la gentillesse de me faire parvenir votre texte écrit, monsieur Degroeve, mais vous avez supprimé certaines questions lors de votre exposé. M. Peetermans m'ayant interrogé sur les mêmes sujets, vous avez quand même obtenu une réponse à ces questions.

En ce qui concerne le financement des internats de l'enseignement subventionné, vous avez parlé d'économie. Le financement est prévu dans le projet de loi-programme. Nous devons aller devant la Commission du Pacte scolaire à ce sujet et nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

Vous vous êtes préoccupé aussi de la question du minerval. Je suis fort étonné de constater, monsieur Degroeve, que vous faites état d'une décision visant à exempter du droit d'inscription complémentaire les étudiants universitaires, ressortissants des Etats membres de la CEE. S'il est exact que je prendrai les mesures nécessaires pour exécuter l'arrêt

Forcheri et l'arrêt Gravier, je répète que les modalités de cette application n'ont pas encore pu être arrêtées, ne fût-ce que parce qu'il me paraît indispensable d'agir dans cette matière en concertation avec les institutions communautaires compétentes, à savoir la Commission des Communautés économiques européennes.

Il résulte des contacts que mes services ont pris avec la Commission qu'il convient d'agir avec une extrême prudence et après une profonde réflexion. J'en veux pour preuve le seul avis autorisé dont j'ai eu connaissance. Il consiste à dire qu'il ne semble pas que l'ensemble de l'enseignement universitaire soit exclu du champ d'application de l'arrêt Gravier qui, pourtant, se rapporte à la formation professionnelle.

Vous conviendrez qu'il n'est pas possible d'asseoir des décisions concrètes sur un avis aussi peu affiné. On est donc toujours actuellement au stade d'une décision de principe, à savoir que la Belgique exécutera et respectera l'arrêt Gravier.

J'en viens aux reproches adressés à la prétendue rétroactivité de certaines dispositions du projet de loi.

Permettez-moi de constater qu'il est facile de jouer les défenseurs de la démocratie maintenant que vous êtes dans l'opposition, en faisant fi de l'action de certains ministres socialistes lorsqu'ils étaient aux affaires.

De plus, s'agissant du minerval, il n'est pas question de faire rétroagir la loi, mais bien de régulariser les situations qui ont été acquises, notamment sous les ministres Hoyaux, Mathot et Busquin. Pour ma part, je ne considère pas comme contraire à la démocratie le fait de mettre fin à des contestations surgies à propos de situations acquises conformément au vœu du législateur.

En ce qui concerne le fait que l'Etat reprend à sa charge les pensions du personnel scientifique des universités libres et non les pensions du personnel administratif, technique et de gestion, je rappellerai ce qui a été dit en commission: il s'agit d'un pas supplémentaire vers l'uniformisation des statuts des diverses catégories de personnel des institutions universitaires libres, d'une part, et des institutions universitaires de l'Etat, d'autre part, uniformisation dont on ne peut que se réjouir.

Une étape ultérieure consistera en la reprise par le budget pension de l'Etat des personnels administratif, technique et de gestion des institutions libres.

Il s'agit donc actuellement d'un progrès et non d'une étape terminale.

Le gouvernement a, par ailleurs, introduit une mesure de report d'un mois du paiement des allocations de fonctionnement des institutions universitaires. Cette mesure est consécutive à une autre mesure gouvernementale: le paiement des rémunérations du personnel à terme échu.

Je désire ici mettre fin à une légende. Il ne s'agit pas, comme certains se plaisent à le faire croire, de supprimer un douzième des allocations de fonctionnement des institutions universitaires, mais bien de différer le paiement de ce douzième. Ainsi, si l'on passait à un autre mode de financement des universités le premier d'un mois donné, ces institutions recevraient encore, ce même jour, le douzième leur permettant de payer les frais relatifs au mois précédent. En quoi l'innovation gêne-t-elle les institutions?

En ce qui concerne les frais de personnels, on se doit de considérer que ces personnels sont payés à terme échu depuis longtemps. On ne fait donc que mettre en concordance les deux types de paiement: le paiement des traitements aux personnels et le paiement des allocations de fonctionnement aux institutions universitaires.

En ce qui concerne les dépenses d'équipement et de fonctionnement également couvertes par l'allocation de l'Etat, il va de soi que l'incidence des nouvelles dispositions est négligeable, les fournisseurs des institutions étant contractuellement honorés trente à soixante jours fin de mois à dater de la facturation.

Je me dois, à présent, de constater que, si vous critiquez la mesure prise, vous ne mentionnez pas dans votre exposé que le bénéfice de la modulation salariale de 1983 est resté totalement acquis aux institutions universitaires. Je crois pouvoir affirmer qu'en regard de ces éléments l'inconvénient découlant du report d'un mois du paiement de la part d'allocations destinées à payer une partie des équipements et à couvrir d'autres frais de fonctionnement, est tout à fait mineur.

En ce qui concerne plus particulièrement le cas des institutions soumise à un plan d'assainissement, il est fait allusion au protocole d'accord signé par le gouvernement et les organisations syndicales au lendemain des grèves de 1983, protocole selon lequel les mesures à caractère général seraient prises en compte pour atteindre l'objectif d'assainissement. Dans

cet esprit, on ne pourrait cumuler mesures d'assainissement générales et mesures d'assainissement particulières.

Comme je viens de l'exposer, le fait de retarder d'un mois le paiement des allocations de fonctionnement aux institutions universitaires n'implique aucun effort supplémentaire d'assainissement dans le chef de celles-ci.

Dans mon projet de circulaire ministérielle faisant l'objet d'une des annexes au rapport des travaux en commission, j'ai d'ailleurs clairement exposé que la mesure prévue par l'article 36 n'aurait aucun effet en matière d'établissement des budgets et des comptes des institutions.

Pour toutes ces raisons, monsieur Degroove, je puis dire que vous avez grossi l'incident lorsque vous avez parlé des difficultés financières. Des craintes ont surgi dans les universités où l'on n'avait pas très bien compris la portée des mesures prises. Nous avons pu rassurer les recteurs et tout est rentré dans l'ordre. Les universités ne devront pas, je crois, emprunter et payer des intérêts, comme vous l'avez dit, sinon peut-être pour des raisons, qui n'ont rien à voir avec le report du paiement des allocations de fonctionnement du début en fin de mois.

En ce qui concerne la définition de la charge universitaire à temps plein, je rappelle que l'article 22 du projet de loi, qui y est relatif, a fait l'objet de longues discussions en commission et fait encore l'objet d'amendements. Je ne crois pas utile de refaire le tour de la question. Je ne perçois pas pourquoi MM. Degroove et De Bondt sont fondamentalement opposés à la solution qui finalement a été retenue en concertation avec l'ensemble de la commission.

Le problème des dispenses octroyées aux étudiants par l'introduction d'un alinéa nouveau à l'article 36 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires est l'objet de l'amendement n° 18 auquel il sera répondu lors de l'examen des amendements, dont certains viennent encore d'être introduits.

J'en viens aux autres interventions et tout d'abord à celles qui concernent le minerval.

MM. Degroove, Vercaigne, Mouton, Eicher et Jules Peetermans demandent tous de supprimer le principe de l'imposition d'un droit d'inscription spécifique aux élèves et étudiants dont les parents ne résident pas en Belgique, pour le motif que cette imposition enfreint les accords internationaux auxquels la Belgique a adhéré.

Je ne m'étendrai pas, une fois de plus, sur la validité des dispositions prises en cette matière au regard des engagements internationaux souscrits par notre pays. Je m'en suis longuement expliqué en commission. Je renvoie les honorables membres aux pages 20 à 23 de l'excellent rapport complémentaire de M. De Bondt.

Il y est démontré à suffisance que l'imposition d'un droit d'inscription spécifique aux élèves et étudiants étrangers n'est en contradiction ni avec la Convention européenne des droits de l'homme, ni avec son protocole additionnel, ni avec le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

En ce qui concerne le traité de Rome, il est faux de prétendre qu'il consacre la libre circulation des étudiants. Les élèves et étudiants étrangers entrant dans la catégorie des personnes non actives économiquement sont exclus du champ d'application du traité.

L'arrêt Gravier du 13 février 1985 de la Cour de justice des Communautés européennes confirme cette exclusion.

L'arrêt se contente de dire pour droit qu'aucune discrimination ne peut exister entre les Belges et les autres ressortissants de la CEE en ce qui concerne les conditions d'accès à la formation professionnelle dans la mesure où celle-ci répond à certains critères.

Il va de soi que le pouvoir exécutif respectera intégralement le contenu du dispositif de l'arrêt Gravier. Il veillera soigneusement à inclure dans les catégories d'exemptions les ressortissants CEE qui suivent une formation professionnelle au sens de l'arrêt Gravier et à définir cette formation. A cet effet, des contacts informels sont pris avec la Commission des Communautés européennes, gardienne du traité. Il serait prématuré de vouloir prévoir, dans la loi, comme le demande M. Mouton, l'exemption des bénéficiaires de l'arrêt Gravier.

Les mêmes intervenants demandent également la suppression de l'article 63 du projet, article qui prévoit le non-remboursement des minervaux perçus entre le 1^{er} septembre 1976 et le 31 décembre 1984. Il n'y a nullement abus de pouvoir dans le chef de l'exécutif. Le minerval a été perçu. Les lois budgétaires successives ont donné aux ministres de l'Education nationale le pouvoir de percevoir un minerval et les circulaires prises ont toujours été légalisées, même si cette légalisation est

intervenue a posteriori. Une certaine jurisprudence a d'ailleurs admis le bien-fondé de cette légalisation.

Le paiement du minerval n'a pas davantage constitué un paiement indu avec « confiscation de propriété » correspondant au montant du minerval. Il y a eu, en effet, un service rendu, celui de l'enseignement avec demande de participation, souvent minime d'ailleurs, aux frais de ce service.

Par ailleurs, quand les établissements d'enseignement ont réclamé un minerval aux étudiants étrangers, c'est dans le cadre d'un contrat librement souscrit entre les deux parties. Il n'y a donc pas eu confiscation de biens, comme le prétend M. Vercaigne.

En outre, l'article 63 ne constitue pas une disposition rétroactive, en ce sens que si aucun minerval perçu ne sera remboursé, en revanche aucun minerval, qui serait dû en vertu des nouvelles dispositions légales, ne sera réclamé.

Il est donc faux de prétendre, comme le fait M. Vercaigne, que seul le principe de l'exigence du minerval rétroagit et que les dispenses ne rétroagissent pas, alors que, depuis l'instauration du minerval, des dispenses ont été accordées et qu'elles restent, bien entendu, acquises.

Quant aux arguments complémentaires que vous avez développés, monsieur Mouton, pour justifier la demande de suppression de l'article 63 comme étant contraire aux traités internationaux, ils manquent de pertinence. J'y ai répondu suffisamment longuement en commission; nous n'allons pas recommencer la discussion ici.

Vous souhaitez voir l'enseignement primaire soustrait au champ d'application du chapitre VII. Je vous répondrai en deux points.

Premièrement, la gratuité de l'enseignement inscrite dans le Pacte scolaire de 1959 n'est pas limitée à l'enseignement primaire. L'enseignement secondaire est également gratuit. Dès lors, faire reposer votre amendement sur la notion de gratuité est tout à fait sans fondement.

Deuxièmement, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ne contient aucune disposition qui soit directement applicable dans l'ordre belge interne. Il doit nécessairement faire l'objet d'un acte d'approbation du pays signataire.

Or la Belgique a assorti son approbation d'une réserve dont je vous ai communiqué le texte en commission et qui figure au rapport. Néanmoins, je ne suis pas parvenu à vous convaincre, même en vous remettant ce texte.

Par ailleurs, l'obligation faite aux pays signataires de rendre leur enseignement primaire obligatoire et gratuit ne s'adresse qu'aux habitants du pays, indigènes ou étrangers, mais ne s'applique pas aux personnes ne vivant pas habituellement sur son territoire et qui ne s'y rendent que pour recevoir un enseignement.

Enfin, je dirai à M. Mouton que plusieurs points de son argumentation sont devenus sans portée depuis la nouvelle loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers. En effet, celle-ci n'accorde plus un droit de séjour automatique aux élèves qui désirent faire des études en Belgique dans les enseignements primaire et secondaire. Dès lors, sauf autorisation individuelle et expresse du ministre de la Justice, plus aucun élève étranger, hormis celui dont les parents vivent en Belgique — et celui-là a toujours été exempté —, ne pourra s'inscrire dans un établissement d'enseignement primaire ou secondaire.

Vous demandez également, monsieur Mouton, que le Roi fixe chaque année, avant le 30 juin, le montant du droit d'inscription spécifique. Je me permettrai de vous faire remarquer que la hauteur du montant de ce droit est fonction des possibilités budgétaires du Trésor public. Les budgets de l'Etat pour une année civile déterminée sont habituellement discutés au mois de juillet de l'année civile précédente. Cette contrainte existait pour les gouvernements dans lesquels votre parti était représenté comme pour le gouvernement actuel. Il est donc hasardeux de mettre un délai de rigueur pour la prise d'un arrêté royal fixant les montants. Ceux-ci ne varient d'ailleurs pas dans de grandes proportions et la hauteur de la différence n'est pas de nature à influencer la décision des étudiants, d'autant que cette différence est minime par rapport à l'ensemble des frais de séjour d'un étudiant étranger.

Quant à la proposition faite par plusieurs membres, visant à inclure dans les catégories d'exemptions la majorité des élèves et étudiants issus de pays en voie de développement, elle viderait de son contenu tout le chapitre relatif à l'imposition d'un droit d'inscription spécifique. En effet, les ressortissants des pays de la CEE vont bénéficier de l'arrêt Gravier. Si ceux des pays en voie de développement bénéficient du même droit, qui donc sera encore visé par cette partie du projet? Les pays

riches hors CEE? Mais ce n'est pas de chez eux que viennent les étudiants étrangers.

La voie indiquée par M. Mouton doit certes être suivie et la coopération encouragée. Le gouvernement, dans les limites de ses possibilités budgétaires, y participe. Mais cette coopération doit se faire, non pas de manière désordonnée, débridée, incontrôlée; elle doit être réalisée dans le cadre d'accords bilatéraux mûrement réfléchis et profitables aux pays signataires.

En effet, je ne suis pas du tout certain que l'accueil très large d'étudiants venant de leur propre initiative en Belgique pour y faire des études, soit une source de profit et de développement pour le pays d'origine, dans la mesure où les études faites ne sont pas toujours utiles aux pays d'origine et surtout dans la mesure où les étudiants n'arrivent pas, comme c'est très souvent le cas, à terminer leurs études. Je ne citerai comme exemple que le cas d'un étudiant qui a entrepris des études supérieures en Belgique en 1976 et se retrouve en 1985 en deuxième candidature. Quelle espérance le pays étranger peut-il en retirer? Et quel gaspillage financier pour la Belgique!

Par contre, j'exécute actuellement un accord bilatéral signé avec le royaume du Maroc. Des sélections sérieuses ont été faites sur place. Les deux pays se réjouissent de la façon dont cet accord est exécuté. Nous allons encore améliorer la sélection faite sur place par des professeurs belges. Nous constatons, cet accord étant maintenant dans la deuxième année de son exécution, que 50 p.c. des étudiants sélectionnés réussissent dans notre enseignement supérieur. Cette méthode-là est sérieuse, et c'est dans cette voie des accords bilatéraux que nous pouvons, à l'avenir, assurer la crédibilité de notre pays et participer à une certaine coopération dans le cadre de la formation de la jeunesse.

Avant d'en terminer sur le problème du minerval, je dois encore vous répondre, monsieur Mouton, en ce qui concerne l'article 59. Je ne puis vous suivre sur le terrain qui est le vôtre parce que, comme je l'ai dit à M. Degroeve, vous préjugez de l'interprétation qui sera donnée de l'arrêt Gravier prononcé le 13 février 1985 par la Cour de justice.

J'ajoute que le service juridique du Conseil des Communautés européennes a, dans un avis du 18 mars 1985, répondu à certaines questions posées par le groupe de travail « Droits spéciaux des citoyens » concernant l'interprétation dudit arrêt. Il conclut que la question de savoir si un enseignement déterminé constitue une formation professionnelle, au sens de la décision, ne saurait être tranchée que compte tenu de la nature et du but de cet enseignement et à la lumière de toutes les décisions pertinentes de la Cour.

Autrement dit, le service juridique du Conseil estime que c'est au cas par cas qu'il est actuellement possible de déterminer si tel étudiant qui veut suivre un cycle d'études est ou non en situation de formation professionnelle au sens de l'arrêt Gravier.

Je préciserai encore qu'il est apparu au cours du dernier comité de l'Education de la CEE tenu à Bruxelles les 18 et 19 avril derniers, que l'enseignement général maternel, primaire et secondaire ne pouvait pas être considéré comme formation professionnelle. Il ne peut donc être question d'exclure d'office du champ d'application du minerval tous les ressortissants CEE sans aucune distinction.

J'en reviens aux interventions concernant l'enseignement universitaire.

Sur le fait de retarder d'un mois le paiement des allocations de fonctionnement, je crois vous avoir répondu de façon relativement complète, monsieur Degroeve.

M. Degroeve. — Sauf sur une question précise à laquelle j'attendais votre réponse, monsieur le ministre: avez-vous déjà exécuté?

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Je puis vous dire que nous avons communiqué — je crois que M. Coens l'a fait également —, à notre administration les décisions prises par le Conseil des ministres à ce sujet, pour éviter tout dérapage budgétaire.

Il faut être prévoyant et je crois qu'on ne l'a pas toujours été au niveau de l'Education nationale, ce qui a entraîné des dérapages considérables, notamment au niveau de la loi budgétaire pour 1980.

M. Degroeve. — Et si une université s'était vu supprimer un douzième, a-t-elle un recours?

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Avec les « si » on peut aller très loin. Il faudrait d'abord savoir si votre « si » correspond à une réalité.

M. Degroeve. — Je vous écrirai à ce sujet, monsieur le ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — D'accord.

Certaines observations qui ont été formulées au sujet de l'article 22, qui fait l'objet de propositions de modification, ne me semblent pas pouvoir être retenues et ce pour les motifs suivants.

D'abord, je ne crois pas utile de prévoir dans un arrêté royal les modalités de publication du rapport sur les activités d'enseignement, de recherche et de services de chaque membre du personnel enseignant, rapport qui doit être publié au moins tous les cinq ans par le recteur de l'institution. Cette solution alourdirait la procédure. Je ne peux donc pas accepter les amendements qui sont proposés à l'article 22. Il convient plutôt de faire confiance aux recteurs des différentes institutions universitaires. Nous avons de bons recteurs, qui se voient déjà confrontés à l'obligation de fournir d'autres rapports sur les mêmes matières.

Deuxième motif: les notions de professeurs et chargés de cours associés correspondent, aux termes de l'article 21 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, à une définition précise. Je vous la cite parce qu'il est utile de la consigner dans le compte rendu de nos travaux: « Les professeurs associés et les chargés de cours associés sont adjoints à un ou plusieurs titulaires de chaire. Le conseil d'administration fixe leurs attributions en matière d'enseignement et de recherche. Lorsqu'ils sont appelés, en vertu de ces décisions, à assumer des enseignements, le titulaire en détermine le contenu. »

Dans le présent projet de loi, le texte suivant est repris: « Les professeurs et les chargés de cours associés assistent les professeurs ordinaires dans leurs tâches. Sur proposition des professeurs ordinaires concernés, le conseil d'administration fixe leurs attributions. »

Je ne vois donc pas dans la suppression du minimum de cinq heures pour être nommé professeur ou chargé de cours une justification qui permettrait de supprimer les notions de professeurs et de chargés de cours associés qui, je le répète, sont adjoints aux professeurs ordinaires.

En outre, je me réfère au rapport de la commission de l'Education nationale du Sénat, et notamment aux déclarations de mon collègue néerlandophone consignées dans ledit rapport.

Troisième motif: il n'y a pas lieu d'accorder des avantages aux membres du corps enseignant qui souhaitent interrompre leur carrière. Par rapport à d'autres catégories de personnels de l'Etat, l'adoption du paragraphe 5bis de l'article 22 aboutirait à leur accorder un privilège exorbitant et à fortiori dans le cas de l'adoption du principe de l'octroi d'une prime de réadaptation.

Enfin, quatrième motif pour lequel je ne puis vous suivre: les ministres de l'Education nationale ne souhaitent évidemment pas reprendre les longues discussions qui ont eu lieu lors des travaux en commission sur l'introduction, dans la loi, d'une liste des activités rétribuées considérées comme absorbant une grande partie du temps.

Je rappelle toutefois les principes retenus. La liste qui fera l'objet d'un futur arrêté royal, dont les grandes lignes sont connues, n'est pas exhaustive et est susceptible de modifications dans le futur. Une quantification de la limite maximale, au-delà de laquelle une charge à temps plein ne peut être octroyée, est désormais fixée à deux demi-jours par semaine.

Des dérogations individuelles sont possibles au niveau du conseil d'administration de l'institution en vue d'assurer la souplesse utile au bon fonctionnement du principe.

Enfin, la publicité de la décision du conseil d'administration est assurée et le ministre de tutelle doit en prendre connaissance.

Quelques interventions n'ont pas fait l'objet de réponse dans ces deux grandes subdivisions consacrées au minerval, d'une part, et au chapitre relatif à l'enseignement universitaire, d'autre part.

M. Kevers s'est inquiété du report de la date d'entrée en vigueur du premier janvier 1985 au premier janvier 1986 pour ce qui concerne les chapitres I et II de la loi. En accord avec mon collègue M. Mainil, puisqu'il s'agit d'un problème qui le concerne, je suis au regret de devoir répondre à M. Kevers qu'il n'est pas possible de satisfaire à son souhait de retenir la date du 1^{er} juillet 1985, car celle-ci est trop rapprochée pour permettre de préparer toutes les dispositions d'exécution. Par ailleurs, il y aurait certainement aussi quelques contraintes d'ordre budgétaire qu'entraînerait le paiement d'arriérés. Selon M. Mainil, le 1^{er} janvier est la date idéale pour faire entrer une telle disposition en vigueur.

Je vous ai déjà répondu, monsieur Peetermans, au sujet des trois chapitres qui ont disparu du projet de loi, momentanément pour l'un, peut-être pendant une période plus longue pour les deux autres.

Vous avez parlé de l'enseignement d'une seconde langue à Bruxelles-Capitale et dans les communes à régime linguistique spécial, dans l'enseignement primaire. Il eût été effectivement plus simple de placer ces cours obligatoires en dehors du capital-périodes et de pouvoir en supporter la charge. D'après une étude faite par mon administration, votre suggestion coûterait, pour les écoles francophones de Bruxelles-Capitale et pour l'ensemble des communes le long de la frontière linguistique, plus de 400 millions. Dès lors, il faudrait, si l'on veut rester dans l'enveloppe budgétaire, appliquer le coefficient réducteur et l'ensemble des autres communes serait pénalisé.

Des instituteurs — et ils sont de plus en plus nombreux — disposent dans ces communes du titre nécessaire pour pouvoir enseigner eux-mêmes le néerlandais à partir de la troisième année primaire. Nous avons des centaines de lauréats — cette année plus de 500 — parmi ceux qui se présentent à l'examen.

Là où cet enseignement n'était pas possible par les titulaires de classe — c'est le cas pour l'enseignement de l'Etat — et là où on ne souhaitait pas faire appel à des maîtres spéciaux, j'ai utilisé la formule de stagiaires mis à la disposition du ministre de l'Education nationale. Ce sont de jeunes régents en langues germaniques qui ont été appelés, pour leur première année de travail, à assumer les charges imposées aux instituteurs qui se trouvaient dans l'incapacité de donner les cours en question, par manque de connaissance suffisante du néerlandais.

M. De Bondt s'est inquiété d'une observation de la Cour des comptes dont j'ai eu connaissance par la lettre qu'il m'a adressée le 3 mai dernier. J'ai demandé à pouvoir disposer du document qui a été adressé au Président du Sénat. Ce problème qui est actuellement examiné par les deux cabinets de l'Education nationale, devra être réglé par une loi ultérieure. Mon collègue M. Coens vous fournira des renseignements complémentaires à ce sujet.

Voilà, monsieur le Président, les réponses que j'ai cru pouvoir apporter après les diverses interventions développées au cours de ce débat. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

De Voorzitter. — Dames en heren, ik wens deze vergadering in ieder geval om halfelf te sluiten omwille van het personeel. Er is morgen nog een vergadering en ook nog overmorgen. Wij moeten ernstig blijven. De punten 2 en 3 van onze agenda komen later wel aan bod. In elk geval sluit ik de vergadering om halfelf.

Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, u zult merken dat ik met uw opmerkingen terdege rekening zal houden.

Ik heb vier punten onthouden uit de opmerkingen van de Nederlandstalige senatoren.

Eerste punt. De instellingen UIA en Luc zijn instellingen met een publiekrechtelijk karakter, openbare instellingen dus zonder daarom rijksuniversiteiten te zijn. Het personeel van deze instellingen heeft vanzelfsprekend een statuut en dit statuut moet, zonder identiek te zijn, gelijkwaardig zijn met dat van de rijksuniversiteiten. Dit is eenvoudige maar belangrijke taal. Ingevolge dit ontwerp komen de pensioenen van dit personeel ten laste van de Openbare Schatkist, maar hun vakantiegeld is afgekeken van de regeling gangbaar in de ministeries. Men kan niet de voordelen van het ene en het andere systeem combineren.

De heer Kevers, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Een tweede punt betreft de examenregeling. Het ontwerp regelt het heden, het verleden, en zelfs de toekomst voor zover dit door het verleden is bepaald. Ik hoop dat dit duidelijk is. Thans werkt men een uniforme regeling uit tussen de universiteiten. Dat is een van de opdrachten die besloten liggen in de wet. Deze wet is een hulpmiddel om tot deze overeenkomst te komen. Ik heb vandaag nog informatie ingewonnen en wat de Vlaamse universiteiten betreft, kan ik zeggen dat er zich een akkoord aftekent. Er is meer dan een convergentie van ideeën daaromtrent. Ik leg er de nadruk op dat er een einde komt aan de betwistbare vrijstellingen. Er is ook reeds contact met de Franstalige universitaire instellingen. Deze wet geeft de mogelijkheid om een interuniversitaire regeling te treffen. Er is nood aan een uniforme regeling. De universiteiten dienen zich niet van mekaar te onderscheiden op basis van het gemak waarmee men vrijstellingen bekomt, maar wel op basis van de kwaliteit.

Een derde punt betreft de cumulatieregeling. Ik wil hierover drie dingen zeggen. Ten eerste, de wettelijke norm is duidelijk. Ik zou voor

dit punt de bijzondere aandacht van de rapporteur de heer De Bondt willen vragen. Er is maar één wettelijk criterium. Wanneer men meer dan twee halve dagen een andere bezoldigde beroepsactiviteit uitoefent, komt men in het statuut van deeltijds terecht. Ten tweede, de lijst waarover gesproken werd, kan niet anders dan conform dat basisprincipe zijn. Ik zal een onbetwistbaar voorbeeld geven, de functie van minister. Ik weet — en u ook — waarover ik spreek. Men kan voor deze functie niet veronderstellen dat deze opdracht zich zou beperken tot twee halve dagen per week. Ik spreek hier uiteraard over een voltijdse hoogleraar. Dit soort dingen wordt overeenkomstig dit basisprincipe van de wet geacht. Over de rest spreek ik mij nog niet uit want het is er nog niet.

Derde en heel belangrijk punt. De raden van beheer kunnen wel meer onverenigbaarheden vastleggen. Die afwijkingen kunnen alleen op «meer» betrekking hebben en dus niet op de essentie van de wet.

Ten vierde handelde men over het inschrijvingsgeld.

Hier gaat het om Europese rechtspraak en dat is heel belangrijk omdat deze materie niet zomaar tot onze bevoegdheid behoort.

Volgens de Europese overeenkomsten mag eigenlijk geen inschrijvingsgeld worden gevraagd voor onderdanen van lid-staten van de Europese Gemeenschap, voor zover men hier beroepsopleiding volgt. Deze formulering van het Europese recht is hier van toepassing.

Ik wijs u erop dat wij in ons land een zeer vrij systeem kennen. Er is geen numerus clausus en geen numerus fixus. U kunt er zich van gewissens dat dit systeem bijna enig is in Europa. Ik meen ten andere dat er in ons land nog altijd een meerderheid principieel voor vrije studiekeuze is, volledig. Zo zijn wij ook sterk voorstander van de vrije schoolkeuze. Deze mening wordt gedeeld door een ruime meerderheid van de bevolking.

De rectoren kunnen wel de inschrijvingen regelen maar niet met als criterium de nationaliteit, voor zover het gaat om burgers uit Europese lid-staten. Dat is de kern van de zaak.

Er is een onderscheid, dat is belangrijk, tussen de financierbare studenten en de anderen. Men weet wat financierbaar betekent. Het gaat om Belgen en Luxemburgers en degenen die hier verblijven en een beroepsopleiding volgen. Dan zijn er de 2 pct. waarin men bij voorkeur onderdanen van lid-staten van de Europese Gemeenschap zal opnemen. Verder kan men zoveel studenten toelaten als men wil, maar men moet weten dat het dan niet meer gaat om financierbare studenten.

Mijnheer de Voorzitter, mijn woord getrouw heb ik kort geantwoord op de vele interessante uiteenzettingen.

Ik dring erop aan met bekwame spoed werk te maken van de afhandeling van dit ontwerp. Het ontwerp moet nog naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Binnenkort zullen wij u vragen hier ook het fiscaal ontwerp te behandelen, waarin ook belangrijke onderwijsbepalingen zijn opgenomen. Daarbij zijn wij bezig met de begroting.

Tenslotte vraag ik uw aandacht voor een ontwerp betreffende het zeevaartonderwijs dat in de Kamer is aangenomen. Het initiatief kwam van de Senaat, maar het werd door de regering overgenomen, gezien de organisatie van de parlementaire werkzaamheden.

Wij danken u voor uw aandacht en zijn graag te uwer beschikking voor de bespreking van de amendementen. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Je signale qu'une série d'amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles du projet de loi en discussion.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen, ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen van het in behandeling zijnde ontwerp van wet.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden. *(Talrijke leden staan op.)*

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

Je propose au Sénat de réserver le vote sur les amendements et sur les articles auxquels ils se rattachent.

Ik stel de Senaat voor de stemming over de amendementen en over de artikelen waarop zij betrekking hebben aan te houden. (*Instemming.*)

Il en sera donc ainsi.

Dan is hiertoe besloten.

L'article 1^{er} est ainsi rédigé:

HOOFDSTUK I. — Pensioenregeling en statuut van de leden van het wetenschappelijk personeel van de vrije universitaire instellingen

Artikel 1. De leden van het wetenschappelijk personeel van de in artikel 2 opgenoemde universitaire instellingen die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 3, genieten de regeling inzake rustpensioenen die van toepassing is op de ambtenaren van het algemeen rijksbestuur.

De krachtens dit hoofdstuk verleende rustpensioenen zijn ten laste van de Openbare Schatkist.

CHAPITRE PREMIER. — Régime de pension et statut des membres du personnel scientifique des institutions universitaires libres

Article 1^{er}. Bénéficient du régime de pension de retraite applicable aux fonctionnaires de l'administration générale de l'Etat, les membres du personnel scientifique des institutions universitaires visées à l'article 2 et qui répondent aux conditions fixées à l'article 3.

Les pensions de retraite allouées en vertu du présent chapitre sont à charge du Trésor public.

Mevrouw De Pauw stelt volgende amendementen voor;

« In het opschrift, na de woorden « wetenschappelijk personeel » in te voegen de woorden « en van het administratief en technisch personeel. »

« In het eerste lid van artikel 1, na de woorden « wetenschappelijk personeel » in te voegen de woorden « en van het administratief en technisch personeel. »

« Dans l'intitulé de ce chapitre, insérer les mots « et du personnel administratif et technique » après les mots « personnel scientifique. »

« Au premier alinéa de l'article 1^{er}, après les mots « personnel scientifique », insérer les mots « et du personnel administratif et technique. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, in de algemene uiteenzetting heb ik reeds gewezen op de discriminatie die bestaat tussen het administratief en technisch personeel enerzijds van de vrije inrichtingen en anderzijds van de UIA en het Luc.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

De bedoeling van dit amendement, dat trouwens nog wordt herhaald voor artikel 3A, artikel 4 en artikel 6 is ook het administratief en technisch personeel van de vrije inrichtingen hieronder te laten ressorteren en hetzelfde statuut te geven. Daarvoor zouden na de woorden « wetenschappelijk personeel » de woorden « en van het administratief en technisch personeel » moeten worden ingevoegd. Aldus zou die discriminatie worden vermeden.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, geachte collega's, het lijkt misschien vreemd dat ik naar aanleiding van de bespreking van artikel 1 hier nog het woord wens te voeren. Ik had de Voorzitter daarom verzocht omdat ik om persoonlijke redenen naar aanleiding van de herdenking van 8 mei niet kon aanwezig zijn bij de algemene bespreking van dit ontwerp terwijl ik toch iets had willen zeggen in verband met artikel 18 waarbij wij trouwens een amendement hebben ingediend dat wij straks zullen verdedigen.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1984-1985
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1984-1985

De heren ministers hebben ons in hun toelichting uiteengezet waarom het ontwerp in zijn oorspronkelijke vorm niet kon worden ingediend en waarom dus de herstelwet, die fameuze besparings- en bezuinigingsmaatregelen inhield, een gewone wet is geworden die veel meer uitgaat dan besparingen meebrengt. Hoeveel echter is uit de toegevoegde informatie niet zo direct uit te maken, maar daar kom ik straks nog even op terug. Ik zal mij hoofdzakelijk beperken tot het bevoegdheidsprobleem dat wordt gesteld door de inschrijving van artikel 18 van het ontwerp aangaande de autonomie van het universitair onderwijs van de Staat.

Vooraf wou ik echter een paar opmerkingen maken naar aanleiding van het verslag, waarvoor ik op mijn beurt de rapporteur vanzelfsprekend moet feliciteren met wat een getrouwe weergave poogt te zijn van de dagenlange besprekingen in de Senaatscommissie voor het Onderwijs en de Wetenschap.

Bij ons pleidooi om de lijst van onverenigbare cumulaties wettelijk vast te leggen, ten einde onmogelijk te maken dat deze lijst om de haverklap wordt aangevuld, waardoor men tot de toestand zou komen dat hoogleraren die aan twee universitaire instellingen verbonden zijn, onder twee verschillende cumulatieregelingen zouden vallen, vroegen we uitdrukkelijk ons mede te delen in welke universiteiten de regel van de toegelaten twee halve dagen cumulatie wordt toegepast.

In verband met de autonomie inzake de benoemingspolitiek van het Luc en van de UIA is er daarenboven de vraag of door artikel 46 deze autonomie niet vervalt.

Ik had graag bevestiging gekregen van het antwoord in de commissie van de kabinetschef, die specificeerde dat er twee soorten bepalingen zijn, waarvan de belangrijkste gaan over het statuut van het personeel, dat zoveel mogelijk afgeschreven werd van het rijksstatuut.

Hij onderstreepte trouwens de gelijkwaardigheid van het statuut met dat van de rijksuniversiteiten.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Ik heb dat daarstraks in één van de vier punten van mijn uiteenzetting behandeld.

De heer Seeuws. — Verontschuldig mij, mijnheer de minister, dat dit mij ontgaan is. Ik zal uw antwoord ter zake aandachtig lezen in het verslag.

Een vraag waarop ik nog geen antwoord heb gekregen, is deze welke de exacte financiële gevolgen zijn van dit ontwerp. Met andere woorden, hoe groot is de weerslag op de Rijksbegroting van de nieuwe pensioenregeling voor het wetenschappelijk, het administratief en het technisch personeel van het Luc en van de UIA en voor het wetenschappelijk personeel van de vrije universitaire instellingen?

Tenslotte wou ik van de heren ministers — en ik kom nu terug naar de eigenlijke bedoeling van mijn uiteenzetting — vernemen welke nu uiteindelijk de adviezen waren van de syndicale raadpleging. Ik vraag mij trouwens af waarom deze niet in het verslag als bijlage werden opgenomen, aangezien dit naar ik vermeen, een wettelijke verplichting is.

Dit brengt mij terug naar de hoofdreden van mijn betoog, namelijk het bevoegdheidsprobleem dat rijst ingevolge het invoegen van artikel 18 in dit ontwerp.

Wij hebben daarover in de commissie uitvoerig gesproken en ik heb daaromtrent inlichtingen ingewonnen en opzoekingen gedaan.

Vooraf wil ik stellen dat wellicht niemand de bijzondere betekenis van het hoofdstuk IV voor de autonomie van het universitair onderwijs ontkent, zoals trouwens ook door de minister van Onderwijs werd benadrukt.

Het betreft inderdaad het toekennen aan de raden van beheer — waarbij wij ons afvragen waarom niet overal de nieuwe wettelijke tekst « raden van bestuur » werd opgenomen — van de rijksuniversiteiten en van het rijksuniversitair centrum, van de bevoegdheid om leerstoelen, faculteiten, departementen en andere organen van onderwijs en onderzoek op te richten.

Onmiddellijk rijst dan ook de vraag of de nationale wetgever bevoegd is dan wel de gemeenschapsraad, met name wat betreft de bij artikel 18 voorziene wijziging van de artikelen 4 en 5 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat.

De Raad van State is hierover in elk geval erg zwijgzaam in zijn advies van 14 november 1984 over het hoofdstuk IV van het voorontwerp van wet « op het onderwijs ».

Opmerkelijk is wel dat de Raad er de aandacht op vestigt dat hij met de wens van de betrokken ministers rekening heeft gehouden om spoedig advies te geven, wat echter heeft meegebracht, aangezien in die periode nog andere teksten voor een dringend onderzoek werden voorgelegd, dat zijn onderzoek niet zo diepgaand is geweest dan, gelet op het belang van het voorontwerp, verantwoord ware geweest.

Nog belangwekkender daarbij is dat de Raad van State stilzwijgend voorbijgaat aan artikel 18, dat de interne organisatie van het universitaire onderwijs regelt. Daarop kom ik nu precies terug.

Wel besteedt de Raad veel aandacht aan de onderdelen van het nieuw artikel 21 aangaande de autonome bevoegdheid om de opdracht van elk lid van het onderwijzend personeel te bepalen.

Bij paragraaf 4 van dit artikel worden zelfs ernstige bezwaren genoemd en herinnert de Raad eraan dat artikel 17, tweede lid, van de Grondwet, dat bepaalt « dat het openbaar onderwijs, op staatskosten gegeven, door de wet wordt geregeld », ingegeven was door de vrees van de bemoeiing van de uitvoerende macht.

De Raad van State doet hierbij in een veelbesproken voetnoot bij zijn advies opmerken dat, krachtens artikel 59bis, paragraaf 2, eerste lid, 2° — hoe vaak hebben we dit hier reeds gezegd —, het onderwijs ook bij decreet wordt geregeld, maar dat de materies die geregeld worden in de hier besproken tekst van het voorontwerp, klaarblijkelijk niet tot de bevoegdheid behoren van de gemeenschappen. Daar begint de betwisting die wij in de commissie hebben besproken.

De regering oordeelde bij deze discussie in de Senaatscommissie over het bevoegdheidsprobleem ten onrechte dat de Raad van State bedoelde dat alle materies van het ontwerp « klaarblijkelijk » (in de zin van *de toute évidence*) tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoren, terwijl de bedoelde voetnoot manifest verwijst naar de materies van het nieuw artikel 21, § 4 en 6.

Wellicht mag ik, bij wijze van voorbeeld en om volledig te zijn, uw aandacht vestigen op drie decreten die de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitaire onderwijs door de Staat, reeds in het verleden wijzigden.

Ten eerste, is er het decreet van 1 augustus 1978 houdende maatregelen tot samenwerking onder de Antwerpse universitaire instellingen, met een gunstig advies van de Raad van State op 13 april 1978, waaruit ik volgende passus licht:

« Het ontwerp van decreet betreft een onderwijsaangelegenheid die overeenkomstig artikel 59bis, § 2, 2°, tot de bevoegdheid van de Cultuuraad behoort. Dat daarbij bepalingen worden gewijzigd die voorheen bij wet zijn vastgesteld, kan geen bezwaar vormen.

De bepalingen die in het ontwerp zijn vervat, behoren niet tot de materies welke bij genoemd grondwetsartikel aan de nationale wetgever zijn voorbehouden. »

Ten tweede, is er het decreet van 4 april 1980 betreffende de samenstelling van de raden van beheer van de universitaire inrichtingen van het Rijk.

Hier werd de bevoegdheidsvraag blijkens de voorbereidende werken door de bevoegde commissie van de Cultuuraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap onderzocht en positief beantwoord.

Uit dit verslag blijkt dat het niet de eerste maal is dat de wet van 28 april 1953 door een decreet gewijzigd wordt. Verwezen werd naar het decreet van 1 augustus 1978 houdende maatregelen tot samenwerking onder de Antwerpse universitaire instellingen.

Naar aanleiding van de vraag waarom deze wetswijziging in de Cultuuraad ingediend wordt en waarom niet de hele wet door een decreet wordt gewijzigd — vraag die ingegeven was door de bekommerning om de Cultuuraad tot het volle gebruik van zijn bevoegdheid aan te zetten —, ontstond zich een korte en positieve discussie over artikel 59bis, § 2, 2°, van de Grondwet.

De volledige vervanging van de wet door de Cultuuraad, die inderdaad bevoegd is inzake het universitaire onderwijs en dit naar het voorbeeld van de wet op de studietoelagen, zou niet kunnen. Er zijn daarom immers materies aanwezig, bijvoorbeeld de salarissen, die niet tot de bevoegdheid van de Cultuuraad behoren. Bovendien zou men terechtkomen bij de schoolvrede, een materie die volgens genoemd grondwetsartikel niet tot de bevoegdheid van de Cultuuraad behoort.

Ten derde, werd in de Vlaamse Raad op 27 november 1984 een decreet goedgekeurd houdende wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitaire onderwijs door de Staat.

Volgens artikel 2 van dit decreet, dat nauw aansluit bij wat wij vandaag behandelen, wordt de bestaande faculteit van de wetenschappen bij het Ruca uitgesplitst in twee van elkaar onafhankelijke faculteiten: één voor de exacte wetenschappen en één voor de geneeskunde.

Naar aanleiding van dit decreet stelde de Raad van State zeer recent nog dat de bepaling van genoemd artikel 2 van intern organisatorische aard is.

Het komt niet op het domein van één van de aangelegenheden welke ter zake van het onderwijs krachtens artikel 59bis, § 2, 2°, van de Grondwet aan de nationale wetgever zijn voorbehouden.

Dit betekent dat wat de inwendige organisatie van de rijksuniversiteiten aangaat, het de Gemeenschapsraden zijn en niet de nationale wetgever die bevoegd is.

Het geven van bevoegdheid aan de organen van beheer van de rijksuniversiteiten om de inwendige organisatie van het onderwijs en het onderzoek te regelen hoort dan ook toe aan de gemeenschapsraden en niet aan de wetgever.

De Voorzitter. — Mag ik u vragen te besluiten, mijnheer Seeuws?

De heer Seeuws. — Dat zou ik juist doen, mijnheer de Voorzitter, en ik wilde mij tot slot tot u richten.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Deze kwestie is het onderwerp geweest van diverse uiteenzettingen en ik heb desaanvaande reeds geantwoord. Ik vroeg mij af of ik moet herhalen wat ik reeds heb gezegd dan wel of ik kan volstaan met te verwijzen naar mijn betoog.

De heer Seeuws. — Mijnheer de minister, u mag daarnaar verwijzen. Ik wilde tot besluit een vraag richten tot de Voorzitter.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Ik wijs erop dat over dit probleem langdurig werd gediscussieerd.

De heer Seeuws. — Ik hoop dat wat ik tracht te doen niet nutteloos is.

Mijnheer de Voorzitter, meteen is het bevoegdheidsprobleem in alle scherpste gesteld.

Hoewel de minister verklaarde dat het hier een belangrijk constitutioneel probleem betrof en hij persoonlijk niet ongevoelig is voor de bevoegdheidsproblematiek, de dynamiek en de geest van de grondwetsbepalingen ter zake, hebben de minister en de voorzitter van de commissie de meerderheid er nochtans toe aangezet ons amendement tot schrapping van artikel 18, ten einde het bij decreet te laten regelen, te verwerpen.

Ingaand op een terechte opmerking van de verslaggever wijs ik er inderdaad eveneens op dat, als de Senaat de regering zou blijven volgen, er bij de eerste de beste gelegenheid een conflict kan ontstaan dat bij het Arbitragehof terechtkomt, bijvoorbeeld als de wetgever een kader zou scheppen dat door de decreetgever van een andere invulling wordt voorzien.

Rekening houdend met wat voorafgaat vragen wij u dan ook, mijnheer de Voorzitter, vooralsnog te doen wat de beide ministers van Onderwijs — ook na ons herhaald verzoek — gemeend hebben niet te moeten doen, te weten aan de Raad van State een bijkomend advies te vragen over ons amendement tot schrapping van het voorgestelde artikel 18 wegens bevoegdheidsoverschrijding.

Wij danken u bij voorbaat, mijnheer de Voorzitter, voor het gevolg dat u ongetwijfeld aan onze vraag zal willen voorbehouden.

Het spijt mij, mijnheer de minister, indien u het verschil niet hebt kunnen ontwaren tussen onze motivering met onze bewijzen ter zake, en die welke u naar voren hebt gebracht.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Ik heb naar u geluisterd, maar ik heb geen nieuwe elementen gehoord, mijnheer Seeuws.

Mijnheer de Voorzitter, uw bevoegdheid is wat zij is, maar met beschikking tot dit ontwerp beschikken wij over het advies van de Raad van State en meer bepaald ten aanzien van deze punten. De Raad stelt daarin zeer uitdrukkelijk dat het hier een nationale materie betreft. Ik kan al die punten herhalen maar ik verwijs naar wat ik reeds heb gezegd.

Ik sluit mij volledig aan bij de dynamiek van de communautarisering. Dat weet u, maar wij staan hier voor een uitdrukkelijke uitspraak in het advies van de Raad van State ter zake.

De heer Seeuws. — Maar alleen over de punten die de Raad van State aanduidt en niet over het geheel. Dat is het verschil.

De Voorzitter. — Mag ik aannemen dat het verzoek niet wordt gedaan in uitvoering van artikel 2, paragraaf 2, van de wet op de Raad van State maar dat het hier louter gaat om een vraag aan de voorzitter? Met andere woorden, het gaat hier niet om door één derde van de leden en de helft van de leden van elke taalgroep ondertekend verzoek, om de Raad van State te raadplegen, maar om een verzoek dat gericht is tot de Voorzitter van de Senaat door één van de leden. Het behoort dus tot de zuiver discretionaire macht van de Voorzitter in dit geval de Raad van State te raadplegen. Ik zal mij daarover beraden.

Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, de heer Seeuws weet dat het probleem waarover hij heeft gesproken ook mij, zoals vele anderen, bekommert.

De Raad van State heeft een advies gegeven in verband met dit ontwerp en ook advies verstrekt bij het tot stand komen van de decreten die werden geciteerd. Intussen functioneert het Arbitragehof.

Indien het wetsontwerp dat wij nu bespreken kracht van wet verwerft, dan zal het aan het Arbitragehof toekomen te onderzoeken of alles in orde is wat betreft het uitoefenen van de bevoegdheden door de normerende overheid met betrekking tot de grondwettelijke voorschriften, als dit Hof daaromtrent zal gevat worden door een vraag in uitvoering van artikel 1, § 1, van de wet op het Arbitragehof.

De Voorzitter. — Mijnheer De Bondt, wat u zegt is niet juist, maar dat doet hier minder ter zake.

Alleen naar aanleiding van een uitdrukkelijke vraag van één van de executieven of als prejudiciële vraag van één of andere rechtbank kan het Arbitragehof uitspraak doen. *Sua sponte* kan het Hof dat niet doen, want het is nog geen constitutioneel hof. Over enkele maanden zullen wij kunnen uitmaken of het Parlement ertoe bereid is ook dat nog onder ogen te zien. Dat is *the point of the question*.

Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, ik wacht vanzelfsprekend zeer graag uw conclusies ter zake af. Mocht u in dat verband problemen hebben — ik verwijs naar mijn motivering —, durf ik te suggereren, vóór de eindstemming over het ontwerp van wet, de Senaat te raadplegen over de wenselijkheid om voor dit precieze punt een aanvullend advies van de Raad van State te vragen.

De Voorzitter. — Vóór de gecoördineerde wetten van 9 augustus 1980 op de Raad van State van kracht werden, was het hier de gewoonte dat de Voorzitter de Senaat raadpleegde over de wenselijkheid van het consulteren van de Raad van State. Hij was daardoor niet gebonden. Hij moest zelf maar beslissen. De voorzitters Struye, Harmel en Vandekerckhove, heb ik die procedure weten volgen. Misschien kan ik dat ook morgen doen. Ik zal de zaak even bekijken.

Mevrouw De Pauw, u hebt uw amendementen toegelicht.

Is u het ermee eens dat over al uw amendementen met dezelfde strekking en die betrekking hebben op de artikelen 1 tot 10 morgen in eenmaal wordt gestemd?

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Akkoord, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, wij verwijzen ter zake naar het verslag en naar de replieken die wij hebben gegeven en vragen de verwerping van de amendementen van mevrouw De Pauw.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article sont réservés.

Artikel 2 luidt:

Art. 2. — De universitaire instellingen bedoeld in artikel 1 zijn:

- De Vrije Universiteit Brussel;
- De « Université libre de Bruxelles »;
- De Katholieke Universiteit te Leuven;
- De « Université catholique de Louvain »;
- De Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen;
- De « Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles »;
- De Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel;
- De « Faculté polytechnique de Mons »;
- De « Faculté universitaire catholique de Mons »;
- De « Facultés universitaires Notre Dame-de-la-Paix à Namur ».

Art. 2. — Les institutions universitaires visées à l'article 1^{er} sont:

- La « Vrije Universiteit Brussel »;
 - L'Université libre de Bruxelles;
 - La « Katholieke Universiteit te Leuven »;
 - L'Université catholique de Louvain;
 - Les « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen »;
 - Les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles;
 - Les « Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel »;
 - La Faculté polytechnique de Mons;
 - La Faculté universitaire catholique de Mons;
 - Les Facultés universitaires Notre-Dame-de-la-Paix à Namur.
- Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 3 luidt:

Art. 3. — De leden van het wetenschappelijk personeel bedoeld in artikel 1 zijn zij die bezoldigd worden ten laste van de door de Staat toegekende werkingstoelagen en die op het ogenblik van hun vaste benoeming of hun aanwerving voor onbepaalde duur:

- a) De leeftijd van 50 jaar niet overschreden hebben;
- b) Belg zijn, behalve door de Koning verleende vrijstelling in uitzonderlijke gevallen;
- c) Geschikt bevonden worden door de aan de instelling verbonden medische dienst;
- d) De wetenschappelijke anciënniteit verworven hebben en de titels bezitten die vereist zijn voor de vaste benoeming tot assistent in de rijksuniversiteiten.

Art. 3. — Les membres du personnel scientifique visés à l'article 1^{er} sont ceux qui sont rémunérés à charge des allocations de fonctionnement allouées par l'Etat et qui, au moment de leur nomination à titre définitif ou de leur engagement pour une durée indéterminée:

- a) N'ont pas dépassé l'âge de 50 ans;
- b) Sont Belges, sauf dispense accordée par le Roi dans des cas exceptionnels;
- c) Sont reconnus aptes par le service médical attaché à l'institution;
- d) Ont acquis l'ancienneté scientifique et ont les titres requis pour la nomination à titre définitif comme assistant dans les universités de l'Etat.

Mevrouw De Pauw, c.s. stelt volgende amendementen voor:

« A. In dit artikel, na de woorden « wetenschappelijk personeel » in te voegen de woorden « en van het administratief en technisch personeel. »

« B. In letter d van dit artikel, tussen de woorden « vaste benoeming tot » en « assistant » in te voegen het woord « eerstaanwezend. »

« A. A cet article, après les mots « personnel scientifique », insérer les mots « et du personnel administratif et technique. »

« B. Au littéra d de cet article, insérer le mot « premier » entre les mots « nomination à titre définitif comme » et « assistant. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, het amendement B is een technisch amendement waarbij wordt voorgesteld het woord «eerstaanwend» in te lassen vóór het woord «assistent». Wettelijk is het immers niet mogelijk een gewoon assistent vast te benoemen. Dat kan echter wel voor een eerstaanwend assistent.

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Permettez-moi, monsieur le Président, de répondre qu'un premier assistant est un assistant. Je renvoie M^{me} De Pauw à l'article 11 de la loi du 31 octobre 1953 qui précise textuellement: «Les assistants nommés à titre définitif portent le titre, soit de premier assistant, soit de bibliothécaire...» Il s'agit donc bien de nomination d'assistant.

M. le Président. — M. Humblet présente l'amendement que voici:

«Au littéra c de cet article, remplacer les mots «attaché à l'institution» par les mots «compétent pour cette catégorie de personnel de l'institution.»

«In punt c van dit artikel de woorden «de aan de instelling verbonden medische dienst» te vervangen door de woorden «de medische dienst bevoegd voor deze categorie van personeelsleden van de instelling.»

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 4 luidt:

Art. 4. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden zijn onderworpen aan de wets- en verordeningbepalingen die op het wetenschappelijk personeel van de rijksuniversiteiten toepasselijk zijn inzake:

- 1° De te verlenen graden en de toekenningsvoorwaarden ervan;
- 2° De bezoldigingsregeling;
- 3° De administratieve standen.

De raad van beheer oefent de bevoegdheden uit welke door die bepalingen aan de Koning worden toegekend.

Art. 4. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} sont soumis aux dispositions légales et réglementaires applicables au personnel scientifique des universités de l'Etat en ce qui concerne:

- 1° Les grades à conférer de leurs conditions d'octroi;
- 2° Le statut pécuniaire;
- 3° Les positions administratives.

Le conseil d'administration exerce les pouvoirs que ces dispositions attribuent au Roi.

Mevrouw De Pauw c.s. stelt volgend amendement voor:

«In dit artikel, na de woorden «wetenschappelijk personeel» in te voegen de woorden «en het administratief en technisch personeel.»

«A cet article, après les mots «personnel scientifique», insérer les mots «et au personnel administratif et technique.»

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 5 luidt:

Art. 5. De personeelsleden in dienst op datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk:

a) Worden vrijgesteld van de in artikel 3, c, opgelegde geschiktheidserkenning, indien zij ten minste vijf jaren dienst tellen in de instellingen opgenoemd in artikel 2 en indien zij gedurende de vijf jaren die de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk voorafgaan, de uitoefening van hun functie niet voor een totale duur van meer dan 150 dagen wegens ziekte onderbroken hebben;

b) Kunnen in uitzonderlijke gevallen vrijstelling van de nationaliteitsvoorwaarde verkrijgen indien zij binnen één jaar na de inwerkingtreding van dit hoofdstuk een aanvraag indienen;

c) Worden ingedeeld in de categorie en genieten de graad en de weddeschaal die in het personeelsstatuut van de universitaire instellingen van de Staat overeenstemmen met de administratieve en geldelijke toestand die zij op de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk hebben verkregen.

Art. 5. Les membres du personnel en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent chapitre:

a) Sont dispensés de la reconnaissance d'aptitude imposée à l'article 3, c, s'ils comptent au moins cinq années de service dans les institutions énumérées à l'article 2 et si, au cours des cinq années précédant la date d'entrée en vigueur du présent chapitre, ils n'ont pas interrompu l'exercice de leurs fonctions pour cause de maladie, pour une durée totale supérieure à 150 jours;

b) Peuvent obtenir, dans des cas exceptionnels, une dispense de condition de nationalité s'ils en font la demande dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur du présent chapitre;

c) Sont classés dans la catégorie et bénéficient du grade et de l'échelle barémique prévus dans le statut du personnel des institutions universitaires de l'Etat qui correspondent à leur situation administrative et pécuniaire acquise au moment de l'entrée en vigueur du présent chapitre.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 6 luidt:

Art. 6. De diensten die vóór de inwerkingstelling van dit hoofdstuk als lid van het wetenschappelijk personeel gepresteerd zijn bij de in artikel 2 opgenoemde instellingen alsook bij de inrichtingen voor hoger onderwijs welke door die instellingen zijn vervangen, komen zowel voor de ingang als voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking, op voorwaarde dat deze diensten bezoldigd werden ten laste van de door de Staat verleende werkingsstoelagen.

Art. 6. Les services prestés avant l'entrée en vigueur du présent chapitre en qualité de membre du personnel scientifique dans les institutions énumérées à l'article 2, ainsi que dans les établissements d'enseignement supérieur auxquels ces institutions ont été substituées, sont pris en considération tant pour l'ouverture du droit à la pension de retraite que pour le calcul de celle-ci, à condition que ces services aient été rénumérés à charge des allocations de fonctionnement allouées par l'Etat.

Mevrouw De Pauw c.s. stelt volgend amendement voor:

«In dit artikel, na de woorden «wetenschappelijk personeel» in te voegen de woorden «en van het administratief en technisch personeel.»

«A cet article, après les mots «personnel scientifique», insérer les mots «et du personnel administratif et technique.»

Par ailleurs, M. Deworme présente les amendements que voici:

«A. A la cinquième ligne de cet article, après le mot «substituées», insérer les mots «et dans les établissements scientifiques de l'Etat».

B. Compléter cet article in fine par ce qui suit: «et à charge des crédits ordinaires et des subsides inscrits dans les budgets des ministères concernés.»

«A. Op de vijfde regel van dit artikel na het woord «vervangen» in te voegen de woorden «en bij de wetenschappelijke instellingen van de Staat».

B. Dit artikel aan te vullen met de woorden «en ten laste van de gewone kredieten en de toelagen uitgetrokken op de begrotingen van de betrokken ministeries.»

Et M. Humblet présente un amendement ainsi rédigé:

« A cet article, à la cinquième ligne, après les mots « ont été substituées » ajouter les mots « et, ou dans une université d'Etat ou dans une administration publique ou une institution scientifique de l'Etat. »

« In dit artikel na de woorden « zijn vervangen » in te voegen de woorden « evenals ofwel bij een rijksuniversiteit of bij een openbaar bestuur of bij een wetenschappelijke inrichting van de Staat. »

La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Je demande le rejet de ces amendements, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 7 luidt:

Art 7. De in artikel 2 opgenoemde instellingen zijn, wat betreft de diensten en periodes die voor de berekening van de krachtens dit hoofdstuk toegekende pensioenen in aanmerking werden genomen, ontslagen van iedere verplichting inzake rust- en overlevingspensioenen jegens hun personeelsleden en dezer rechthebbenden en treden in de rechten welke de voormelde personen bezitten op grond van de voor dezelfde diensten en periodes afgesloten verzekeringscontracten.

Deze subrogatie is echter beperkt tot het gedeelte van het pensioen, van de rente of van het kapitaal dat overeenstemt met de stortingen waarvan de last door de betrokken instellingen werd gedragen.

Wat het gedeelte van het pensioen, de rente of het kapitaal betreft dat overeenstemt met de stortingen waarvan de last door het betrokken personeelslid zelf gedragen werd, wordt het personeelslid ten aanzien van de verzekeraar geacht ontslag te hebben genomen uit zijn ambt.

Art. 7. Les institutions énumérées à l'article 2 sont, en ce qui concerne les services et périodes pris en considération pour le calcul des pensions allouées en vertu du présent chapitre, déchargées de toute obligation en matière de pension de retraite et de survie à l'égard des membres de leur personnel ainsi que de leurs ayants droit et sont subrogées dans les droits que ces personnes tiennent de contrats d'assurance pour les mêmes services et périodes.

Cette subrogation est toutefois limitée à la partie de la pension, de la rente ou du capital, qui correspond aux versements dont la charge a été supportée par les institutions en question.

En ce qui concerne la partie de la pension, de la rente ou du capital qui correspond aux versements dont la charge a été supportée par les membres du personnel concernés, ces derniers sont considérés à l'égard de l'assureur comme ayant démissionné de leurs fonctions.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. Vanaf de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk blijven de in artikel 1 bedoelde personen onderworpen aan de sociale-zekerheidsregeling in dezelfde mate als het vastbenoemd staatspersoneel.

Art. 8. A partir de l'entrée en vigueur du présent chapitre, les personnes visées à l'article 1^{er} restent soumises au régime de la sécurité sociale dans les limites prévues pour le personnel de l'Etat nommé à titre définitif.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Bij wijze van amendement stelt mevrouw De Pauw z.s. volgend nieuw artikel 8bis voor:

« Art. 8bis. De Koning kan, na een in Ministerraad overlegd besluit, de toepassing van dit hoofdstuk uitbreiden tot het administratief en technisch personeel van de vrije universitaire instellingen. »

« Art. 8bis. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, tendre l'application du présent chapitre au personnel administratif et technique des institutions universitaires libres. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb daarnet reeds gewezen op de discriminatie in dit hoofdstuk. De ministers halen hiervoor juridische argumenten aan. De eigenlijke reden is echter financieel. Een halfuur geleden zegde minister Bertouille immers nog dat de uitbreiding van het toepassingsgebied van dit hoofdstuk tot het administratief en technisch personeel *une étape ultérieure* zou zijn.

Het is dus de bedoeling dit hoofdstuk ooit ook van toepassing te maken op het administratief en technisch personeel. Daarom stellen wij voor een artikel 8bis in te voegen, dat bepaalt dat de Koning de toepassing van dit hoofdstuk kan uitbreiden tot het administratief en technisch personeel van de vrije universitaire instellingen.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, de uitbreiding van het toepassingsgebied van dit hoofdstuk kan niet gebeuren bij koninklijk besluit maar alleen door een wet. Wij vragen derhalve de verwerping van het amendement.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Artikel 9 luidt:

Art. 9. De Koning kan, op voorstel van de ministers die bevoegd zijn voor het hoger onderwijs, en van de minister die bevoegd is voor administratie der pensioenen, alle maatregelen nemen die noodzakelijk zijn om de moeilijkheden op te lossen die zouden rijzen bij de toepassing van dit hoofdstuk.

Art. 9. Le Roi peut, sur proposition des ministres qui ont l'enseignement supérieur dans leurs attributions et du ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions, prendre toutes les mesures nécessaires à la solution des difficultés auxquelles donnerait lieu l'application du présent chapitre.

— Aangenomen.

Adopté.

HOOFDSTUK II. — *Pensioenregeling, administratief statuut en bezoldigingsregeling van de leden van het wetenschappelijk, administratief en technisch personeel van de Universitaire Instelling Antwerpen en van het Universitair Centrum Limburg*

Art. 10. Dit hoofdstuk is van toepassing op de leden van het wetenschappelijk, administratief en technisch personeel van de Universitaire Instelling Antwerpen en van het Universitair Centrum Limburg die bezoldigd worden ten laste van de door de Staat betaalde jaarlijkse werkingskosten en die bekleed zijn met een vaste of een door of krachtens een wet daarmee gelijkgestelde benoeming.

CHAPITRE II. — *Régime de pension et statut administratif et pécuniaire des membres du personnel scientifique, administratif et technique de l'Universitaire Instelling Antwerpen et l'Universitair Centrum Limburg*

Art. 10. Le présent chapitre est applicable aux membres du personnel scientifique, administratif et technique de l'Universitaire Instelling Antwerpen et l'Universitair Centrum Limburg, qui sont rémunérés à charge des allocations annuelles de fonctionnement payées par l'Etat et qui sont titulaires d'une nomination à titre définitif ou d'une nomination y assimilée par ou en vertu d'une loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 11. § 1. De in artikel 10 bedoelde personeelsleden genieten de regeling inzake rustpensioenen die van toepassing is op de ambtenaren van het algemeen rijksbestuur.

De krachtens dit hoofdstuk verleende rustpensioenen zijn ten laste van de Openbare Schatkist.

§ 2. De in artikel 10 bedoelde personeelsleden zijn onderworpen aan de wets- en verordeningbepalingen die op hetzelfde personeel van de rijksuniversiteiten toepasselijk zijn inzake:

- 1° De te verlenen graden en de toekenningsvoorwaarden ervan;
- 2° De bezoldigingsregeling;
- 3° De administratieve standen.

De raad van beheer oefent de bevoegdheden uit welke door die bepalingen aan de Koning worden toegekend.

Art. 11. § 1^{er}. Les membres du personnel visés à l'article 10 bénéficient du régime de pension de retraite applicable aux fonctionnaires de l'administration générale de l'Etat.

Les pensions de retraite allouées en vertu du présent chapitre sont à charge du Trésor public.

§ 2. Les membres du personnel visés à l'article 10 sont soumis aux dispositions légales et réglementaires applicables au même personnel des universités de l'Etat en ce qui concerne:

- 1° Les grades à conférer et leurs conditions d'octroi;
- 2° Le statut pécuniaire;
- 3° Les positions administratives.

Le conseil d'administration exerce les pouvoirs que ces dispositions attribuent au Roi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. De vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk gepresteerde diensten bij de in artikel 10 opgenoemde instellingen, en die bezoldigd werden ten laste van de door de Staat betaalde jaarlijkse werkingstoelagen, komen zowel voor de ingang als voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking.

Art. 12. Les services prestés avant l'entrée en vigueur du présent chapitre dans les institutions visées à l'article 10 et qui ont été rémunérés à charge des allocations annuelles de fonctionnement payées par l'Etat, sont pris en considération tant pour l'ouverture du droit à la pension de retraite que pour le calcul de celle-ci.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 13. De in artikel 10 opgenoemde instellingen zijn ontslagen van iedere verplichting inzake rust- en overlevingspensioenen jegens hun personeelsleden en dezer rechthebbenden.

Art. 13. Les institutions visées à l'article 10 sont dispensées de toute obligation en matière de pension de retraite et de survie à l'égard des membres de leur personnel visés par le présent chapitre ainsi que de leurs ayants droit.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. Vanaf de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk worden de in artikel 10 bedoelde personen onderworpen aan de sociale-zekerheidsregeling in dezelfde mate als het vastbenoemd rijkspersoneel.

Gevalideerd wordt de toepassing die vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk aan de sociale-zekerheidsregeling en aan de wettelijke bepalingen betreffende de jaarlijkse vakantie en de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar en van het werk of voor beroepsziekten is gegeven ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 10.

Art. 14. A partir de l'entrée en vigueur du présent chapitre, les personnes visées à l'article 10 sont soumises au régime de la sécurité sociale dans les limites prévues pour le personnel de l'Etat nommé à titre définitif.

Est validée l'application faite, avant l'entrée en vigueur du présent chapitre, du régime de sécurité sociale ainsi que des dispositions légales en matière de vacances annuelles et de réparation des dommages résultant

d'accidents du travail, d'accidents survenus sur le chemin du travail ou de maladies professionnelles aux personnes visées à l'article 10.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 15. De Koning kan, op voorstel van de ministers die bevoegd zijn voor het hoger onderwijs, en van de minister die bevoegd is voor de administratie der pensioenen, alle maatregelen nemen die noodzakelijk zijn om de moeilijkheden op te lossen die zouden rijzen bij de toepassing van dit hoofdstuk.

Art. 15. Le Roi peut, sur proposition des ministres qui ont l'enseignement supérieur dans leurs attributions et du ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions, prendre toutes les mesures nécessaires à la solution des difficultés auxquelles donnerait lieu l'application du présent chapitre.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 16 luidt:

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en op de controle van de universitaire instellingen*

Art. 16. In artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 3, 1°, wordt een *dbis* ingevoegd, luidende:

« *dbis*). De studenten, onderdaan van een lid-staat van de Europese Economische Gemeenschap, die op regelmatige wijze op het Belgisch grondgebied gevestigd zijn en er een beroepsactiviteit uitoefenen of hebben uitgeoefend;

De studenten waarvan de echtgenoot(ote), onderdaan van een lid-staat van de Europese Economische Gemeenschap, op regelmatige wijze op het Belgisch grondgebied is gevestigd en er een beroepsactiviteit uitoefent of heeft uitgeoefend »;

2° Een paragraaf 7 wordt toegevoegd, luidende:

« § 7. De rector van de universitaire instelling kan vanaf het academiëjaar 1985-1986 de inschrijving weigeren van studenten die niet in aanmerking komen voor de financiering.

Bij weigering van inschrijving aan een rijksuniversiteit of aan een rijksuniversitair centrum kan de student binnen dertig dagen per aangetekend schrijven beroep aantekenen bij de minister van Onderwijs, die binnen dertig dagen na ontvangst, de weigering ongedaan kan maken. »

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 16. A l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par la loi du 5 janvier 1976, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le paragraphe 3, 1°, il est inséré un *littera dbis* rédigé comme suit:

« *dbis*). Les étudiants, ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne, qui sont régulièrement installés sur le territoire belge et y exercent ou y ont exercé une activité professionnelle;

Les étudiants dont le conjoint, ressortissant d'un Etat membre de la Communauté économique européenne, est régulièrement installé sur le territoire belge et y exerce ou y a exercé une activité professionnelle »;

2° Il est ajouté un paragraphe 7 rédigé comme suit:

« § 7. Le recteur de l'institution universitaire peut, à partir de l'année académique 1985-1986, refuser l'inscription d'étudiants qui n'entrent pas en ligne de compte pour le financement.

Lorsque ce refus émane d'une université de l'Etat ou d'un centre universitaire de l'Etat, l'étudiant peut, dans les trente jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le ministre de l'Education nationale qui peut, dans les trente jours, invalider le refus. »

Mevrouw De Pauw c.s. stelt volgende amendementen voor:

« 1^o Het 1^o van dit artikel te vervangen als volgt:

« In paragraaf 3, 1^o, wordt letter a vervangen als volgt:

« a) De studenten van Belgische nationaliteit, de studenten onderhorigen van een lid-staat van de Europese Gemeenschappen en hun echtgeno(o)t(e). »

« 2^o In het 1^o van hetzelfde artikel, de letters b en d te schrappen. »

« 1^o Remplacer le 1^o de cet article par ce qui suit:

« Au § 3, 1^o, le littéra a est remplacé par le texte suivant:

« a) Les étudiants de nationalité belge, les étudiants ressortissants d'un Etat membre des Communautés européennes et leur conjoint(e). »

« 2^o Supprimer, dans le 1^o du même article les lettres b et d. »

Subsidiar:

« Paragraaf 7, zoals voorgesteld in het 2^o van dit artikel, aan te vullen als volgt:

« Indien de minister van Onderwijs de inschrijving toelaat, dan komt de student in aanmerking voor financiering. »

Subsidiarément:

« Compléter le § 7, proposé au 2^o de cet article, par la disposition suivante:

« Si le ministre de l'Education nationale autorise l'inscription, l'étudiant entre en ligne de compte pour le financement. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, het is mischien niet slecht even de wet aan te halen waarvan hier sprake is, namelijk de wet van 27 juli 1971.

Volgens artikel 27, paragraaf 3, 1^o, van deze wet komen in aanmerking voor financiering: a) Studenten van Belgische nationaliteit; b) Studenten van Luxemburgse nationaliteit; c) Studenten die op Belgisch grondgebied verblijven en wier ouders of wettelijke voogd hier tewerkgesteld zijn of waren en onderhorige zijn van een lid-staat van de Europese Economische Gemeenschap.

Wij willen deze categorieën verruimen en vereenvoudigen door, letter a, paragraaf 3, 1^o, te vervangen door: « a) De studenten van Belgische nationaliteit, de studenten onderhorigen van een lid-staat van de Europese Gemeenschappen en hun echtgeno(o)t(e) ». Dit is tevens een verruiming van het regeringsamendement.

De regering heeft immers een *dbis* ingevoegd, luidende: « *dbis*). De studenten onderdaan van een lid-staat van de Europese Economische Gemeenschap, die op regelmatige wijze op het Belgisch grondgebied gevestigd zijn en er een beroepsactiviteit uitoefenen of hebben uitgeoefend. » In dit regeringsamendement wordt dus de voorwaarde van een beroepsactiviteit gesteld. De Belgische studenten moeten aan deze voorwaarde niet voldoen. Deze verschillende voorwaarden zouden aanleiding kunnen geven tot twistingen.

Wij zullen tegen *dbis*, het toegevoegde amendement van de regering, stemmen omdat wij dit willen verruimd zien zonder dat de voorwaarde van de beroepsactiviteit erbij komt. Bovendien komt er ook nog bij dat de niet-Belgische echtgenote van een Belgische student niet begrepen is in het oorspronkelijk ontwerp, noch in het amendement van de regering. Wij willen dat alle categorieën in aanmerking worden genomen.

Ons subsidiair amendement betreft een toevoeging aan paragraaf 7 van het ontwerp. Waarom? Krachtens paragraaf 7 van het ontwerp wordt aan de rector van een universitaire instelling de mogelijkheid gegeven om een student te weigeren. De student kan beroep aantekenen tegen deze beslissing. De minister van Onderwijs kan de weigering ongedaan maken. Met ons amendement willen wij, voor het geval dat de minister de beslissing van de rector ongedaan maakt, dat de student in aanmerking komt voor financiering. Dat is een kwestie van gezond verstand. Dit blijft een subsidiair amendement en is overbodig wanneer ons amendement in hoofddeorde dat zeer ruim is, wordt aangenomen.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen ingeschreven studenten en financierbare studenten. Ik heb dat reeds in mijn repliek verduide-

lijkt. Voor de rest verwijs ik naar het verslag. Ik vraag uitdrukkelijk de verwerping van deze amendementen.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 17 luidt:

Art. 17. Artikel 36 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De werkingsuitkering wordt per twaalfde ter beschikking gesteld van elke universitaire instelling op de eerste van elke maand volgend op die waarop het twaalfde betrekking heeft.

Een geldvoorschot gelijk aan het twaalfde van het totaal der werkingsuitkering, wordt op de eerste van elke maand volgend op die waarop het twaalfde betrekking heeft, toegekend aan de rekenplichtigen van de rijksuniversitaire inrichtingen. De verantwoording van het gebruik van deze voorschotten geschiedt jaarlijks overeenkomstig de bepalingen van artikel 43, § 2. »

Art. 17. L'article 36 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est remplacé par la disposition suivante:

« L'allocation de fonctionnement est mise à la disposition de chaque institution universitaire par douzième, le premier de chaque mois qui suit celui auquel le douzième se rapporte.

Une avance de fonds égale au douzième du total de l'allocation de fonctionnement est accordée aux comptables des institutions universitaires de l'Etat, le premier de chaque mois qui suit celui auquel le douzième se rapporte. La justification de l'emploi de ces avances se fait annuellement, conformément aux dispositions de l'article 43, § 2. »

M. Mouton et consorts présentent les amendements que voici:

« Supprimer cet article. »

« Dit artikel te doen vervallen. »

Subsidiarément:

« Ajouter à cet article un quatrième et un cinquième alinéas, rédigés comme suit:

« Toutefois, par dérogation au premier alinéa, l'allocation de fonctionnement est mise à la disposition de chaque institution universitaire soumise à un plan d'assainissement conformément à l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982, par douzième, le premier de chaque mois, pendant la durée d'exécution du plan d'assainissement.

Par dérogation au deuxième alinéa, une avance de fonds, égale au douzième du total de l'allocation de fonctionnement est accordée, le premier de chaque mois, aux comptables des institutions universitaires de l'Etat qui sont soumises à un plan d'assainissement, pendant la durée d'exécution de ce plan. »

Subsidiar:

« Aan dit artikel een vierde en een vijfde lid toe te voegen, luidende:

« In afwijking van het eerste lid wordt de werkingstoelage ter beschikking gesteld van elke universitaire instelling onderworpen aan een saneringsplan overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982, per gedeelte van een twaalfde, de eerste van iedere maand, gedurende de looptijd van het saneringsplan.

In afwijking van het tweede lid wordt de eerste dag van iedere maand een voorschot ten belope van een twaalfde van de totale werkingstoelage verleend aan de boekhouder van de rijksuniversitaire instellingen die onderworpen zijn aan een saneringsplan, tijdens de looptijd van dit plan. »

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, cet amendement tend à supprimer l'article 17 pour les motifs qu'a longuement développés notre collègue M. Degroove, lors de la discussion générale, et sur lesquels je ne reviendrai donc pas.

Je souhaiterais toutefois connaître l'avis du gouvernement sur ce point.

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Il est possible que vous ne m'ayez pas écouté, monsieur Mouton, mais j'ai longuement développé à cette tribune les motifs justifiant le rejet de cet amendement et le maintien des dispositions de l'article 17. Je ne puis rien ajouter à mon argumentation.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Par voie d'amendement, M. Mouton et consorts proposent l'insertion de l'article 17bis que voici :

« Art. 17bis. A l'article 45, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les mots « ce statut leur assure une situation équivalente à celle de professeur ordinaire à l'université » sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le statut pécuniaire et le régime de pension du professeur ordinaire à l'université leur sont applicables. Leurs années de service comme commissaire du gouvernement sont assimilées à des années de services académiques.

Les dispositions du présent article prennent effet au 30 novembre 1983. »

« Artikel 17bis. In artikel 45, § 1, vierde lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen worden de woorden « dit statuut waarborgt hun een geldelijke toestand gelijkwaardig aan deze van gewoon hoogleraar aan de universiteit » vervangen als volgt :

« De bezoldigingsregeling en het pensioenstelsel van gewoon hoogleraar aan de universiteit zijn op hen van toepassing. Hun dienstjaren als regeringscommissaris worden gelijkgesteld met academische dienstjaren.

De bepalingen van dit artikel hebben gevolg vanaf 30 november 1983. »

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, l'article 45 de la loi du 27 juillet 1971 précise que le commissaire du gouvernement auprès d'une institution universitaire est assuré d'une situation pécuniaire équivalente à celle du professeur ordinaire à l'université.

Lors des nominations faites en application de la loi, il est apparu que le libellé « situation pécuniaire » n'était pas suffisamment précis pour recouvrir non seulement le traitement d'activité mais aussi le règlement de la pension. Un texte légal exclurait donc toute contestation si la disposition actuellement en vigueur était expressément étendue au régime des pensions.

Au chapitre III, nous souhaitons donc insérer un article 17bis ainsi rédigé :

« A l'article 45, paragraphe 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 27 juillet 1971, sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les mots « ce statut leur assure une situation équivalente à celle de professeur ordinaire à l'université » sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le statut pécuniaire et le régime de pension du professeur ordinaire à l'université leur sont applicables. Leurs années de service comme commissaire du gouvernement sont assimilées à des années de services académiques.

Les dispositions du présent article prennent effet au 30 novembre 1983. »

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, lorsqu'on a voté la loi du 27 juillet 1971 à laquelle M. Mouton fait référence, il n'était pas dans les intentions d'accorder aux commissaires du gouvernement le régime de pension des professeurs d'université.

C'est tellement vrai que le texte original prévoyait que leur statut devait leur garantir une situation administrative comparable à celle de directeur général de ministère et, lors du vote, on leur a accordé le traitement de professeur d'université pour ne pas les placer en état

d'infériorité à l'égard des professeurs d'université avec qui ils devaient siéger dans les conseils.

Si on avait voulu leur accorder le régime de pension des professeurs d'université, cela aurait dû être dans la loi, ainsi que l'a souligné le Conseil d'Etat.

Etant donné que la nature des fonctions de commissaire du gouvernement n'a pas été modifiée, l'amendement de M. Mouton ne se justifie pas.

Je lui signale d'ailleurs qu'il aurait pour conséquence de doubler la pension au titre de commissaire du gouvernement lorsque cette fonction est exercée pendant une période inférieure à vingt-deux ans et demi.

Je demande donc le rejet de cet amendement.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van sommige wetten betreffende het universitair onderwijs

Afdeling I. — Wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat

Art. 18. Artikel 4, § 1, tweede lid, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1971 en 27 juli 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd het bepaalde in § 1, eerste lid, § 2 en § 3, richt de raad van beheer van de universiteiten en van de universitaire centra de faculteiten, de scholen, de instituten, de interfacultaire centra, de leerstoelen, de departementen, de interdepartementale eenheden en alle andere organen op, die hij noodzakelijk acht voor de organisatie van het onderwijs en het onderzoek en voor het verlenen van de graden of diploma's.

Hij bepaalt de benaming, de samenstelling, de werking en de bevoegdheden ervan.

Hij stelt tevens vast tot welke van de voornoemde organen de opdrachten van onderwijs en onderzoek en het daaraan verbonden wetenschappelijk en administratief beheer behoren. »

CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant certaines lois concernant l'enseignement universitaire

Section I. — Modification de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat

Art. 18. L'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par les lois des 24 mars 1971 et 27 juillet 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des dispositions du § 1^{er}, alinéa 1^{er} et des §§ 2 et 3, le conseil d'administration des universités et des centres universitaires crée les facultés, les écoles, les instituts, les centres interfacultaires, les chaires, les départements, les unités interdépartementales et tous autres organes qu'il juge nécessaires à l'organisation de l'enseignement et de la recherche, ainsi qu'à la collation des grades ou des diplômes.

Il en détermine la dénomination, la composition, le fonctionnement et les compétences.

Il désigne également parmi les organes précités ceux auxquels sont dévolues les charges d'enseignement et de recherche ainsi que les activités de gestion scientifique et administrative y afférentes. »

De heer Seeuws c.s. stelt volgend amendement voor :

« Dit artikel te doen vervallen. »

« Supprimer cet article. »

A ce même article 18, un amendement présenté par M. Humblet est ainsi rédigé :

« Au § 1^{er}, deuxième alinéa, de l'article 4 proposé par cet article, remplacer les mots « à l'organisation de l'enseignement et de la recherche » par les mots « à la recherche dans les matières de compétence nationale. »

« In § 1, tweede lid, van artikel 4, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « voor de organisatie van het onderwijs en het onderzoek » te vervangen door de woorden « voor het onderzoek in de aangelegenheden die tot de nationale bevoegdheid behoren. »

De heer Humblet was ongeveer door dezelfde geest geïnspireerd als u, mijnheer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, ik stel voor artikel 18 te doen vervallen. Dat is dus niet helemaal dezelfde strekking als de heer Humblet.

De Voorzitter. — Uiteraard. Voor mij was dat daarin begrepen.

In elk geval spreken wij ons pas morgen hierover uit.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 19 luidt :

Art. 19. In de Nederlandse tekst van artikel 8, 3^o, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 maart 1971 wordt het woord « volledige » vervangen door het woord « voltijdse ».

Art. 19. Dans le texte néerlandais de l'article 8, 3^o, de la même loi, modifié par la loi du 24 mars 1971, le mot « volledige » est remplacé par le mot « voltijdse ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 20. Artikel 17, 1^o, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 april 1965, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o Hij brengt advies uit over alle vraagstukken die betrekking hebben op de universiteit of het universitair centrum en het hoger onderwijs alsmede over de oprichting door de raad van beheer van de organen bedoeld bij artikel 4, § 1, tweede lid; »

Art. 20. L'article 17, 1^o, de la même loi, modifié par la loi du 9 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o Donne son avis sur tous les problèmes concernant l'université ou le centre universitaire et l'enseignement supérieur ainsi que sur la création par le conseil d'administration des organes visés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2; »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 21. Artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1960, 21 maart 1964, 9 april 1965, 24 maart 1971 en 27 juli 1971, wordt gewijzigd als volgt :

1^o In § 1, 1^o en 2^o, worden de woorden « de betrokken faculteiten, scholen, instituten of interfacultaire centra gehoord » vervangen door de woorden « op advies van de door de raad van beheer bevoegd verklaarde organen »;

2^o In § 1, 7^o, worden de woorden « de bevoegde faculteiten, scholen, instituten of interfacultaire centra » vervangen door de woorden « de door hem bevoegd verklaarde organen »;

3^o In § 2, eerste lid, worden de woorden « de bevoegde faculteiten, scholen, instituten of interfacultaire centra » vervangen door de woorden « de door hem bevoegd verklaarde organen ».

Art. 21. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 18 de la même loi, modifié par les lois des 1^{er} août 1960, 21 mars 1964, 9 avril 1965, 24 mars 1971 et 27 juillet 1971 :

1^o Au § 1^{er}, 1^o et 2^o, les mots « les facultés, écoles, instituts ou centres interfacultaires intéressés entendus » sont remplacés par les mots « sur avis des organes déclarés compétents par le conseil d'administration »;

2^o Au § 1^{er}, 7^o, les mots « les facultés, écoles, instituts ou centres interfacultaires compétents » sont remplacés par les mots « les organes qu'il a déclarés compétents »;

3^o Au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « les facultés, écoles, instituts ou centres interfacultaires compétents » sont remplacés par les mots « les organes qu'il a déclarés compétents ».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 22 luidt :

Art. 22. Artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 21. § 1. Tot het onderwijzend personeel behoren de gewone hoogleraren, de buitengewone leraren, de hoogleraren, de geassocieerde hoogleraren, de docenten en de geassocieerde docenten.

§ 2. Voor elk lid van het onderwijzend personeel bepaalt de raad van beheer de opdracht, het voltijds of deeltijds karakter ervan en wijst tevens de organen aan waaraan die opdracht verbonden is. Hij deelt deze beslissing mede aan de minister die bevoegd is voor het universitair onderwijs.

§ 3. Een voltijdse opdracht omvat onderwijs- en onderzoeksactiviteiten. Zij kan eveneens activiteiten van dienstverleging aan de gemeenschap omvatten. De onderwijsactiviteit kan cursussen, praktische werkzaamheden, oefeningen, de leiding van de werkzaamheden bij het einde van de studie, alsook de deelname aan de examens, aan de examencommissie en aan de beraadslagingen omvatten.

§ 4. Het deeltijds karakter van een opdracht wordt bepaald door de raad van beheer, hetzij ter gelegenheid van een ambtsvacature, hetzij wanneer een lid van het onderwijzend personeel met een voltijdse opdracht, om een deeltijdse opdracht verzoekt.

Deeltijds wordt ambtshalve de opdracht van de leden van het onderwijzend personeel die een andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt.

In geval van een deeltijdse opdracht die zich niet uitsluitend tot onderwijsactiviteiten beperkt, bepaalt de raad van beheer het procentueel aandeel ten aanzien van de voltijdse opdracht.

Elke halve dag per week die besteed wordt ten dienste van de instelling komt overeen met 10 pct. van een voltijdse opdracht. De betrokkenen verkrijgen hetzelfde procentueel aandeel van de wedde die zij als voltijdse leden van het onderwijzend personeel zouden genieten overeenkomstig de artikelen 36, 38 en 39bis.

Deeltijdse opdrachten die uitsluitend onderwijsactiviteiten omvatten worden bezoldigd overeenkomstig de artikelen 37, 39 en 39ter.

§ 5. Gewoon hoogleraar kan slechts zijn, het lid van het onderwijzend personeel dat een voltijdse opdracht uitoefent.

Buitengewoon hoogleraar kan slechts zijn, het lid van het onderwijzend personeel dat een deeltijdse opdracht uitoefent in een functie van hetzelfde niveau als die van gewoon hoogleraar.

De geassocieerde hoogleraren en de geassocieerde docenten staan de gewone hoogleraren terzijde in hun opdracht. Op voorstel van de betrokken gewone hoogleraren bepaalt de raad van beheer hun bevoegdheid. Binnen de perken van die bevoegdheid genieten de geassocieerde hoogleraren en de geassocieerde docenten dezelfde vrijheid van mening op wetenschappelijk gebied als de andere leden van het onderwijzend personeel. Hun ambt mag niet gecumuleerd worden met dat van docent. Voor de geassocieerde hoogleraren en de geassocieerde docenten van het Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen geldt dit verbod eveneens voor het ambt van docent bij de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen en bij de Universitaire Instelling Antwerpen.

§ 6. Als andere bezoldigde activiteiten die een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen worden beschouwd alle bezoldigde activiteiten waarvan de omvang twee halve dagen per week overschrijdt.

De Koning stelt bovendien bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, een lijst vast van activiteiten die ambtshalve worden geacht aan dit criterium te beantwoorden. Dit besluit kan slechts gewijzigd worden na raadpleging van de rectoren van de universitaire instellingen, vermeld bij artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle op de universitaire instellingen.

§ 7. De raad van beheer dient zich niet te beperken tot deze in het koninklijk besluit opgenomen lijst. De eventuele aanvulling moet gemotiveerd zijn en vervolgens medegedeeld worden door de regeringscommissaris aan de Minister die bevoegd is voor het universitaire onderwijs.

De raad van beheer kan bovendien op individuele aanvraag afwijkingen toestaan. De beslissing alsmede de aanvraag waarop zij betrekking heeft, moeten ter inzage liggen van ieder lid van het onderwijzend personeel.

De toegestane afwijkingen moeten gemotiveerd zijn en vervolgens medegedeeld worden door de regeringscommissaris aan de Minister die bevoegd is voor het universitaire onderwijs.

§ 8. De rector publiceert ten minste om de vijf jaar, een verslag van de onderwijs-, onderzoeks- en dienstverlenende activiteiten van elk lid van het onderwijzend personeel. »

Art. 22. L'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. § 1^{er}. Le personnel enseignant comprend les professeurs ordinaires, les professeurs extraordinaires, les professeurs, les professeurs associés, les chargés de cours et les chargés de cours associés.

§ 2. Le conseil d'administration fixe la charge de chaque membre du personnel enseignant, lui attribue le caractère à temps plein ou à temps partiel et désigne les organes dont elle relève. Il communique cette décision au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

§ 3. Une charge à temps plein comprend des activités d'enseignement et de recherche. Elle peut également comprendre des activités de service à la communauté. L'activité d'enseignement peut comprendre des cours, des travaux pratiques, des exercices, la direction de travaux de fin d'études, ainsi que la participation aux examens, aux jurys d'examens et aux délibérations.

§ 4. Le caractère à temps partiel d'une charge est déterminé par le conseil d'administration, soit à l'occasion d'une vacance de charge, soit lorsqu'un membre du personnel enseignant titulaire d'une charge à temps plein demande une charge à temps partiel.

Est réputée d'office à temps partiel la charge des membres du personnel enseignant qui exercent une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps.

Dans le cas d'une charge à temps partiel ne se limitant pas exclusivement à des activités d'enseignement, le conseil d'administration fixe le pourcentage que cette charge représente par rapport à la charge à temps plein.

Chaque demi-journée hebdomadaire consacrée au service de l'institution correspond à 10 p.c. d'une charge à temps plein. Les intéressés reçoivent le même pourcentage du traitement dont ils bénéficieraient en tant que membres du personnel enseignant à temps plein, conformément aux articles 36, 38 et 39bis.

Les charges à temps partiel qui comprennent exclusivement des activités d'enseignement sont rétribuées conformément aux articles 37, 39 et 39ter

§ 5. Ne peut être professeur ordinaire que le membre du personnel enseignant qui exerce une charge à temps plein.

Ne peut être professeur extraordinaire que le membre du personnel enseignant qui exerce une charge à temps partiel dans une fonction de même niveau que celle de professeur ordinaire.

Les professeurs associés et les chargés de cours associés assistent les professeurs ordinaires dans leurs tâches. Sur proposition des professeurs ordinaires concernés, le conseil d'administration fixe leurs attributions. Dans les limites de celles-ci, les professeurs associés et les chargés de cours associés jouissent de la liberté scientifique au même titre que les autres membres du personnel enseignant. Ils ne peuvent cumuler leur

fonction avec celle de chargé de cours. Pour les professeurs associés et les chargés de cours associés du *Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen*, cette interdiction vaut également pour l'exercice de la fonction de chargé de cours aux *Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen* et à l'*Universitaire Instelling Antwerpen*.

§ 6. Sont considérées comme autres activités rétribuées absorbant une grande partie du temps, toutes les activités rétribuées dont l'importance dépasse deux demi-journées par semaine.

Le Roi établit en outre par arrêté délibéré en Conseil des ministres, une liste d'activités qui sont d'office considérées comme répondant à ce critère. Cet arrêté ne peut être modifié qu'après consultation des recteurs des institutions universitaires mentionnées à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

§ 7. Le conseil d'administration n'est pas tenu de se limiter à la liste figurant dans l'arrêté royal. Le complément éventuel doit être motivé et ensuite communiqué par le commissaire du gouvernement au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

Le conseil d'administration peut, en outre, accorder des dérogations sur requête individuelle. La décision ainsi que la requête à laquelle elle se rapporte doivent pouvoir être consultées par chaque membre du personnel enseignant.

Les dérogations octroyées doivent être motivées et ensuite communiquées par le commissaire du gouvernement au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

§ 8. Le recteur publie au moins tous les cinq ans un rapport sur les activités d'enseignement, de recherche et de service de chaque membre du personnel enseignant. »

Mevrouw De Pauw c.s. stelt volgende amendementen voor :

« A. In § 1 van artikel 21 zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « de geassocieerde hoogleraren » en « en de geassocieerde docenten » te doen vervallen.

B. In hetzelfde artikel 21 een § 1bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« § 1bis. De voorheen als dusdanig benoemde geassocieerde hoogleraren en de geassocieerde docenten worden respectievelijk hoogleraren en docenten. »

C. Het derde lid van § 5 van hetzelfde artikel 21 te doen vervallen. »

Subsidiair :

« In dezelfde § 5 van hetzelfde artikel 21, de woorden « Hun ambt mag niet gecumuleerd worden... Universitaire Instelling Antwerpen » te doen vervallen.

D. Aan hetzelfde artikel 21 een § 5bis (nieuw) toe te voegen, luidende :

« § 5bis. Leden van het onderwijzend personeel die tijdelijk een andere bezoldigde activiteit uitoefenen kunnen, bij beslissing van de raad van beheer voor de duur van die opdracht onbezoldigd verlof bekomen met behoud van geldelijke anciënniteit. De Koning regelt de berekening van hun administratieve anciënniteit en bepaalt in welke mate een wederaanpassingsvergoeding mag gecumuleerd worden met de wedde bij wederopneming. Overigens herkrijgt de betrokkene al zijn rechten bij zijn wederopneming. »

E. Paragraaf 6 van hetzelfde artikel 21 te vervangen als volgt :

« § 6. Worden beschouwd als andere bezoldigde activiteiten welke een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen, alle bezoldigde activiteiten waarvan de omvang twee halve dagen per week overschrijdt

Worden ambtshalve gelijkgesteld met de onder § 6 bedoelde activiteiten :

— De functie van de minister, parlamentslid, bestendig afgevaardigde, voorzitter of schepen van een agglomeratie, burgemeester, schepen of voorzitter van een OCMW van een gemeente met meer dan 20 000 inwoners;

— Een functie in een ministerieel kabinet;

— Het houden van een privé-kabinet voor geneeskundige, tandheelkundige verzorging of van dieren geneeskundige zorgen;

— Het houden van een notarisstudie, van een farmaceutische officina, van een handelszaak;

— Het houden van een advocatenkabinet;

— Een onderwijsopdracht in een andere universitaire instelling, of een instelling van hoger onderwijs buiten de universiteit die twee uren per week aan theoretische en praktische cursussen overschrijdt.»

F. Het tweede lid van § 7 van hetzelfde artikel 21 te doen vervallen.

G. In § 8 van hetzelfde artikel 21 tussen het woord « publiceert » en de woorden « ten minste » in te voegen de woorden « volgens de modaliteiten bepaald door de Koning en ».

« A. Au § 1^{er} de l'article 21 proposé par cet article, supprimer les mots « les professeurs associés » et « et les chargés de cours associés ».

B. Au même article 21, insérer un § 1^{er}bis (nouveau), rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Les professeurs et chargés de cours associés nommés précédemment en cette qualité deviennent respectivement professeurs et chargés de cours. »

C. Supprimer le troisième alinéa du § 5 du même article 21. »

Subsidiairement :

« Au même § 5 du même article 21, supprimer les mots « Ils ne peuvent cumuler... Universitaire Instelling Antwerpen. »

D. Insérer au même article 21 un § 5bis nouveau libellé comme suit :

« § 5bis. Les membres du personnel enseignant qui exercent temporairement une autre activité rétribuée peuvent par décision du conseil d'administration, obtenir pour la durée de cette charge un congé sans solde avec maintien de leur ancienneté pécuniaire. Le Roi arrête les modalités de calcul de leur ancienneté administrative et fixe la mesure dans laquelle une indemnité de réadaptation peut être cumulée avec le traitement lors de leur réengagement. De plus, les intéressés recourent tous leurs droits au moment où ils sont réengagés. »

E. Remplacer le § 6 du même article 21 par ce qui suit :

« § 6. Sont considérées comme autres activités rétribuées absorbant une grande partie du temps, toutes les activités rétribuées dont l'importance dépasse deux demi-journées par semaine.

Sont assimilées d'office aux activités visées au § 6 :

— Les fonctions de ministre, de parlementaire, de député permanent, de président ou d'échevin d'une agglomération, de bourgmestre, d'échevin ou de président d'un CPAS d'une commune de plus de 20 000 habitants;

— Une fonction dans un cabinet ministériel;

— La tenue d'un cabinet privé de soins médicaux et dentaires ou de soins vétérinaires;

— La tenue d'une étude de notaire, d'une officine pharmaceutique, d'une entreprise d'une personne;

— La tenue d'un cabinet d'avocat;

— Une charge d'enseignement dans une autre institution universitaire ou dans une institution d'enseignement supérieur non universitaire qui dépasse deux heures de cours théoriques et pratiques par semaine. »

F. Supprimer le deuxième alinéa du § 7 du même article 21.

G. Au § 8 du même article 21, insérer entre les mots « cinq ans » et les mots « un rapport », les mots « suivant les modalités fixées par le Roi ».

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, een eerste amendement, dat op verschillende plaatsen terugkomt is het laten wegvallen van de termen « de geassocieerde hoogleraren » en « en de geassocieerde docenten », omdat die termen geen zin meer hebben aangezien men nu andere categorieën heeft van hoogleraren. Nu zijn er de deeltijdse hoogleraren, die dan ook buitengewone hoogleraren kunnen zijn, en de voltijdse hoogleraren, die dan hoogleraren zijn.

Het is dus niet meer een vereiste een minimumopdracht van vijf uren te hebben om te worden benoemd tot hoogleraar of tot docent. Nu is er een andere indeling. Men is ofwel voltijds, ofwel deeltijds en buitengewoon hoogleraar. Dus heeft het woord « geassocieerd » geen zin meer.

Dat woord wordt herhaald op verschillende plaatsen, onder andere in het derde lid van paragraaf 5, waar over cumulatie wordt gesproken, en verbod van cumulatie in bepaalde gevallen wordt geregeld.

Indien ons amendement inzake het gewoon schrappen van het derde lid van paragraaf 5 niet wordt aangenomen, zouden wij toch vragen het

laatste deel van paragraaf 5 te doen vervallen, namelijk vanaf « hun ambt », omdat daar iets onlogisch is inzake de UIA en de andere Antwerpse centra.

Waarom is er cumulatieverbod? Er zal immers slechts cumulatie zijn in het belang van de instelling, en dat vergt geen bijkomende kosten.

Dat verbod van cumulatie heeft eigenlijk geen zin voor die instellingen.

Voorts bestaat er ook een zekere discriminatie ten aanzien van het Ruca, aangezien deze bepalingen maar in een richting gaan. In de laatste zin staat « Voor de geassocieerde hoogleraren en de geassocieerde docenten van het Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen geldt dit verbod eveneens voor het ambt van docent bij de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen en bij de Universitaire Instelling Antwerpen. » Dat is maar één richting.

Dit schept ook een discriminatie tussen de Antwerpse universiteiten onderling, wat wij niet kunnen aanvaarden. Daarom stellen wij dan ook voor het derde lid volledig te doen vervallen ofwel de woorden « Hun ambt mag niet gecumuleerd worden ... Universitaire Instelling Antwerpen » te doen vervallen.

In amendement D stellen wij voor aan hetzelfde artikel 21 een paragraaf 5bis toe te voegen. Ik heb mijn bekommernis dienaangaande reeds in de commissie tot uiting gebracht. Als men een bezoldigde activiteit uitoefent welke een groot gedeelte van zijn tijd in beslag neemt — u heeft zelf het voorbeeld gegeven van een minister maar het zou ook kunnen gaan om een kabinetschef of een -adviseur —, zou men de mogelijkheid moeten hebben om tijdens de duur van een tijdelijke voltijdse opdracht, verlof zonder wedde te nemen mits behoud van alle rechten bij wederopneming. Ik vraag mij af waarom men, wanneer zijn opdracht ambtshalve als deeltijds wordt beschouwd, niet volledig verlof zou kunnen nemen tijdens de duur van een bijkomende tijdelijke opdracht.

In amendement E wensen wij opnieuw de lijst in te voegen van de activiteiten die ambtshalve worden gelijkgesteld met bezoldigde activiteiten, welke een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen, ten einde te vermijden dat discriminatie zou ontstaan tussen verschillende universiteiten en tussen professoren van een zelfde universiteit onderling. Het feit dat afwijkingen kunnen worden toegestaan opent bovendien de poort voor nog grotere discriminatie. Daarom stellen wij in amendement F voor, het tweede lid van paragraaf 7 te doen vervallen.

Ons amendement G wensen wij in te trekken.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, verlof zonder wedde komt zelden voor aan de rijksuniversiteiten maar het kan door de minister worden toegestaan. De vrije universiteiten zijn zelf bevoegd om daarover te beslissen. De regering acht het niet wenselijk dat dit in de wet wordt ingeschreven.

Wat die lijst betreft, moet ik erop wijzen dat de richtsnoer is dat de wettelijke beschikking voor iedereen geldt. Ik wil nogmaals onderstrepen dat geen afwijkingen op die lijst mogelijk zijn.

M. le Président. — MM. Humblet et Degroeve présentent l'amendement que voici :

« Compléter le § 8 de l'article 21 proposé par cet article, par ce qui suit :

« Le contenu et les modalités de cette publication sont fixés par le Roi après consultation du Vlaamse Interuniversitaire Raad et du Conseil Interuniversitaire francophone. »

« Paragraaf 8 van artikel 21, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen als volgt :

« De Koning bepaalt de inhoud en de vorm van deze publikatie na raadpleging van de Vlaamse Interuniversitaire Raad en de Conseil interuniversitaire francophone. »

Je présume que M. Humblet comptait se référer à la justification écrite de son amendement.

Mevrouw Nelly Maes stelt volgend amendement voor :

« In artikel 21, zoals voorgesteld door dit artikel, het tweede lid van § 7 te doen vervallen. »

« A l'article 21 proposé par cet article, supprimer le deuxième alinéa du § 7. »

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 23 luidt:

Art. 23. In artikel 22, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964 en het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982, worden de woorden « de faculteit waar het vak waarop de cursus betrekking heeft, normaal onderwezen wordt » vervangen door de woorden « het orgaan waartoe de opdracht behoort ».

Art. 23. A l'article 22, alinéa 4, de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964 et par l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982, les mots « la faculté dont relève normalement l'enseignement des matières que le cours concerne » sont remplacées par « l'organe dont relève la charge ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 24. Artikel 23 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964 en 9 april 1965, wordt gewijzigd als volgt:

1° Het eerste en het tweede lid worden door de volgende bepalingen vervangen:

« Vóór elke benoeming tot gewoon hoogleraar en tot buitengewoon hoogleraar brengt het orgaan of de organen, aangewezen door de raad van beheer, een met redenen omkleed advies uit.

De raad van beheer bepaalt de lijst van de opdrachten waarvoor het advies van verschillende organen vereist is. Hij wijst die organen aan en bepaalt de volgorde waarin zij geraadpleegd worden. »

2° Het vierde lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Deze raadpleging is verplicht wanneer de raad zich niet aansluit bij het advies van één of meer organen die hij aangewezen heeft. »

Art. 24. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 23 de la même loi, modifié par les lois des 6 juillet 1964 et 9 avril 1965:

1° Les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Préalablement à toute nomination de professeur ordinaire et de professeur extraordinaire, le ou les organes désignés par le conseil d'administration émettent un avis motivé.

Le conseil d'administration établit la liste des charges pour lesquelles l'avis de plusieurs organes est requis. Il désigne ces organes et fixe l'ordre dans lequel ils sont consultés. »

2° L'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante:

« Cette consultation est obligatoire lorsque le conseil d'administration ne se rallie pas à l'avis d'un ou de plusieurs des organes qu'il aura désignés. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 25. In artikel 23bis in dezelfde wet ingevoegd door de wet van 6 juli 1964, wordt het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende bepalingen:

« Vóór elke benoeming tot docent brengen het of de organen aangewezen door de raad van beheer een met redenen omkleed advies uit.

De raad van beheer bepaalt de lijst van de opdrachten waarvoor het advies van verschillende organen vereist is. Hij wijst die organen aan en bepaalt de volgorde waarin zij geraadpleegd worden. »

Art. 25. A l'article 23bis inséré dans la même loi du 6 juillet 1964, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Préalablement à toute nomination de chargé de cours, le ou les organes désignés par le conseil d'administration émettent un avis motivé.

Le conseil d'administration établit la liste des charges pour lesquelles l'avis de plusieurs organes est requis. Il désigne ces organes et fixe l'ordre dans lequel ils sont consultés. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 26 luidt:

Art. 26. Artikel 24bis van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964 en 9 april 1965, wordt gewijzigd als volgt:

1° Het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Vóór elke benoeming tot geassocieerd docent wordt door de betrokken gewoon hoogleraar en door het of de organen aangewezen door de raad van beheer een met redenen omkleed advies uitgebracht. »

2° In het tweede lid worden de woorden « de faculteit, de school, het instituut of het interfacultair centrum » vervangen door de woorden « het orgaan aangewezen door de raad van beheer ».

3° In het derde lid worden de woorden « de faculteit, van de school, van het instituut of van het interfacultair centrum » vervangen door de woorden « het orgaan aangewezen door de raad van beheer » en wordt het woord « leerstoeltitularis(sen) » vervangen door de woorden « betrokken gewo(n)e hooglera(a)r(en) ».

Art. 26. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 24bis de la même loi, modifié par les lois des 6 juillet 1964 et 9 avril 1965:

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante:

« Préalablement à toute nomination de chargé de cours associé, le professeur ordinaire concerné et le ou les organes désignés par le conseil d'administration émettent un avis motivé. »

2° A l'alinéa 2, les mots « la faculté, l'école, l'institut ou le centre interfacultaire » sont remplacés par les mots « l'organe désigné par le conseil d'administration ». »

3° A l'alinéa 3, les mots « de la faculté, de l'école, de l'institut ou du centre interfacultaire » sont remplacés par les mots « de l'organe désigné par le conseil d'administration et les mots « titulaire(s) de chaire » sont remplacés par les mots « professeur(s) ordinaire(s) concerné(s) ».

Mevrouw De Pauw c.s. stelt volgend amendement voor:

« In het 1° van dit artikel het woord « geassocieerd » te doen vervallen. »

« Dans le texte proposé au 1° de cet article, supprimer le mot « associé. »

Ik veronderstel, mevrouw, dat dit amendement gewoon een gevolg is van uw amendement bij vorige artikelen.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Inderdaad, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Zo had ik het ook begrepen.

Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs — Mijnheer de Voorzitter, wij behouden al deze titels als mogelijkheid, maar het is aan de universiteiten zelf om uit te maken of daarvan nog gebruik zal worden gemaakt. Wij kunnen wel de redenering volgen dat het weinig zal voorkomen. Wij willen het woord niet schrappen, wij laten de universiteiten daarin vrij.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 27 luidt:

Art. 27. Artikel 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 272 van 31 december 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 25. Tot hoogleraar kan op voorstel van de raad van beheer worden benoemd de persoon die sedert ten minste acht jaar lid is van het onderwijzend personeel van een of meer universitaire instellingen bedoeld in artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Er wordt rekening gehouden met de wetenschappelijke waarde en activiteit van de kandidaat, de kwaliteit van zijn deelneming aan het onderwijs en zijn anciënniteit.

Tot hoogleraar kan eveneens benoemd worden, de hoogleraar benoemd aan een andere universitaire instelling. »

Art. 27. L'article 25 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 272 du 31 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 25. Peut être nommée professeur, sur proposition du conseil d'administration, la personne qui, depuis au moins huit ans, est membre du personnel enseignant dans une ou plusieurs institutions universitaires mentionnées à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Il est tenu compte de la valeur et de l'activité scientifiques du candidat, de la qualité de sa participation à l'enseignement et de son ancienneté.

Peut être également nommé professeur, le professeur nommé dans une autre institution universitaire. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 28. Artikel 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964 en het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 26. Tot geassocieerd hoogleraar kan worden benoemd, op voordracht van de raad van beheer, het of de door hem aangeduide organen gehoord, de geassocieerde docent die zijn ambt gedurende ten minste acht jaar voltijds heeft uitgeoefend.

Er wordt rekening gehouden met de wetenschappelijke waarde en activiteit van de kandidaat, de kwaliteit van zijn deelneming aan het onderwijs en zijn anciënniteit.

Indien de raad van beheer zich niet aansluit bij het advies van het of de bovenstaande organen is de raadpleging zoals voorzien bij artikel 23, vierde lid, verplicht. »

Art. 28. L'article 26 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964 et par l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 26. Peut être nommé professeur associé, sur proposition du conseil d'administration, le ou les organes désignés par lui entendus, le chargé de cours associé qui a exercé à temps plein sa fonction pendant huit ans au moins.

Il est tenu compte de la valeur et de l'activité scientifiques du candidat, de la qualité de sa participation à l'enseignement et de son ancienneté.

Si le conseil d'administration ne se rallie pas à l'avis du ou des organes précités, la consultation prévue à l'article 23, alinéa 4, est obligatoire. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 29. Artikel 29 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964 en 9 april 1965, wordt opgeheven.

Art. 29. L'article 29 de la même loi, modifié par les lois des 6 juillet 1964 et 9 avril 1965, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 30 luidt:

Art. 30. Artikel 31, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 1. De benoemingsbesluiten bedoeld bij artikel 22 vermelden de academische graad van de betrokkene, de graad die hij overeenkomstig artikel 21, § 1, bekleedt, alsmede de organen waartoe hij zal behoren.

Voor de geassocieerde docenten en de geassocieerde hoogleraren worden eveneens de gewone hoogleraren aan wie ze toegevoegd zijn, vermeld.

Aan elk lid van het onderwijzend personeel wordt de beslissing van de raad van beheer betekend waarin zijn opdracht, het voltijds of deeltijds karakter en in geval van deeltijdse opdracht het procentueel aandeel ten aanzien van de voltijdse opdracht worden vastgesteld.

Die beslissing vermeldt op welke datum de uitoefening van de opdracht ingaat.

Alle latere wijzigingen door de raad van beheer worden op dezelfde wijze aan de betrokkenen medegedeeld.

In geval van een openstaande opdracht wordt de inhoud van de oproep tot de kandidaten bepaald door de raad van beheer.

Deze oproep omvat minstens de omschrijving van de opdracht inzake onderwijs, onderzoek en activiteiten van dienstverlening, het voltijds of deeltijds karakter ervan, in dit laatste geval het procentueel aandeel ten aanzien van de voltijdse opdracht, de organen waaraan de te benoemen persoon zal verbonden zijn en de graden vermeld in artikel 21, § 1, die hij kan bekleden. »

Art. 30. L'article 31, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. Les arrêtés de nomination visés à l'article 22 mentionnent le grade académique de l'intéressé, le grade dont il est revêtu conformément à l'article 21, § 1^{er}, ainsi que les organes dont il relèvera.

Pour les chargés de cours associés et les professeurs associés, sont également mentionnés les professeurs ordinaires auxquels ils sont adjoints.

A chaque membre du personnel enseignant est signifiée la décision du conseil d'administration fixant sa charge, le caractère à temps plein ou à temps partiel de celle-ci, et dans le cas d'une charge à temps partiel, le pourcentage par rapport à la charge à temps plein.

Cette décision mentionne la date à laquelle débute l'exercice de la charge.

Toute modification ultérieure effectuée par le conseil d'administration est communiquée de la même manière aux intéressés.

En cas de vacance de charge, le contenu de l'appel aux candidats est fixé par le conseil d'administration.

Cet appel précise au moins la description de la charge en matière d'enseignement, de recherche et d'activités de service, le caractère à temps plein ou à temps partiel de cette charge; dans ce dernier cas, le pourcentage par rapport à la charge à temps plein, les organes auxquels la personne à nommer sera rattachée et les grades visés à l'article 21, § 1^{er}, qu'elle pourra revêtir. »

Mevrouw De Pauw c.s. stelt volgend amendement voor:

« In § 1, tweede lid, van artikel 31, zoals voorgesteld door dit artikel, het woord « geassocieerde » tweemaal te doen vervallen. »

« Au deuxième alinéa du § 1^{er} de l'article 31 proposé par cet article, supprimer deux fois le mot « associé. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 31 luidt:

Art. 31. Artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 32. § 1. Elke wijziging van de opdracht van een lid van het onderwijzend personeel door de raad van beheer gebeurt op advies van het orgaan waartoe de opdracht behoort en nadat de betrokkene om instemming werd gevraagd.

§ 2. De raad van beheer neemt de beslissingen bij gewone meerderheid der aanwezige leden, tenzij het betrokken lid van het onderwijzend personeel niet heeft ingestemd met de voorgenomen wijziging. In dit geval kan de raad van beheer de wijziging slechts doorvoeren met een gemotiveerde beslissing genomen bij meerderheid van twee derde der aanwezige leden en op gemotiveerd en eensluidend advies van het orgaan waartoe de opdracht behoort, eveneens uitgebracht bij twee derde der aanwezige leden. De betrokkene wordt vooraf gehoord.

Indien minstens één vierde van de aanwezige leden van de raad van beheer op dezelfde vergadering een gemotiveerde motie aanneemt volgens welke de beslissing tot herziening van de opdracht genomen werd op ideologische of filosofische gronden, wordt de uitvoering van deze beslissing opgeschort.

Binnen vijftien dagen na de vergadering deelt de rector aan de minister die bevoegd is voor het universitair onderwijs, de omstreden beslissing mede evenals alle elementen met betrekking tot de opschorting ervan.

De minister kan binnen dertig dagen na de mededeling de beslissing vernietigen. De beslissing heeft gevolg indien de minister binnen deze termijn geen gebruik heeft gemaakt van zijn bevoegdheid.

§ 3. Een wijziging van de opdracht mag niet tot gevolg hebben dat de titels en de rechten waarvan de betrokkenen titularis zijn, worden gewijzigd, tenzij deze ermee instemmen.»

Art. 31. L'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 32. § 1^{er}. Toute modification de la charge d'un membre du personnel enseignant par le conseil d'administration se fait sur avis de l'organe dont relève la charge, et après que l'accord de l'intéressé ait été demandé.

§ 2. Le conseil d'administration prend les décisions à la majorité simple des membres présents, sauf si le membre du personnel enseignant concerné n'a pas marqué son accord sur la modification envisagée. Dans ce dernier cas, le conseil d'administration ne peut procéder à la modification que sur décision motivée prise à la majorité des deux tiers des membres présents et après avis motivé et conforme de l'organe dont relève la charge, émis également à la majorité des deux tiers des membres présents. L'intéressé doit être préalablement entendu.

Si un quart au moins des membres présents du conseil d'administration adopte au cours de la même réunion une motion motivée selon laquelle la décision de révision de la charge a été prise sur base de convictions idéologiques ou philosophiques, l'exécution de cette décision est suspendue.

Dans les quinze jours de la réunion, le recteur communique au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions, la décision controversée, de même que tous les éléments concernant la suspension de celle-ci.

Dans les trente jours de la communication, le ministre peut annuler la décision. La décision produit ses effets si le ministre n'a pas fait usage de son pouvoir pendant ce délai.

§ 3. Aucune modification de la charge ne peut avoir pour effet de modifier, sans l'assentiment des intéressés, les titres et les droits dont ils sont titulaires.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 32. Artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 33. De leden van het onderwijzend personeel mogen geen bezoldigde herhalingslessen geven. De leden van het onderwijzend personeel met een voltijdse opdracht mogen geen andere beroepsactiviteit of geen andere bezoldigde activiteit uitoefenen dan met toestemming van de raad van beheer.

Die toestemming kan worden herroepen.»

Art. 32. L'article 33 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 33. Les membres du personnel enseignant ne peuvent donner des répétitions rétribuées. Les membres du personnel enseignant à temps plein ne peuvent exercer d'autres activités professionnelles ou d'autres activités rétribuées qu'avec l'autorisation du conseil d'administration.

Cette autorisation est révocable.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 33. In artikel 34, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden «De minister van Openbaar Onderwijs» vervangen door de woorden «De raad van beheer».

Art. 33. A l'article 34, alinéa 3, de la même loi, les mots «Le ministre de l'Instruction publique» sont remplacés par les mots «Le conseil d'administration».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 34. Artikel 36 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964 en 2 augustus 1974, wordt gewijzigd als volgt:

1^o In het eerste lid worden de woorden «De docenten die geen andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt en een onderricht geven dat ten minste vijf uren cursussen en praktische oefeningen en werkzaamheden per week beslaat, overeen-

komstig het door de raad van beheer vastgestelde leerplan, alsook de geassocieerde docenten» vervangen door de woorden «De voltijdse docenten en de voltijdse geassocieerde docenten».

2^o Het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 34. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 36 de la même loi, modifié par les lois du 6 juillet 1964 et du 2 août 1974:

1^o A l'alinéa 1^{er}, les mots «Les chargés de cours qui n'exercent aucune autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps et donnent un enseignement comportant au moins cinq heures par semaine de cours, exercices et travaux pratiques conformément au programme arrêté par le conseil d'administration, ainsi que les chargés de cours associés» sont remplacés par les mots «Les chargés de cours à temps plein et les chargés de cours associés à temps plein».

2^o L'alinéa 2 est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 35. In artikel 37 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 1974, worden de woorden «De docenten voor wie het onderwijs slechts een bijbetrekking is, hetzij omdat hun onderwijs minder dan vijf uren per week omvat, hetzij omdat zij een andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt» vervangen door de woorden «De deeltijdse docenten».

Art. 35. A l'article 37 de la même loi, modifié par la loi du 2 août 1974, les mots «Les chargés de cours pour lesquels l'enseignement ne constitue qu'une charge accessoire, soit que leur enseignement comporte moins de cinq heures par semaine, soit qu'ils exercent une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps» sont remplacés par les mots «Les chargés de cours à temps partiel».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 36. Artikel 38 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964 en 2 augustus 1974, wordt gewijzigd als volgt:

1^o In het eerste lid worden de woorden «De hoogleraren die geen enkele andere bezoldigde activiteit uitoefenen die een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt, en de geassocieerde hoogleraren» vervangen door de woorden «De voltijdse hoogleraren en de voltijdse geassocieerde hoogleraren».

2^o Het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 36. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 38 de la même loi, modifié par les lois du 6 juillet 1964 et du 2 août 1974:

1^o A l'alinéa 1^{er}, les mots «Les professeurs qui n'exercent aucune autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps et les professeurs associés» sont remplacés par les mots «Les professeurs à temps plein et les professeurs associés à temps plein».

2^o L'alinéa 2 est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 37. In artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 1974, worden de woorden «De hoogleraren die een andere bezoldigde activiteit uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt» vervangen door de woorden «De deeltijdse hoogleraren».

Art. 37. A l'article 39 de la même loi, modifié par la loi du 2 août 1974, les mots «Les professeurs qui exercent une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps» sont remplacés par les mots «Les professeurs à temps partiel».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 38. In artikel 43 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 171 van 30 december 1982, worden de woorden «de raad van de betrokken faculteit» vervangen door de woorden «het door hem aangewezen orgaan».

Art. 38. A l'article 43 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 171 du 30 décembre 1982, les mots « du conseil de la faculté concernée » sont remplacés par les mots « de l'organe désigné par lui ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 39. Artikel 43bis, in dezelfde wet ingevoegd door de wet van 6 juli 1964, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 43bis. Het voltijdse lid van het onderwijzend personeel dat tengevolge van de uitoefening van een andere bezoldigde activiteit die een groot gedeelte van zijn tijd in beslag neemt, nog slechts een deeltijdse opdracht vervult, verkrijgt vanaf het ogenblik waarop hij niet langer een dergelijke activiteit uitoefent en indien hij nog geen zestig jaar oud is, opnieuw een voltijdse opdracht en geniet de overeenkomstige wedde.

De anciënniteit verkregen bij de toekenning van de deeltijdse opdracht, wordt in aanmerking genomen bij de vaststelling van de wedde. »

Art. 39. L'article 43bis, inséré dans la même loi par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 43bis. Le membre du personnel enseignant à temps plein qui, à la suite de l'exercice d'une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de son temps, n'exerce plus qu'une charge à temps partiel, est à nouveau, au moment où il cesse d'exercer une telle activité et à condition qu'il n'ait pas atteint l'âge de soixante ans, titulaire d'une charge à temps plein et bénéficie du traitement correspondant.

L'ancienneté acquise au moment de l'obtention de la charge à temps partiel est prise en considération pour fixer le traitement. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 40. In artikel 45 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 1960, wordt het woord « advies » vervangen door het woord « beslissing ».

Art. 40. A l'article 45 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 1960, le mot « avis » est remplacé par le mot « décision ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 41. In artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 14 december 1960, 6 juli 1964 en 27 juli 1971 wordt het vijfde lid vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 21, § 4, eerste en tweede lid, §§ 6, 7 en 8, is eveneens van toepassing op de geaggregeerden, repetitors of leden van het wetenschappelijk personeel.

De raad van beheer bepaalt het procentueel aandeel ten aanzien van de voltijdse opdracht. Elke halve dag per week die besteed wordt ten dienste van de instelling komt overeen met tien pct. van een voltijdse opdracht.

De betrokkenen verkrijgen hetzelfde procentueel aandeel van de wedde die zij als voltijds lid zouden genieten. »

Art. 41. A l'article 50 de la même loi, modifié par les lois des 14 décembre 1960, 6 juillet 1964 et 27 juillet 1971, l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante:

« L'article 21, § 4, premier et deuxième alinéas, §§ 6, 7 et 8, est également applicable aux agrégés, répétiteurs ou membres du personnel scientifique.

Le conseil d'administration fixe le pourcentage que leur charge représente par rapport à une charge à temps plein. Chaque demi-journée hebdomadaire consacrée au service de l'institution correspond à dix p.c. d'une charge à temps plein.

Les intéressés reçoivent le même pourcentage du traitement dont ils bénéficieraient s'ils étaient titulaires d'une charge à temps plein. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling II. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen

Art. 42. Artikel 40bis van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij de wet van 5 januari 1976 en gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982, wordt gewijzigd als volgt:

1° Paragraaf 4, opgeheven bij het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982 wordt opnieuw ingevoegd in de volgende bewoordingen:

« § 4. De bepalingen van artikel 21, §§ 6, 7 en 8 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitaire onderwijs door de Staat, zijn eveneens van toepassing op de door de Staat gesubsidieerde universitaire instellingen bedoeld bij artikel 25 van deze wet. »

2° In § 5, eerste lid, worden de woorden « voor zover het geheel van cursussen, werkzaamheden en praktische oefeningen het vereiste wettelijk minimum bereikt en het maximum van tien uren per week niet overschrijdt » geschrapt.

Section II. — Modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 42. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 40bis de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par la loi du 5 janvier 1976 et modifié par l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982:

1° Le § 4, abrogé par l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982, est rétabli dans la forme suivante:

« § 4. Les dispositions de l'article 21, §§ 6, 7 et 8 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat sont également d'application aux institutions universitaires subventionnées par l'Etat visées à l'article 25 de la présente loi. »

2° Au § 5, alinéa 1^{er}, sont supprimés les mots « pour autant que l'ensemble des cours, travaux et exercices pratiques atteigne le minimum légal requis et n'excède pas le maximum de dix heures par semaine. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling III. — Wijziging van de wet van 28 mei 1971 houdende de oprichting en de werking van het Universitair Centrum Limburg

Art. 43. Het opschrift van § 4 van de eerste afdeling van het tweede hoofdstuk van de wet van 28 mei 1971 houdende de oprichting en de werking van het Universitair Centrum Limburg wordt vervangen als volgt: « § 4. De academische organen. »

Section III. — Modification de la loi du 28 mai 1971 portant création et fonctionnement de l'Universitair Centrum Limburg

Art. 43. L'intitulé du § 4 de la première section du chapitre II de la loi du 28 mai 1971 portant création et fonctionnement de l'Universitair Centrum Limburg est remplacé par l'intitulé suivant: « § 4. Les organes académiques. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 44. Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 8. De raad van beheer richt de faculteiten, de scholen, de instituten, de interfacultaire centra, de leerstoelen, de departementen, de interdepartementale eenheden en alle andere organen op die hij noodzakelijk acht voor de organisatie van het onderwijs en het onderzoek en voor het verlenen van de graden of diploma's. Hij bepaalt de benaming, de samenstelling, de werking en de bevoegdheden ervan.

Hij stelt tevens vast tot welke van de voornoemde organen de opdrachten van onderwijs en onderzoek en het daaraan verbonden wetenschappelijk en administratief beheer behoren. »

Art. 44. L'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 8. Le conseil d'administration crée les facultés, les écoles, les instituts, les centres interfacultaires, les chaires, les départements, les unités interdépartementales et tous autres organes qu'il juge nécessaires à l'organisation de l'enseignement et de la recherche, ainsi qu'à la collation des grades ou des diplômes. Il en détermine la dénomination, la composition, le fonctionnement et les compétences.

Il désigne également parmi les organes précités ceux auxquels sont dévolues les charges d'enseignement et de recherche, ainsi que les activités de gestion scientifique et administrative y afférentes. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 45. In artikel 11, § 1, 1, van dezelfde wet worden de woorden « overeenkomstig deze wet » vervangen door de woorden « op advies van de bevoegde organen ».

Art. 45. A l'article 11, § 1^{er}, 1, de la même loi, les mots « conformément à la présente loi » sont remplacés par les mots « sur avis des organes compétents ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 46. De artikelen 4, 9, 15, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 28, 29, 31 en 33 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 46. Les articles 4, 9, 15, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 28, 29, 31 et 33 de la même loi sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling IV. — Wijziging van de wet van 7 april 1971 houdende oprichting en de werking van de Universitaire Instelling Antwerpen

Art. 47. Het opschrift van § 4 van de eerste afdeling van het tweede hoofdstuk van de wet van 7 april 1971 houdende de oprichting en de werking van de Universitaire Instelling Antwerpen wordt vervangen als volgt: « § 4. De academische organen. »

Section IV. — Modification de la loi du 7 avril 1971 portant création et fonctionnement de l'Universitaire Instelling Antwerpen

Art. 47. L'intitulé du § 4 de la première section du chapitre II de la loi du 7 avril 1971 portant création et fonctionnement de l'Universitaire Instelling Antwerpen est remplacé par l'intitulé suivant: « § 4. Les organes académiques. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 48. Artikel 9 van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 9. De raad van beheer richt de faculteiten, de scholen, de instituten, de interfacultaire centra, de leerstoelen, de departementen, de interdepartementale eenheden en alle andere organen op die hij noodzakelijk acht voor de organisatie van het onderwijs en het onderzoek en voor het verlenen van de graden of diploma's. Hij bepaalt de benaming, de samenstelling, de werking en de bevoegdheden ervan.

Hij stelt tevens vast tot welke van de voornoemde organen de opdrachten van onderwijs en onderzoek en het daaraan verbonden wetenschappelijk en administratief beheer behoren. »

Art. 48. L'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 9 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 9. Le conseil d'administration crée les facultés, les écoles, les instituts, les centres interfacultaires, les chaires, les départements, les unités interdépartementales et tous autres organes qu'il juge nécessaires à l'organisation de l'enseignement et de la recherche, ainsi qu'à la

collation des grades ou des diplômes. Il en détermine la dénomination, la composition, le fonctionnement et les compétences.

Il désigne également parmi les organes précités ceux auxquels sont dévolues les charges d'enseignement et de recherche, ainsi que les activités de gestion scientifique et administrative y afférentes. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 49. In artikel 11, § 1, I, van dezelfde wet worden de woorden « overeenkomstig deze wet » vervangen door de woorden « op advies van de bevoegde organen ».

Art. 49. A l'article 11, § 1^{er}, I, de la même loi, les mots « conformément à la présente loi » sont remplacés par les mots « sur avis des organes compétents ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 50. De artikelen 10, 15, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31 en 33 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 50. Les articles 10, 15, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31 et 33 de la même loi sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling V. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 127 van 30 december 1982 betreffende de pensioenregeling voor de leden van het onderwyzend personeel van het hoger onderwijs

Art. 51. Artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 127 van 30 december 1982 betreffende de pensioenregeling voor de leden van het onderwyzend personeel van het hoger onderwijs, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 3. De in dit besluit bedoelde personen mogen de eretitel van hun ambt voeren. Deze titel bestaat uit de benaming van het laatste uitgeoefende ambt:

1^o Gevolgd door « emeritus » wanneer die personen vijftientwintig jaar academische diensten tellen, ongeacht de leeftijd waarop ze op rust gesteld werden of wanneer zij, wegens ernstig en blijvend lichaamsgebrek, op rust gesteld werden na twintig jaar academische diensten;

2^o Voorafgegaan door « ere » in de andere gevallen. »

Section V. — Modification de l'arrêté royal n° 127 du 30 décembre 1982 relatif au régime de pension des membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur

Art. 51. L'article 3 de l'arrêté royal n° 127 du 30 décembre 1982 relatif au régime de pension des membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 3. Les personnes visées au présent arrêté peuvent porter le titre honorifique de leur fonction. Ce titre comprend la dénomination de la dernière fonction exercée:

1^o Suivie de l'adjectif « émérite » lorsque ces personnes comptent vingt-cinq années de services académiques, quel que soit l'âge auquel elles ont été admises à la retraite ou lorsqu'elles sont mises à la retraite pour cause d'infirmité grave et permanente après vingt années de services académiques;

2^o Suivie de l'adjectif « honoraire » dans les autres cas. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling VI. — Wijziging van de wet van 24 maart 1971 tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd door de wet van 9 april 1965 houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie en van de wet van 5 juli 1920 tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de staatsuniversiteiten Gent en Luik

Art. 52. Artikel 14 van de wet van 24 maart 1971 tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd door de wet van 9 april 1965 houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie en van de wet van 5 juli 1920 tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de staatsuniversiteiten Gent en Luik, wordt opgeheven.

Section VI. — Modification de la loi du 24 mars 1971 modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifiée par la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire et la loi du 5 juillet 1920 accordant la personnalité civile aux universités de l'Etat à Gand et Liège

Art. 52. L'article 14 de la loi du 24 mars 1971 modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifiée par la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire, et la loi du 5 juillet 1920 accordant la personnalité civile aux universités de l'Etat à Gand et à Liège, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling VII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 53. Het verslag bedoeld in artikel 21, § 9, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, zoals gewijzigd bij deze wet, wordt voor de eerste maal gepubliceerd vóór het begin van het academiejaar 1986-1987.

Section VII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 53. Le rapport visé au § 9 de l'article 21 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, tel qu'il est modifié par la présente loi, est publié pour la première fois avant le début de l'année académique 1986-1987.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 54. Bij ontstentenis van de organen voorzien in artikel 4, § 1, tweede lid, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, zoals gewijzigd door deze wet, blijven de organen die voorzien waren vóór de inwerkingtreding van deze wet, hun bevoegdheden uitoefenen tot uiterlijk 1 oktober 1986, op welke datum de raad van beheer alle ter zake nodige beslissingen dient te hebben genomen.

Art. 54. A défaut des organes prévus à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, tel qu'il est modifié par la présente loi, les organes compétents avant l'entrée en vigueur de la présente loi continuent à exercer leurs compétences jusqu'au 1^{er} octobre 1986 au plus tard, date à laquelle le conseil d'administration doit avoir pris toutes les décisions nécessaires en la matière.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 55. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 oktober 1985 met uitzondering van artikel 51, dat gevolg heeft met ingang van 30 september 1982.

Art. 55. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} octobre 1985, à l'exception de l'article 51 qui produit ses effets au 30 septembre 1982.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter — Artikel 56 luidt:

HOOFDSTUK V. — Wijziging van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij besluit van de Regent van 31 december 1949

Art. 56. In de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 december 1949, wordt aan artikel 36, zoals vervangen door de wet van 21 maart 1964, een vijfde en een zesde lid toegevoegd, luidende:

«De bepalingen betreffende vrijstellingen in de examenreglementen die tot bij de aanvang van het academiejaar 1984-1985 werden uitgevaardigd en die onverenigbaar zijn met het bepaalde in het vierde lid, blijven van toepassing tot de laatste dag van het academiejaar 1984-1985. De in dat academiejaar verkregen vrijstellingen blijven behouden in het academiejaar 1985-1986 mits de voornoemde bepalingen in die mogelijkheid voorzagen.

Voor het academiejaar 1985-1986 worden met het bepaalde in het vierde lid verenigbaar geacht de vrijstellingen voorzien in een examenreglement dat aangenomen wordt door alle universitaire inrichtingen bedoeld in artikel 25, a tot en met f, van de wet op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, en door twee derde van de universitaire inrichtingen bedoeld in artikel 25, g tot en met p van dezelfde wet.»

CHAPITRE V. — Modification des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949

Art. 56. Un cinquième et un sixième alinéas, rédigés comme suit, sont ajoutés à l'article 36 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, tel qu'il a été modifié par la loi du 21 mars 1964:

«Les dispositions des règlements d'examens relatives aux dispenses, qui ont été adoptées jusqu'au début de l'année académique 1984-1985 et qui sont incompatibles avec l'alinéa 4, restent d'application jusqu'au dernier jour de l'année académique 1984-1985. Les dispenses obtenues pendant cette année académique restent maintenues pendant l'année académique 1985-1986, à condition que les dispositions précitées aient prévu cette possibilité.

Pour l'année académique 1985-1986, sont déclarées compatibles avec les dispositions du quatrième alinéa, les dispenses prévues dans le règlement d'examen, si celui-ci est accepté par toutes les institutions mentionnées à l'article 25, a à f, de la loi sur le financement et le contrôle des institutions universitaires et par les deux tiers des institutions mentionnées à l'article 25, g à p, de la même loi.»

De heer Vandezande en mevrouw Nelly Maes stellen volgend amendement voor:

«In de laatste zin van dit artikel de woorden «voor het academiejaar 1985-1986» te vervangen door de woorden «vanaf het academiejaar 1985-1986.»

«Au dernier alinéa de cet article, remplacer les mots «Pour l'année académique 1985-1986» par les mots «A partir de l'année académique 1985-1986.»

Ze verwijzen naar de verantwoording bij hun amendement.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 278 van 30 maart 1984 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid

Art. 57. Artikel 4, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 278 van 30 maart 1984 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid, wordt aangevuld als volgt:

«en op de personeelsleden wier bezoldiging wordt gedekt door de jaarlijkse uitkeringen vermeld in artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen».

CHAPTIRE VI. — Modification de l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale

Art. 57. L'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale est complété comme suit:

«et aux membres du personnel dont la rémunération est couverte par les allocations annuelles visées à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 58 luidt:

HOOFDSTUK VII. — Specifiek inschrijvingsgeld opgelegd aan leerlingen en studenten van vreemde nationaliteit ingeschreven in inrichtingen voor kleuter-, lager, secundair, buitengewoon en hoger niet-universitair onderwijs, met volledig of beperkt leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat

Art. 58. Dit hoofdstuk is van toepassing op het kleuter-, lager, secundair, buitengewoon en hoger niet-universitair onderwijs, met volledig of beperkt leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat.

CHAPTIRE VII. — Droit d'inscription spécifique imposé aux élèves et étudiants de nationalité étrangère des enseignements maternel, primaire, secondaire, spécial et supérieur non universitaire, de plein exercice ou à horaire réduit, organisés ou subventionnés par l'Etat

Art. 58. Le présent chapitre s'applique aux enseignements maternel, primaire, secondaire, spécial et supérieur non universitaire, de plein exercice ou à horaire réduit, organisés ou subventionnés par l'Etat.

M. Mouton et consorts présentent les amendements que voici:

«A l'intitulé du chapitre VII, supprimer le mot «primaire.»

«In het opschrift van hoofdstuk VII, het woord «lager» te doen vervallen.»

«A l'article 58, supprimer le mot «primaire.»

«In het artikel 58 het woord «lager» te doen vervallen.»

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, mon premier amendement tend à supprimer le mot «primaire» à l'intitulé du chapitre VII. Le second tend à la suppression du même mot «primaire» dans le texte de l'article 58.

J'ai donné la motivation de ces amendements au cours de la discussion générale et je ne reviendrai donc pas sur mon argumentation.

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Monsieur le Président, je souhaite pour les raisons que j'ai invoquées à la tribune, le maintien du mot «primaire».

Je demande donc le rejet de ces amendements.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 59 luidt:

Art. 59. § 1. Een specifiek inschrijvingsgeld wordt gevraagd voor leerlingen en studenten van vreemde nationaliteit wier ouders of wettelijke voogd geen Belg zijn en niet in België verblijven.

§ 2. Van het specifiek inschrijvingsgeld zijn van rechtswege vrijgesteld de leerlingen en studenten van vreemde nationaliteit die tot een verblijf van meer dan drie maanden zijn toegelaten of gemachtigd zijn zich in België te vestigen met toepassing van de artikelen 10 en 15 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984.

Art. 59. § 1^{er}. Un droit d'inscription spécifique est exigé pour les élèves et les étudiants de nationalité étrangère dont les parents ou le tuteur légal non belges ne résident pas en Belgique.

§ 2. Sont de plein droit exemptés du droit d'inscription spécifique, les élèves et les étudiants de nationalité étrangère, admis à séjourner plus de trois mois ou autorisés à s'établir en Belgique, en application des articles 10 et 15 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par la loi du 28 juin 1984.

Mevrouw De Pauw stelt volgende amendementen voor:

«Dit artikel te doen vervallen.»

«Supprimer cet article.»

Subsidiar:

«Aan § 2 van dit artikel een lid toe te voegen, luidende:

«Van het specifiek inschrijvingsgeld zijn vrijgesteld de leerlingen en studenten onderdaan van een EEG-lid-staat die in België een beroepsopleiding volgen.

Onder beroepsopleiding wordt verstaan het onderwijs met inbegrip van het universitair onderwijs en met uitzondering van kleuter- en lager onderwijs, het algemeen onderwijs van het type II en de tweede en derde graad van het algemeen secundair onderwijs van het type I.»

Subsidiarément:

«Compléter le § 2 de cet article par un nouvel alinéa, rédigé comme suit:

«Sont exemptés du droit d'inscription spécifique les élèves et les étudiants ressortissants d'un Etat membre de la CEE qui suivent une formation professionnelle en Belgique.

Par formation professionnelle, il faut entendre l'enseignement, y compris l'enseignement universitaire et à l'exclusion de l'enseignement gardien et primaire, de l'enseignement général de type II et des deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire général de type I.»

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, wij wensen dit artikel te doen vervallen. Dit te verantwoorden is niet zo moeilijk. Het volstaat artikel 13 van het internationaal verdrag inzake economi-

sche, sociale en culturele rechten te citeren dat werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 6 juli 1983:

« 1. De Staten die partij zijn bij dit verdrag erkennen het recht van een ieder op onderwijs. Zij zijn van oordeel dat het onderwijs gericht dient te zijn op de volledige ontplooiing van de menselijke persoonlijkheid en van het besef van haar waardigheid en dat het dient bij te dragen tot de eerbied voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Zij zijn voorts van oordeel dat het onderwijs een ieder in staat dient te stellen een nuttige rol te vervullen in een vrije samenleving en het begrip, de verdraagzaamheid en de vriendschap onder alle volken en alle rasgemeenschappen, etnische en godsdienstige groeperingen, alsmede de activiteiten van de Verenigde Naties voor de handhaving van de vrede dient te bevorderen.

2. De Staten die partij zijn bij dit verdrag erkennen dat, ten einde tot een volledige verwezenlijking van dit recht te komen:

a) Het lager onderwijs voor allen verplicht en kosteloos beschikbaar dient te zijn:

b) Het middelbaar onderwijs in zijn verschillende vormen, waarbij inbegrepen het technisch onderwijs en de beroepsopleiding op middelbaar niveau, door middel van alle passende maatregelen en in het bijzonder door de geleidelijke invoering van kosteloos onderwijs, voor een ieder beschikbaar en algemeen toegankelijk dient te worden gemaakt;

c) Het hoger onderwijs door middel van alle passende maatregelen en in het bijzonder door de geleidelijke invoering van kosteloos onderwijs voor een ieder op basis van bekwaamheid gelijkelijk toegankelijk dient te worden gemaakt;

d) Het basisonderwijs zoveel mogelijk dient te worden gestimuleerd of geïntensiveerd ten behoeve van personen die geen lager onderwijs hebben genoten of dit niet hebben voltooid;

e) De ontwikkeling van een stelsel van inrichtingen voor onderwijs op alle niveaus met kracht dient te worden nagestreefd, een verantwoord stelsel van studiebeurzen in het leven dient te worden geroepen en de materiële omstandigheden van het onderwijzend personeel voortdurend dienen te worden verbeterd.»

Ik meen dat dit citaat een voldoende verantwoording is om dit artikel te doen vervallen. Indien het niet mocht gebeuren, wensen wij aan § 2 van dit artikel een lid toe te voegen waarbij precies aan de leerlingen in het beroepsonderwijs wordt gedacht. Wij vragen dat van het specifiek inschrijvingsgeld de leerlingen en studenten, onderdaan van een EEG-lid-staat, die in België een beroepsopleiding volgen, zouden zijn vrijgesteld.

Het opleggen van een schoolgeld of een bijkomend inschrijvingsgeld aan leerlingen en studenten, onderdaan van een EEG-lid-staat, die hier een beroepsopleiding volgen is, volgens het arrest-Gravier van het Hof van justitie van de Europese Gemeenschap van 13 februari 1985 strijdig met artikel 7 van het Verdrag.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, wij moeten onszelf niet voortdurend culpabiliseren. Er is geen enkel land ter wereld met dergelijk open systeem voor alle Europeanen en zelfs voor inwoners van landen van buiten de Europese Gemeenschap. Wij zijn gastvrij en kunnen de vergelijking doorstaan met om het even welk land. Indien wij de balans opmaken van wie bij ons komt, stellen wij vast dat wij enorm veel hebben gedaan.

De heer De Bondt. — Zeer goed!

M. le Président. — M. Mouton et consorts présentent les amendements que voici:

« Au § 1^{er} de cet article, insérer après les mots « de nationalité étrangère » les mots « non-ressortissants d'un état membre de la CEE. »

« In § 1 van dit artikel na de woorden « van vreemde nationaliteit » in te voegen de woorden « die geen onderdaan zijn van een lid-staat van de EEG. »

« A cet article, ajouter un § 3 rédigé comme suit:

« § 3. Sont de même exemptés de plein droit du droit d'inscription spécifique les ressortissants d'un Etat membre de la CEE qui suivent tout type d'études de formation professionnelle. »

« Dit artikel aan te vullen met een § 3, luidende:

« § 3. Van het specifiek inschrijvingsgeld zijn van rechtswege eveneens vrijgesteld de onderdanen van een lid-staat van de EEG die enige vorm van studie inzake beroepsopleiding volgen. »

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, j'ai déposé deux amendements à l'article 59. Le premier tend à insérer au paragraphe 1^{er}, après les mots « de nationalité étrangère » les mots « non-ressortissants d'un Etat membre de la CEE ».

Le paragraphe 1^{er} de l'article 59 se lirait ainsi: « § 1^{er}. Un droit d'inscription spécifique est exigé pour les élèves et les étudiants de nationalité étrangère non-ressortissants d'un état membre de la CEE... »

La justification est la suivante:

1. Il est contraire à l'article 7 du traité CEE combiné aux articles 48, 52 et 59, que des établissements qui dispensent une formation professionnelle, mais pas d'autres formes d'éducation dans un des Etats membres opèrent une discrimination sur base de la nationalité en ce qui concerne des taxes frappant des nationaux d'autres Etats membres de la Communauté qui sont là dans le seul but d'entreprendre une telle formation professionnelle.

2. Par « formation professionnelle » il faut entendre un type d'enseignement qui prépare et qui mène directement à une qualification pour une profession déterminée, un commerce ou un emploi ou encore un type d'enseignement qui fournit l'apprentissage et l'habilité nécessaire pour une telle profession, commerce ou emploi, lorsque aucune qualification organisée n'est disponible et qui, en outre, est à la fois postérieure et supérieure à celle qui est donnée dans l'enseignement général.

Cette formation ne se limite pas aux professions manuelles ou pratiques mais inclut toutes les professions, commerces et emplois; il comprend aussi bien la formation des étudiants qui n'ont pas encore commencé à travailler que ceux qui sont déjà dans un emploi.

Mon deuxième amendement à l'article 59 vise à compléter cet article par un § 3 rédigé comme suit:

« § 3. Bénéficient également d'un régime spécial d'exemption dans les limites budgétaires fixées en fonction d'une politique globale de coopération au développement, les étudiants ressortissants des pays en voie de développement. »

Je crois, monsieur le ministre, que rien ne s'oppose à ce que vous acceptiez cet amendement.

En voici la justification:

« La circulaire du 1^{er} août 1983 dont le contenu est en contradiction avec la politique de coopération au développement impose aux étudiants du tiers monde un minerval extrêmement important tout en les excluant du calcul du taux d'encadrement de l'établissement.

Il est important d'assurer le rayonnement international de l'enseignement belge dans les pays en voie de développement.

Il convient de considérer que la Belgique a pris une place enviable comme lieu de formation approprié pour les ressortissants du tiers monde. Cette politique culturelle a mené à la signature de plusieurs protocoles d'accord. » Vous en avez évoqué un tout à l'heure.

Dans cet esprit, il convient d'éviter qu'un minerval trop élevé ne constitue une barrière infranchissable pour l'inscription des étudiants boursiers en provenance des pays en voie de développement.

Il est indiqué, d'autre part, que le taux d'encadrement des établissements belges tienne compte des inscriptions effectives de ces étudiants boursiers. »

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Monsieur le Président, je ne suis pas à la septième station de mon chemin de croix, mais bien à la troisième. Je répondrai donc pour la troisième fois à M. Mouton...

M. Mouton. — Ce n'est pas la dernière!

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — ...Que je ne peux accepter ses amendements.

Je voudrais cependant préciser, pour que cela apparaisse clairement dans les *Annales parlementaires*, qu'accepter le premier amendement de M. Mouton à l'article 59 serait préjuger de l'interprétation qui sera donnée à l'arrêt Gravier, prononcé le 13 février dernier.

J'ai exposé tout à l'heure qu'il n'était pas possible de préjuger de l'interprétation, car des avis et des contacts sont pris actuellement.

M. le Président. — La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — L'arrêt Gravier ne concerne que les étudiants ressortissants des Etats membres de la CEE alors que mon amendement vise les étudiants étrangers hors CEE.

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Je vous ai déjà répondu, monsieur Mouton, en ce qui concerne la coopération. J'ai même pris en exemple l'accord bilatéral signé avec le Maroc et j'ai souligné l'importance de la politique menée en matière de coopération par le secrétaire d'Etat responsable. Notre politique de coopération avec le tiers monde est sérieuse et il n'est pas possible d'aller au-delà de ce qui se fait actuellement.

M. le Président. — Monsieur Mouton, certaines nuances m'échappent peut-être, mais vous avez déposé un troisième amendement qui me semble aller dans la même direction que les deux précédents que vous venez de justifier.

Ce troisième amendement, que vous avez déposé avec M. Péciaux, est ainsi rédigé :

« Compléter cet article par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Bénéficient également d'un régime spécial d'exemption dans les limites budgétaires fixées en fonction d'une politique globale de coopération au développement, les étudiants ressortissants des pays en voie de développement. »

« Dit artikel aan te vullen met een § 3, luidende :

« § 3. Binnen de budgettaire grenzen vastgesteld in het raam van het totale samenwerkingsbeleid, genieten ook de studenten, onderdanen van de ontwikkelingslanden, een bijzondere vrijstelling. »

Désirez-vous encore intervenir à ce propos ?

M. Mouton. — Non, monsieur le Président, ce n'est pas nécessaire.

M. le Président. — Nous pourrions donc procéder ultérieurement à un seul vote sur ces trois amendements.

M. Mouton. — Parfaitement.

M. le Président. — Il en sera donc ainsi.

Par ailleurs, M. Vercaigne présente l'amendement que voici :

« Supprimer cet article. »

« Dit artikel te doen vervallen. »

La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — J'ai développé mon argumentation au cours de mon exposé tout à l'heure.

On a mis en doute ma fidélité aux idéaux belges. Je me sens même plus que Belge, Européen. Je l'ai indiqué dans la justification écrite de mon amendement en page 2.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Nous l'avons lue. Toutefois, le gouvernement n'est pas convaincu et demande le rejet de l'amendement.

M. le Président. — Quant à M. Trussart, il présente les amendements que voici :

« A) A la troisième ligne du § 1^{er} de cet article, après les mots « ou le tuteur légal », insérer les mots « ou le conjoint ». »

B) Compléter le même article par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Sont également de plein droit exemptés du droit d'inscription spécifique, les élèves et les étudiants de nationalité étrangère provenant des pays en voie de développement reconnus par les instances internationales et qui ne tombent pas dans l'une des catégories définies aux §§ 1^{er} et 2 ci-dessus, pour autant qu'ils appartiennent à l'une des catégories suivantes :

a) Les boursiers de l'Administration générale de la coopération au développement ;

b) Les boursiers des organismes non gouvernementales subsidiées dans le cadre de l'arrêté royal du 14 septembre 1983 ;

c) Les boursiers de la Communauté économique européenne ;

d) Les boursiers des organisations internationales ;

e) Les boursiers venus en Belgique en vertu d'accords culturels ;

f) Les élèves et étudiants venus en Belgique dans le cadre d'accords spécifiques conclus entre leur pays d'origine et l'Education nationale.

C) Compléter le même article par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Sont en outre de plein droit exemptés du droit d'inscription spécifique, les élèves et les étudiants de nationalité étrangère provenant des pays en voie de développement reconnus par les instances internationales, venus en Belgique accomplir soit des études techniques et professionnelles secondaires, soit des études supérieures, dans la mesure où le montant total des droits d'inscription spécifiques non perçus, additionné des frais d'encadrement et du montant des crédits ou subventions de fonctionnement et d'équipement ne dépasse pas 15 p.c. des crédits de l'aide publique belge au développement. »

« A) In § 1 van dit artikel na de woorden « of wettelijke voorged » in te voegen de woorden « of echtgenoot ». »

B) Hetzelfde artikel aan te vullen met een § 3, luidende :

« § 3. Van het specifiek inschrijvingsgeld zijn mede van rechtswege vrijgesteld de leerlingen en studenten van vreemde nationaliteit, die afkomstig zijn uit de ontwikkelingslanden erkend door de internationale instellingen en die niet vallen onder een van de categorieën bedoeld in §§ 1 en 2 hierboven, voor zover zij behoren tot een van de volgende categorieën :

a) De beursstudenten van het Algemeen Bestuur voor ontwikkelingssamenwerking ;

b) De beursstudenten van de niet-gouvernementele organisaties, gesubsidieerd in het raam van het koninklijk besluit van 14 september 1983 ;

c) De beursstudenten van de Europese Economische Gemeenschap ;

d) De beursstudenten van de internationale organisaties ;

e) De beursstudenten die naar België gekomen zijn krachtens culturele akkoorden ;

f) De leerlingen en studenten die naar België gekomen zijn in het raam van specifieke akkoorden gesloten tussen hun land van herkomst en het ministerie.

C) Hetzelfde artikel aan te vullen met een § 4, luidende :

« § 4. Van het specifieke inschrijvingsgeld zijn bovendien van rechtswege vrijgesteld de leerlingen en studenten van vreemde nationaliteit, afkomstig uit de ontwikkelingslanden erkend door de internationale instellingen, die naar België gekomen zijn om hetzij secundaire technische en beroepsstudies, hetzij hogere studies te doen, voor zover het totaalbedrag van het niet-geïnde specifiek inschrijvingsgeld, vermeerderd met de begeleidingskosten en het bedrag van de werkings- en de uitrustingskredieten of -subsidies, niet meer beloopt dan 15 pct. van de kredieten van de Belgische openbare ontwikkelingshulp. »

M. Trussart m'a fait savoir qu'il se réfère à la justification écrite de son amendement.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

L'article 60 est ainsi rédigé :

Art. 60. § 1^{er}. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les catégories d'exemptions totale ou partielle du droit d'inscription spécifique.

§ 2. Les élèves et étudiants pour lesquels un droit d'inscription spécifique est imposé ne sont pris en considération pour le calcul de l'encadrement et du montant des crédits ou subventions de fonctionnement et d'équipement que si le droit d'inscription a été effectivement perçu.

Art. 60. § 1. De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit de categorieën van gehele of gedeeltelijke vrijstelling van het specifiek inschrijvingsgeld.

§ 2. De leerlingen en studenten waarvoor een specifiek inschrijvingsgeld is opgelegd, komen alleen in aanmerking voor de berekening van de begeleiding en van het bedrag van de werkings- en uitrustingskredieten of -toelagen wanneer het inschrijvingsgeld werkelijk is geïnd.

M. Trussart présente l'amendement que voici :

« Au § 1^{er} de cet article, entre le mot « les » et le mot « catégories », insérer le mot « autres. »

« In § 1 van dit artikel op de tweede regel tussen het woord « de » en het woord « categorieën » in te voegen het woord « andere. »

M. Trussart se réfère à la justification écrite de son amendement.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

L'article 61 est ainsi rédigé :

Art. 61. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les montants du droit d'inscription spécifique, par niveau d'études.

Art. 61. De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van het specifiek inschrijvingsgeld per studieniveau.

M. Mouton et consorts présentent l'amendement que voici :

« Faire débiter cet article par le texte suivant :

« Avant le 30 juin de l'année scolaire ou académique, le Roi fixe... »

« De aanhef van dit artikel te doen luiden als volgt :

« Vóór 30 juni van het schooljaar of het academiejaar bepaalt de Koning... »

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, je suis déjà intervenu au sujet de cet article lors de la discussion générale.

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale — Monsieur le Président, j'ai indiqué tout à l'heure qu'on ne pouvait pas retenir cette date pour des motifs d'élaboration du budget.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 62 luidt :

Art. 62. Het bedrag van het specifiek inschrijvingsgeld is invorderbaar op het ogenblik van de inschrijving.

Art. 62. Le montant du droit d'inscription spécifique est exigible au moment de l'inscription.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 63 luidt :

HOOFDSTUK VIII. — Schoolgeld of specifiek inschrijvingsgeld opgelegd aan leerlingen of studenten van vreemde nationaliteit

Art. 63. Het schoolgeld of bijkomend inschrijvingsgeld geïnd tussen 1 september 1976 en 31 december 1984, wordt in geen geval terugbetaald.

Niettemin zullen de schoolgelden of bijkomende inschrijvingsgelden gevraagd aan de leerlingen en studenten onderdaan van een EG-lid-staat, en die een beroepsopleiding gevolgd hebben worden terugbetaald op basis van rechterlijke beslissingen tengevolge van een vordering tot terugbetaling ingeleid voor de hoven en rechtbanken vóór 13 februari 1985.

CHAPITRE VIII. — Minerval ou droit d'inscription spécifique imposé aux élèves et étudiants de nationalité étrangère

Art. 63. Les minervals ou droits d'inscription complémentaires perçus entre le 1^{er} septembre 1976 et le 31 décembre 1984 ne seront en aucune façon remboursés.

Toutefois les minervals ou droits d'inscription complémentaires perçus à charge des élèves et étudiants ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne, qui ont suivi une formation professionnelle, seront remboursés sur la base des décisions de justice rendues à la suite d'une action en remboursement introduite devant les cours et tribunaux avant le 13 février 1985.

M. Vercaigne présente l'amendement que voici :

« Supprimer cet article. »

« Dit artikel te doen vervallen. »

M. Mouton et consorts, de même que M. Trussart, présentent des amendements identiques.

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, je propose la suppression de l'article 63. J'ai déjà eu l'occasion tout à l'heure de développer mon argumentation, mais je souhaiterais revenir sur le paragraphe 2 de cet article.

En effet, ce paragraphe prétend intégrer les effets de l'arrêt rendu par la Cour de justice des Communautés européennes le 13 février 1985 dans l'affaire Gravier.

Cet aménagement, monsieur le ministre, ne constitue rien d'autre qu'une tentative désespérée de régulariser l'irréparable en limitant l'effet direct de l'arrêt préjudiciel aux seules actions en remboursement introduites avant la date à laquelle l'arrêt a été rendu.

Selon la justification exposée par le gouvernement, une telle limitation des effets dans le temps des arrêts de la Cour serait autorisée en vertu de la jurisprudence même de la Cour, et vous faites référence à l'arrêt Defrenne, du 8 avril 1976.

Il y a lieu de s'étonner que le gouvernement maîtrise aussi mal les règles du droit communautaire. S'il est vrai que, dans l'arrêt Defrenne II, la Cour de justice a bien limité les effets d'un arrêt interprétatif dans le temps, c'est expressément qu'elle a décidé cette limitation, et elle a entendu le faire à titre tout à fait exceptionnel.

En l'espèce, la question portait sur le remboursement de compléments de rémunérations dus par tous les employeurs de la Communauté européenne qui n'avaient pas respecté le principe de l'égalité de traitement des rémunérations entre hommes et femmes pour la période du 1^{er} janvier 1962 au 8 avril 1976.

La Commission des Communautés européennes avait elle-même fermé les yeux sur ces pratiques et s'est abstenue d'introduire les procédures en manquement qui s'imposaient. De surcroît, les employeurs avaient été induits en erreur sur leurs obligations tant par l'attitude de la Commission que par les législations internes de certains Etats membres.

Un tel remboursement salarial, monsieur le ministre, portant sur quatorze années aurait entraîné la faillite pure et simple d'un nombre incalculable d'employeurs de bonne foi.

Le remboursement du minerval aux étudiants CEE concernés, si pénible soit-il du point de vue budgétaire, j'en conviens, n'a évidemment

aucune commune mesure avec les circonstances exceptionnelles qui ont dicté la solution de l'arrêt Defrenne.

Au surplus, il importe de faire observer qu'un arrêt plus récent auquel vous n'avez pas fait référence, l'arrêt Denkavit Italiana du 27 mars 1980, a levé toute équivoque quant à l'interprétation de l'arrêt Defrenne II.

L'arrêt Denkavit Italiana concerne en substance la portée de l'obligation pour les Etats membres qui ont perçu des taxes ou redevances nationales reconnues par la suite incompatibles avec le droit communautaire, de les restituer à la demande du contribuable. Qu'il suffit à cet égard de citer les considérants 16 et 17 de l'arrêt, qui ne souffrent aucune équivoque.

Considérant 16: «L'interprétation que, dans l'exercice de la compétence que lui confère l'article 177, la Cour de justice donne d'une règle du droit communautaire, éclaire et précise, lorsque besoin en est, la signification et la portée de cette règle, telle qu'elle doit ou aurait dû être comprise et appliquée depuis le moment de sa mise en vigueur.

Il en résulte que la règle ainsi interprétée peut et doit être appliquée par le juge même à des rapports juridiques nés et constitués avant l'arrêt statuant sur la demande d'interprétation, si par ailleurs les conditions permettant de porter devant les juridictions compétentes un litige relatif à l'application de ladite règle se trouvent réunies.»

Enfin, le considérant 17: Ce n'est qu'à titre exceptionnel que la Cour de justice, ainsi qu'elle l'a reconnu dans son arrêt du 8 avril 1976, affaire 43/75, Defrenne/Sabena, Rec. 1976, p. 455, pourrait par application d'un principe général de sécurité juridique inhérent à l'ordre juridique communautaire, en tenant compte des troubles graves que son arrêt pourrait entraîner pour le passé dans les relations juridiques établies de bonne foi, être amenée à limiter la possibilité pour tout intéressé d'invoquer la disposition ainsi interprétée en vue de remettre en cause ces relations juridiques.

Pareille limitation ne saurait toutefois être admise que dans l'arrêt même — et ceci est important, monsieur le ministre — qui statue sur l'interprétation sollicitée. L'exigence fondamentale d'une application uniforme et générale du droit communautaire implique qu'il appartient à la seule Cour de justice de décider des limitations intratemporelles à apporter à l'interprétation qu'elle donne.»

Je conclus, monsieur le Président.

Une limitation des effets de l'arrêt Gravier dans le temps ne peut être admise que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. En toute hypothèse, il appartient à la Cour, et à elle seule, monsieur le ministre, de décider de ces limitations, ce qu'en l'espèce elle n'a pas fait. Pareille limitation échappe donc au pouvoir législatif. Au cas où elle serait adoptée, elle serait impuissante à empêcher le pouvoir judiciaire de reconnaître la primauté du droit communautaire sur le droit belge.

M. De Bondt. — C'est la troisième fois que j'entends votre argumentation.

M. Mouton. — Et vous n'êtes pas encore convaincu!

M. De Bondt. — Vous citez toujours le même auteur.

M. le Président. — La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — M. Mouton a développé une argumentation juridique très convaincante qui s'oppose à la spoliation que j'ai soulignée.

Je voudrais rendre le gouvernement attentif au fait que ce n'est pas la première fois qu'on enfreint le droit communautaire. En 1983, lors d'un conflit social à Bekaert-Cockerill à Fontaine-l'Évêque on a obligé 31 femmes à prendre un emploi à temps partiel alors que les règles de droit communautaire interdisent les discriminations à caractère sexiste. Et vous voulez récidiver!

M. De Bondt. — Vous avez mal suivi l'exposé de notre collègue.

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Éducation nationale. — Je demande le rejet de l'amendement, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 64 luidt:

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs*

Art. 64. In de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs wordt een artikel 9bis ingevoegd waarvan de tekst luidt:

«Art. 9bis. § 1. De Koning bepaalt wat dient verstaan te worden onder «regelmatic ingeschreven student» en «student die in aanmerking komt voor de financiering».

§ 2. De hoofden van rijksinstellingen van hoger onderwijs kunnen de inschrijving weigeren aan studenten die niet in aanmerking komen voor de financiering.

De geweigerde student kan binnen de dertig dagen per aangetekend schrijven beroep aantekenen bij de minister van Onderwijs, die binnen dertig dagen de weigering ongedaan kan maken.»

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur*

Art. 64. Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

«Art. 9bis. § 1^{er}. Le Roi détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par «étudiant régulièrement inscrit» et «étudiant entrant en ligne de compte pour le financement».

§ 2. Les chefs d'établissement d'enseignement supérieur de l'Etat peuvent refuser l'inscription d'étudiants qui n'entrent pas en ligne de compte pour le financement.

L'étudiant refusé peut, dans les trente jours, par pli recommandé, faire appel auprès du ministre de l'Éducation nationale, qui dans un délai de trente jours peut annuler le refus.»

De heer Seeuws c.s. stelt volgend amendement voor:

«Artikel 9bis, zoals voorgesteld door dit artikel, te wijzigen als volgt:

1^o In fine, van § 2, eerste lid, de woorden «voor de financiering» te vervangen door de woorden «voor de omkaderingsnormen bij het bepalen van het aantal ambten en voor de vaststelling van het aantal aanvaardbare lestijden».

2^o Dezelfde § 2 aan te vullen met een derde lid, luidende:

«Indien de minister van Onderwijs de inschrijving toelaat, dan wordt de student wel in aanmerking genomen.»

«Modifier comme suit l'article 9bis proposé par cet article:

1^o In fine du § 2, premier alinéa, remplacer les mots «pour le financement» par les mots «pour les normes d'encadrement lors de la fixation du nombre d'emplois et du nombre de périodes de cours admissibles».

2^o Compléter le même § 2 par un troisième alinéa rédigé comme suit:

«Si le ministre de l'Éducation nationale autorise l'inscription, l'étudiant entre en ligne de compte».

Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, artikel 64 is zeer merkwaardig en het is daarom dat ik er in het bijzonder uw aandacht voor vraag.

Het heeft te maken met het aanvullend verslag dat werd opgesteld naar aanleiding van de laatste amendementen die de regering heeft ingediend en het advies van de Raad van State ter zake. Er wordt een nieuw hoofdstuk in het ontwerp ingevoegd over de wijziging van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs en waarbij op bladzijde 56 van het aanvullend verslag wordt gezegd dat de Koning bepaalt wat dient te worden verstaan onder «regelmatic

ingeschreven student» en «student die in aanmerking komt voor de financiering». Dat staat in paragraaf 1.

Paragraaf 2 luidt: «De hoofden van de rijksinstellingen van hoger onderwijs kunnen de inschrijving weigeren aan studenten die niet in aanmerking komen voor de financiering.»

Nadat wij die tekst aandachtig hebben onderzocht, is het ons opgevallen dat de paragrafen 1 en 2 niet conform de bestaande wetgeving zijn.

Wij stellen derhalve voor *in fine* van paragraaf 2, eerste lid, de woorden «voor de financiering» te vervangen door de woorden — dit is een poging om te omschrijven wat de wet eigenlijk bedoelt — «voor de omkaderingsnormen bij het bepalen van het aantal ambten en voor de vaststelling van het aantal aanvaardbare lestijden». Het gaat hier dus duidelijk niet om financiering. Immers, het weerhouden van het begrip «financierbare student voor de rijksinstellingen» is in feite strijdig met het Schoolpact in die mate dat het de forfaitaire betoelaging inhoudt van de rijksinstellingen voor hun werkings- en uitrustingskredieten. De assimilatie van het «hoger onderwijs buiten de universiteiten» met de universiteiten wat betreft de forfaitaire kostprijs per student is, tot nader order, mijnheer de minister, strijdig met de principes dat het rijksonderwijs volgens behoefte dient te worden gefinancierd, rekening houdend met de budgettaire mogelijkheden.

Wij dachten dat de regering hierdoor wellicht een wettelijke basis wilde geven — ik zal trachten dat even te motiveren — aan de ondertussen verschenen koninklijke besluiten van 21 juli 1982 en van 12 juli 1984. Daarom verwijs ik naar bladzijde 63 van het aanvullend verslag wat betreft het advies van de Raad van State.

De vierde paragraaf luidt:

«De rechtsgrond van die besluiten is echter grotendeels betwistbaar, daar tot nog toe de Koning alleen gemachtigd werd om te bepalen wat moet worden verstaan onder «regelmatig ingeschreven student» en dat enkel voor het hoger onderwijs van het lange type, artikel 14, § 1, van de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type.

Het gaat hier dus niet om de financiering per student, maar om de bepaling van een regelmatig ingeschreven student.

De tekst op bladzijde 63 luidt verder:

«Het koninklijk besluit van 21 juli 1982 is trouwens het voorwerp van een bij de Raad van State ingesteld annulatieberoep.»

Tenslotte luidt de volgende paragraaf:

«De gemachtigde ambtenaar» — ik veronderstel dat dit de ambtenaar van het kabinet of het departement van de minister is — «heeft bevestigd dat men op die manier de twee hiervoren vermelde koninklijke besluiten poogt te valideren.» Dat was ook onze indruk want men is hier bezig met wetgevend werk te verrichten waardoor een wettelijke grondslag wordt gegeven en een nieuwe tekst wordt ingebouwd die in de bestaande tekst niet is ingeschreven.

In die zin moet men in artikel 64, het gewijzigd artikel 9bis, hetzelfde woord «financiering» *in fine* van paragraaf 1 slechts begrijpen dat dit niet geldt voor de rijksinstellingen.

Ik meen dat het logisch is dat wij paragraaf 2 zouden aanvullen met een derde lid luidende:

«Indien de minister van Onderwijs de inschrijving toelaat, dan wordt de student wel in aanmerking genomen.» Hoe wordt hij in aanmerking genomen? Naar de diverse types toe volgens de wettelijke beschikkingen.

De heer De Bondt. — Dat is hetzelfde amendement als datgene wat mevrouw De Pauw al heeft verdedigd.

De heer Seeuws. — Het ligt in dezelfde lijn maar het heeft geen betrekking op dit artikel.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar het verslag en al de verklaringen die wij daaromtrent hebben gedaan. Er is een verschil tussen ingeschreven studenten en de financierbare studenten. Dat is van groot belang. Ik vraag de heer Seeuws dat nog eens goed te overwegen.

De heer Seeuws. — Er is geen sprake van financierbare studenten, mijnheer de minister.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 65 luidt:

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, en van het koninklijk besluit nr. 300 van 31 maart 1984 tot vaststelling van het aantal lesuren-leerkracht in het secundair onderwijs van het type II en van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984, gewijzigd door artikel 93 van de herstellwet van 31 juli 1984*

Art. 65. In het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 138 van 30 december 1982, de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht en het koninklijk besluit nr. 295 van 31 maart 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Artikel 25 wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 25. De Koning bepaalt jaarlijks bij een in Ministerraad overlegd besluit, aan de hand van de budgettaire mogelijkheden, welk percentage mag worden aangewend van het aantal uren-leerkracht dat het resultaat is van de toepassing van de in dit besluit vastgestelde normen.

Dit percentage kan verschillend zijn per graad en per onderwijsvorm.

Het kan worden toegepast ofwel per inrichting ofwel per groepering van inrichtingen die deel uitmaken van een zelfde net in een scholengemeenschap voor secundair onderwijs.»

2^o Artikel 25bis wordt aangevuld met het volgende lid:

«De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de data wijzigen vermeld in het eerste lid van dit artikel.»

CHAPITRE X. — *Modification de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, et de l'arrêté royal n° 300 du 31 mars 1984 fixant le nombre de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de type II et de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984, modifié par l'article 93 de la loi de redressement du 31 juillet 1984*

Art. 65. Dans l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et type II, modifié par l'arrêté royal n° 138 du 30 décembre 1982, par la loi du 29 juin 1983 relative à l'obligation scolaire et par l'arrêté royal n° 295 du 31 mars 1984, sont apportées les modifications suivantes:

1^o L'article 25 est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 25. Le Roi détermine annuellement par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, en fonction des possibilités budgétaires, le pourcentage à raison duquel peut être utilisé le nombre de périodes-professeur résultant de l'application des normes établies par le présent arrêté.

Ce pourcentage peut être différent selon les degrés et les formes d'enseignement.

Il peut être appliqué, soit par établissement, soit par groupe d'établissements appartenant à un même réseau au sein d'un centre d'enseignement secondaire.»;

2° L'article 25bis est complété par l'alinéa suivant:

« Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier les dates citées à l'alinéa premier du présent article. »

M. Mouton et consorts présentent l'amendement que voici:

« Supprimer cet article. »

« Dit artikel te doen vervallen. »

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, la justification de mon amendement à l'article 65 vaudra également pour mon amendement à l'article 66.

Nous proposons la suppression de ces articles parce qu'il est unanimement reconnu que les arrêtés de pouvoirs spéciaux ont eu des conséquences désastreuses au niveau de l'emploi.

Il faut combattre avec la même énergie toute mesure tendant à aggraver cette situation. Or tel est le cas des dispositions contenues dans les articles 65 et 66.

M. De Bondt. — Ils tendent précisément à diminuer les effets négatifs des arrêtés de pouvoirs spéciaux.

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Éducation nationale. — Monsieur le Président, comme il n'a pas été question, durant le débat, des articles 65 et 66, je répondrai brièvement aux observations de M. Mouton et demande le rejet des amendements qu'il propose.

L'article 65, 1°, permet au Roi d'adapter le coefficient réducteur, notion figurant déjà à l'article 25 de l'arrêté royal n° 49, en fonction des degrés et des formes d'enseignement, dans le but de privilégier l'encadrement dans une forme, par exemple le professionnel, ou un degré déterminé, par exemple le degré d'observation. Il permet donc d'appliquer avec plus de souplesse qu'auparavant le coefficient réducteur mais ne vise pas à réduire l'emploi. Cette souplesse d'application a un objectif essentiellement pédagogique.

L'article 65, 2°, et l'article 66 permettent au Roi de modifier les dates de référence pour le relevé des populations scolaires. Ces dispositions sont proposées dans un but d'uniformisation.

M. Mouton aurait dû se réjouir de ces modifications plutôt que de s'y opposer. Je demande donc le rejet de ses amendements.

M. Mouton. — Nous verrons les résultats du contrôle budgétaire.

De Voorzitter. — Mevrouw De Pauw stelt volgend amendement voor:

« Dit artikel te vervangen als volgt: »

« De Koning kan de wetsbesluiten die materies regelen die voorheen bij koninklijk besluit geregeld werden, aanpassen. »

« Remplacer cet article par le texte suivant: »

« Le Roi peut adapter les arrêtés-lois réglant les matières précédemment réglées par arrêté royal. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, bij artikel 65 hebben we een amendement ingediend, dat mogelijk niet helemaal duidelijk is omdat het niet specifiek de inhoud van artikel 65 betreft.

Het is echter onze bedoeling de aandacht van de minister en onze collega's te vestigen op de volgende principiële vraag.

Door de volmachtbesluiten — en in dit hoofdstuk X wordt volmachtbesluit nr. 49 gewijzigd, vandaar deze vraag op deze plaats — worden zowel materies geregeld die bij gewoon koninklijk besluit kunnen worden geregeld als materies die door een wet worden behandeld.

Er wordt gesteld dat volmachtbesluiten alleen bij wet kunnen worden gewijzigd. Maar geldt die regel wel als het gaat om materies die vóór de volmachtbesluiten door gewone koninklijke besluiten werden geregeld? Het lijkt ons immers logisch dat materies die voorheen door gewone koninklijke besluiten werden geregeld — en zulke materies komen voor in artikel 65 —, niet door een wet moeten worden gewijzigd, maar wel opnieuw door een koninklijk besluit, zelfs als ze intussen door een volmachtbesluit werden geregeld.

Dat is een algemene vraag die, zo ze bevestigend wordt beantwoord, implicaties zou hebben op artikel 65.

Dit artikel zou immers kunnen worden geschrapt, aangezien wettelijke bepalingen niet meer nodig zouden zijn als een gewoon koninklijk besluit voldoet.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mevrouw De Pauw, ik kan dadelijk antwoorden op uw vraag. Die besluiten werden door het Parlement tot wetten gemaakt, dat is evident. Het zijn wetten zoals andere.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Het gaat hier om materies die door een volmachtbesluit werden geregeld, maar die vroeger door gewone koninklijke besluiten werden geregeld. Zij moeten onzes inziens niet alleen door een wet kunnen worden gewijzigd, maar ook opnieuw door een koninklijk besluit.

De heer De Bondt. — Dan moet u een wetgevend initiatief nemen.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — De mening van de regering hierover is niet alleen belangrijk in verband met artikel 65, maar heeft een veel ruimere draagwijdte.

Vandaar dat wij dit amendement hier intrekken, maar ons voornemen ter gelegenheid van de bespreking van de programmawet onze mening te verdedigen en te vragen dit principe op alle materies toe te passen die bij gewoon koninklijk besluit kunnen worden geregeld, en dit ondanks het feit dat volmachtbesluiten ze ondertussen hebben geregeld.

De Voorzitter. — Het amendement van mevrouw De Pauw is dus ingetrokken.

Le vote sur l'amendement de M. Mouton et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement van de heer Mouton en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 66 luidt:

Art. 66. In het koninklijk besluit nr. 300 van 31 maart 1984 tot vaststelling van het aantal lesuren-leerkracht in het secundair onderwijs van het type II, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Artikel 1 wordt aangevuld met de volgende bepaling:

« De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de datum wijzigen vermeld in het eerste lid van dit artikel. »

2. Artikel 2 wordt aangevuld met de volgende bepaling:

« De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de data wijzigen vermeld in het eerste lid van dit artikel. »

Art. 66. Dans l'arrêté royal n° 300 du 31 mars 1984 fixant le nombre de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de type II, sont apportées les modifications suivantes:

1. L'article 1^{er} est complété par la disposition suivante:

« Le Roi peut par un arrêté délibéré en Conseil des ministres modifier la date citée à l'alinéa premier du présent article. »

2. L'article 2 est complété par la disposition suivante:

« Le Roi peut par un arrêté délibéré en Conseil des ministres modifier les dates citées à l'alinéa premier du présent article. »

M. Mouton et consorts présentent l'amendement que voici:

« Supprimer cet article. »

« Dit artikel te doen vervallen. »

Cet amendement a déjà été défendu et le ministre en a demandé le rejet.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 67 luidt:

Art. 67. In artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984, gewijzigd door artikel 93 van de herstellwet van 31 juli 1984, wordt volgende bepaling ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid:

« Voor de toepassing van het eerste lid van dit artikel wordt voor het personeelslid dat overgaat van een verlof voor verminderde prestaties naar een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen, als laatste activiteitswedde of weddetoelage beschouwd, de wedde of weddetoelage die het personeelslid zou genoten hebben indien het zijn prestaties voorafgaand aan het hoger vermeld verlof, tot op de vooravond van de terbeschikkingstelling verder zou uitoefend hebben.

Voor de toepassing van hetzelfde lid worden als prestaties beschouwd, die waarvoor het personeelslid vastbenoemd is of waarvoor de benoeming erkend is, waar de erkenning bestaat. »

Art. 67. A l'article 9 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984, modifié par l'article 93 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, est insérée la disposition ci-après, entre le premier et le deuxième alinéa:

« Pour l'application du premier alinéa de cet article, le membre du personnel qui passe d'un congé pour prestations réduites à la mise en disponibilité pour des raisons de convenance personnelle précédant la pension de retraite, est censé avoir obtenu comme dernier traitement d'activité ou dernière subvention-traitement d'activité, le traitement ou la subvention-traitement qui aurait été le sien ou la sienne s'il avait continué à exercer ses activités précédant le congé susmentionné, jusqu'à la veille de sa mise en disponibilité.

Pour l'application du même alinéa, les prestations à prendre en considération sont celles pour lesquelles le membre du personnel est nommé ou dont la nomination est reconnue là où l'agrément existe. »

— Aangenomen.

Adopté.

HOOFDSTUK XI. — Inwerkingtreding

Art. 68. De hoofdstukken I en II treden in werking op 1 januari 1986.

CHAPITRE XI. — Entrée en vigueur

Art. 68. Les chapitres I^{er} et II entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 69. Hoofdstuk III heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1983, met uitzondering van artikel 17 dat uitwerking heeft met ingang van 21 maart 1984.

Art. 69. Le chapitre III produit ses effets le 1^{er} octobre 1983, à l'exception de l'article 17, qui produit ses effets le 21 mars 1984.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 70. Hoofdstuk VI heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1984.

Art. 70. Le chapitre VI produit ses effets le 1^{er} janvier 1984.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 71 luidt:

Art. 71. Hoofdstuk VII heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985, met uitzondering van de artikelen 58 en 59, § 1, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 1976.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1984-1985
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1984-1985

Art. 71. Le chapitre VII produit ses effets le 1^{er} janvier 1985, à l'exception des articles 58 et 59, § 1^{er}, qui produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1976.

M. Mouton et consorts présentent l'amendement que voici:

« A cet article, remplacer les mots « des articles 58 et 59, § 1^{er} » par les mots « des articles 58 et 59. »

« In dit artikel de woorden « van de artikelen 58 en 59, § 1 » te vervangen door de woorden « van de artikelen 58 en 59. »

La parole est à **M. Mouton**.

M. Mouton. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification écrite de mon amendement.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 72 luidt:

Art. 72. Paragraaf 1 van artikel 9bis, dat in de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs werd ingevoegd bij artikel 64 van deze wet, heeft uitwerking met ingang van het school- of academiejaar 1982-1983.

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel heeft uitwerking met ingang van het school- of academiejaar 1985-1986.

Art. 72. Le paragraphe 1^{er} de l'article 96bis, inséré par l'article 64 de la présente loi dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, produit ses effets à partir de l'année scolaire ou académique 1982-1983.

Le paragraphe 2 du même article produit ses effets à partir de l'année scolaire ou académique 1985-1986.

M. Mouton et consorts présentent l'amendement que voici:

« Supprimer cet article. »

« Dit artikel te doen vervallen. »

La parole est à **M. Mouton**.

M. Mouton. — Monsieur le Président, nous proposons la suppression de l'article 72, considérant qu'il est intolérable, dans un souci de sécurité juridique, de permettre au Roi de fixer, avec effet rétroactif, ce qu'il y a eu lieu d'entendre par étudiants entrant en ligne de compte pour le financement.

Aucune raison ne peut justifier la remise en cause des subventions passées qui ont déjà été affectées.

Une telle habilitation au Roi s'apparente furieusement à un chèque en blanc qui peut être tiré sur un compte déjà soldé.

M. le Président. — La parole est à **M. Bertouille**, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Monsieur le Président, je confirme ce que j'ai dit en commission, à savoir que l'effet rétroactif prévu, à l'article 72 est indispensable puisque l'article 64, traitant d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement, tend à valider un arrêté royal dont l'entrée en vigueur remonte à l'année académique 1982-1983.

Il s'agit simplement d'éviter toute contestation quant au fondement légal de l'arrêté royal susvisé. Je renvoie, pour le surplus, à l'avis du Conseil d'Etat et je demande le rejet de l'amendement présenté par **M. Mouton**.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over het artikel zijn aangehouden.

Artikel 73 luidt:

Art. 73. Hoofdstuk X treedt in werking op 1 september 1985 behalve artikel 67 dat uitwerking heeft op 1 september 1984.

Art. 73. Le chapitre X entre en vigueur le 1^{er} septembre 1985, à l'exception de l'article 67, qui produit ses effets au 1^{er} septembre 1984.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé demain jeudi 9 mai 1985 aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij gaan morgen donderdag 9 juni 1985 over tot de aangehouden stemmingen en tot de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Nous aurions encore dû examiner la proposition de loi portant intégration de l'*Economische Hogeschool Limburg* à l'*Universitair Centrum Limburg* et le projet de loi relatif à l'intégration de la Faculté polytechnique de Mons à l'Université de l'Etat de Mons, mais la soirée est déjà fort avancée et j'avais annoncé que nous ne prolongerions pas nos travaux au-delà de 22 heures 30.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Ne pouvons-nous exceptionnellement travailler plus longtemps que prévu, monsieur le Président?

M. le Président. — Ce n'est pas possible; les orateurs qui se sont inscrits occuperaient la tribune pendant une heure et demie, ce qui nous conduirait aux environs de minuit.

M. Coens, ministre de l'Education nationale. — Les orateurs qui se sont inscrits sont-ils encore présents, monsieur le Président?

M. le Président. — Oui, monsieur le ministre. En outre, à ce temps de parole d'une heure trente minutes, il faut encore ajouter les répliques des ministres ainsi que l'examen des articles et des amendements.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Ne pouvons-nous immédiatement passer à l'examen du projet de loi relatif à l'intégration de la Faculté polytechnique de Mons à l'Université de l'Etat de Mons, monsieur le Président?

M. le Président. — Non, monsieur le ministre. Je vous avais averti à temps que nous ne travaillerions pas plus tard que 22 heures 30, étant donné que, demain et après-demain, le même problème se posera. Or le personnel doit encore travailler deux heures environ après la levée de séance.

Je suis assez strict sur ce point: si le cas se présentait une fois par semaine, je n'y verrais pas d'inconvénient et le personnel non plus, mais quatre fois par semaine, c'est trop.

Zouden beide ministers van Onderwijs akkoord gaan om de behandeling van de punten 2 en 3 van onze agenda te verdagen tot morgenavond?

Het voorstel van wet houdende de integratie van de *Economische Hogeschool Limburg* in het *Universitair Centrum* en het ontwerp van wet houdende integratie van de *Faculté polytechnique de Mons* in de *Université de l'Etat à Mons* zouden morgen omstreeks 19 uur 30 kunnen worden besproken.

Wij moeten er rekening mee houden dat wij morgennamiddag nog het antwoord van minister De Croo in verband met de begroting van Verkeerswezen moeten horen.

Ensuite, les votes interviendront aux environs de 16 heures 30.

Nous devons alors examiner les articles et les amendements ayant trait au projet de loi relatif à la protection et au bien-être des animaux. Cela nous mènera jusqu'à 18 heures 30 et sachez que je suis toujours assez optimiste!

A 19 heures 30, si vous êtes d'accord, messieurs les ministres, je vous propose de commencer l'examen des deux points qui figurent encore à notre ordre du jour d'aujourd'hui.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, uw verlangens zijn voor ons verplichtingen.

De Voorzitter. — U bent bijzonder vriendelijk, mijnheer de minister.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Om hoe laat moeten wij hier aanwezig zijn?

De Voorzitter. — Om 19 uur 30.

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Monsieur le Président, je me réjouis de ce que MM. les ministres puissent être demain soir à la disposition du Sénat pour examiner le projet de loi relatif à l'Université de l'Etat de Mons ainsi que la proposition de la loi se rapportant au Centre universitaire du Limbourg.

Etant donné que le projet de loi relatif à l'intégration de la Faculté polytechnique de Mons à l'Université de l'Etat à Mons, a recueilli l'unanimité en commission et n'a pas encore suscité le dépôt d'amendements sur nos tables, ne serait-il pas possible de l'examiner en premier lieu puisqu'on opère tout de même, semble-t-il, une modification de l'ordre du jour?

M. le Président. — Tout ce que je sais, dans ma petite sagesse, c'est que les deux points sont liés, monsieur Péciaux. Il constituent un ensemble.

M. Péciaux. — Pas tout à fait, monsieur le Président.

Il est bien entendu que, quand vous parlez « d'ensemble », il s'agit d'un ensemble séparé. (*Sourires.*)

M. le Président. — Il y a deux rapporteurs.

M. Péciaux. — Oui, et je suppose qu'il y aura aussi deux votes séparés?

M. le Président. — Vous aurez la parole demain soir, monsieur Péciaux, en votre qualité de rapporteur et deux votes distincts auront lieu.

M. Péciaux. — Je vous remercie de cette confirmation, monsieur le Président.

M. De Bondt. — Ne soyez pas inquiet, monsieur Péciaux. Ces deux points sont inscrits distinctement à l'ordre du jour; c'est donc l'évidence même.

M. le Président. — Le Sénat se réunira demain jeudi 9 mai 1985 à 15 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen donderdag 9 mei 1985 te 15 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 22 h 25 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 22 u. 25 m.*)